

18

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
29. April 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	7
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	8
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	8
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	9
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	9
FÖDERALREGIERUNG	43
BELGISCHE NATIONALBANK	46
VLAAMSE REGERING	46
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	48
BELGISCHES STAATSBLETT.....	49
QUELLENVERZEICHNIS	56

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz
Besuch des IKOB – Museum für zeitgenössische Kunst



Am 21. April besuchte Ausschuss II in Begleitung des Ministers für Kultur, Sport, Tourismus und Medien, Gregor Freches, das IKOB – Museum für zeitgenössische Kunst in Eupen. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 04.05.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 05.05.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 06.05.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 07.05.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 27 avril au 1er mai 2026

Mercredi, 29/04/2026

Projet de loi-programme

1. Projet de loi-programme, n°s [56K1378](#)/1 à 34.

Jeudi, 30/04/2026

Reprise éventuelle de la séance du 29 avril 2026.

Questions orales

Propositions et projets de loi

1. Proposition de loi portant harmonisation de diverses législations relevant de l'Intérieur avec les livres Ier et II du Code pénal du 29 février 2024, n°s [56K1404](#)/1 à 6.

2. - Projet de loi portant des dispositions diverses relatives au travail, n°s [56K1324](#)/1 à 8.

- Projet de loi portant modifications relatives au régime des heures supplémentaires volontaires et du Code pénal social, n°s [56K1333](#)/1 à 7.

3. Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé et modifiant la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, n°s [56K1379](#)/1 à 7.

4. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner l'échec du projet de numérisation i-Police, n°s [56K1351](#)/1 et 2.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé en vue de supprimer les différences de remboursement en fonction du statut de conventionnement du professionnel de la santé, n°s [56K0792](#)/1 à 4.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant le Code des droits et taxes divers, instaurant une taxe sur les services numériques, n° [56K1491](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 mars 2026 relative à la mise en concordance de la loi contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, du Code d'instruction criminelle et de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive avec le Code pénal du 29 février 2024 en vue de permettre l'arrestation immédiate dans le cadre de l'infraction de harcèlement, n° [56K1493](#)/1.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal, en vue d'instaurer une interdiction générale de contact

avec des mineurs pour les auteurs présentant un risque accru de récidive, n° [56K1494](#)/1.

4. Proposition de loi consacrant un Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels et d'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, n° [56K1496](#)/1.

5. Proposition de résolution relative au dépistage aisé du VIH en pharmacie, n° [56K1499](#)/1.

6. Proposition de loi spéciale modifiant la législation électorale en vue de supprimer le canton électoral de Rhode-Saint-Genèse et d'instaurer un système de pools par groupe linguistique dans la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale, n° [56K1505](#)/1.

Votes nominatifs

sur les propositions et les projets de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1511](#) 24.04.2026

Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser les dénominations des organes de la Chambre.

Dokument Nr. [56K1510](#) 24.04.2026

Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser la terminologie budgétaire.

Dokument Nr. [56K1509](#) 24.04.2026

Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser la procédure budgétaire.

Dokument Nr. [56K1508](#) 24.04.2026

Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y apporter des corrections techniques au titre Ier et au titre II.

Dokument Nr. [56K1507](#) 24.04.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale afin de limiter le cumul d'une indemnité de maladie avec un flexi-job.

Dokument Nr. [56K1505](#) 22.04.2026

Proposition de loi spéciale modifiant la législation électorale en vue de supprimer le canton électoral de Rhode-Saint-Genèse et d'instaurer un système de pools par groupe linguistique dans la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale.

Dokument Nr. [56K1498](#) 21.04.2026

Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et des associations afin de rendre obligatoire le dépôt des comptes annuels des associations sans but lucratif bénéficiant de fonds publics.

Dokument Nr. [56K1475](#) 14.04.2026

Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses.

Ta voix, ton choix: animation pour les écoles (21/04/2026)

Vous êtes enseignant du secondaire supérieur? Inscrivez votre classe à notre animation citoyen-neté (automne 2026 et printemps 2027) ... [lire plus](#)



Senat

Réunions de la semaine 27/4/2026 - 3/5/2026

27/4/2026

Bureau

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

1. Établissement d'un rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161](#)/1.

Audition de :

- Mme Claudine Bril, coordinatrice, Cross4Mobility.

2. Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

Publication du rapport annuel 2024-2025 du Sénat 20/04/2026

Le Sénat présente son rapport annuel. Dans ce rapport, nous proposons, sans prétendre à l'exhaustivité, un aperçu de certaines activités qui ont eu lieu depuis le début de la législature en 2024. ... [lire plus](#)

Parlement européen – « Le travail humain à l'ère numérique »

15/04/2026

Le mercredi 15 avril 2026, la réunion interparlementaire de commission (ICM) intitulée « Human Work in the Digital Age – Artificial intelligence, new forms of working, and work-related stress » s'est tenue au Parlement européen. ... [lire plus](#)

AI Days au Parlement européen

14/04/2026

Le 14 avril 2026, des membres de tous les parlements nationaux d'Europe et des députés européens ont échangé sur les aspects institutionnels de l'intelligence artificielle dans le contexte de l'intégration européenne. ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

Question écrite N° : [462](#) (2025-2026) 1
du 30/03/2026

L'accueil et l'intégration sur le marché de l'emploi wallon de travailleurs germanophones préalablement préparés sur le plan linguistique

de MAUEL Christine
à JEHOLET Pierre-Yves, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique

La question de la préparation linguistique des jeunes et des travailleurs issus de la Communauté germanophone en vue d'une participation pleine à la vie économique belge a récemment fait l'objet d'interpellations au sein des autres niveaux de pouvoir compétents, notamment en matière d'enseignement et de formation initiale.

Dans le prolongement de ces démarches, il apparaît essentiel d'examiner comment, au niveau de la Région wallonne, ces publics – une fois préparés sur le plan linguistique – peuvent être effectivement accueillis et intégrés sur le marché de l'emploi.

En effet, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs, ces profils constituent un potentiel important pour l'économie wallonne.

La Région wallonne dispose-t-elle de données relatives à l'intégration sur le marché de l'emploi de travailleurs germanophones ayant bénéficié d'une préparation linguistique en français ?

Existe-t-il des mécanismes spécifiques, notamment via le FOREm, visant à orienter, accompagner et valoriser ces profils déjà préparés linguistiquement vers les secteurs en tension ?

Comment est assurée la mise en relation entre ces publics et les besoins concrets des employeurs wallons, en particulier dans les métiers en pénurie ?

Des collaborations structurées existent-elles avec la Communauté germanophone afin de garantir une continuité entre la préparation linguistique en amont et l'insertion professionnelle effective en Wallonie ?

Enfin, une stratégie spécifique est-elle envisagée pour mieux capter et intégrer ce vivier de travailleurs potentiellement qualifiés et déjà partiellement préparés, dans une logique proactive de réponse aux besoins du marché de l'emploi wallon ?

Réponse du 21/04/2026
de JEHOLET Pierre-Yves

Il existe des données de l'ONSS relatives aux navettes intrarégionales de travailleurs, mais celles-ci ne tiennent pas compte de la langue maternelle ou de la langue parlée. Ainsi, au 30 juin 2024, l'ONSS recensait 3.074 travailleurs résidant en Communauté germanophone et travaillant en Wallonie, hors Communauté germanophone, ainsi que 6.075 personnes effectuant le trajet inverse.

Par ailleurs, l'Arbeitsamt, tout comme le FOREm, propose des cours de français aux chercheurs d'emploi de la Communauté germanophone. En 2025, environ 126 personnes ont suivi une formation de français via l'Arbeitsamt ou ses partenaires. La majorité de ces bénéficiaires ne sont toutefois pas des germanophones, mais plutôt des personnes issues de la migration.

Il n'existe cependant pas de données permettant de mesurer leur intégration sur le marché de l'emploi wallon ou germanophone, cette distinction du lieu de travail n'étant pas possible de manière générale au regard des données disponibles.

En ce qui concerne l'accompagnement vers l'emploi, les chercheurs d'emploi résidant en Communauté germanophone peuvent, s'ils le souhaitent, s'inscrire comme demandeurs d'emploi libres auprès du FOREm. Ils peuvent alors être contactés par les conseillers emploi du FOREm afin de répondre à des offres d'emploi en Région wallonne.

Par ailleurs, pour la recherche de profils spécifiques, des échanges informels existent entre les conseillers du FOREm et de l'Arbeitsamt, comme dans la région de Verviers, afin d'identifier des candidats potentiels de part et d'autre de la frontière linguistique.

Enfin, ces actions s'inscrivent dans un cadre plus large de coopération interrégionale visant à renforcer la mobilité des chercheurs d'emploi et à lever

les freins linguistiques. La Wallonie privilégie une approche transversale, notamment au travers d'outils comme la plateforme Parlez Pro, afin de mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi wallon, sans mettre en place, à ce stade, une stratégie spécifique distincte.

**Question écrite N° 901 (2025-2026) 1
du 25/03/2026**

**Le projet de modernisation de la clinique
Saint-Joseph à Saint-Vith**

de MAUEL Christine
à COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale

Le projet de modernisation et d'extension de la Clinique Saint-Joseph à Saint-Vith, désormais baptisé « Klinik Eifel-Ardennen », entre dans une phase cruciale. Ce chantier d'envergure prévoit une augmentation de 50 % de la surface hospitalière d'ici 2033 pour répondre aux normes actuelles et aux besoins croissants de la population, notamment par la création d'un service de gériatrie.

Le plan prévoit l'intégration du site actuel de la maison de repos, dont le déménagement est l'une des conditions de réussite du projet. Le coût global est estimé à plus de 100 millions d'euros, financés par la Communauté germanophone dans le cadre du « masterplan » Eifel.

Bien que la santé soit une compétence partagée, la Wallonie reste un partenaire indispensable pour garantir la cohérence de l'offre hospitalière et le respect des normes d'agrément. Dans l'esprit de la Déclaration de politique régionale qui prône des infrastructures hospitalières solides et une simplification des normes en concertation avec les différents niveaux de pouvoir, ce projet est exemplaire pour le maintien de services de proximité en zone rurale.

La « Klinik St. Josef St. Vith » envisage une modernisation et une extension dans le cadre du projet « Klinik Eifel-Ardennen ».

Comment la Wallonie apprécie-t-elle la compatibilité de cet investissement avec les orientations de la réforme fédérale hospitalière, notamment pour les hôpitaux situés en zones rurales/frontalières ?

Existe-t-il une coordination spécifique avec la Communauté germanophone pour assurer la continuité des soins durant les phases de transition immobilière entre la clinique et la maison de repos ?

Réponse du 23/04/2026
de COPPIETERS Yves

Je tiens d'abord à rappeler que l'hôpital de Saint-Vith ne relève pas des compétences de la Région

wallonne, mais bien de celles de la Communauté germanophone.

Le cadre actuel de la coopération transfrontalière en matière de santé permet, via des conventions ZOAST, un accès simplifié, sans autorisation préalable ni avance de frais, aux soins ambulatoires et hospitaliers des établissements listés pour les résidents des zones définies. Avec l'Allemagne et dans la Grande Région, plusieurs instruments coexistent : les accords et projets Interreg, ainsi que des accords d'aide médicale urgente sur les zones frontalières.

La présidence 2025 2026 de la Grande Région (Wallonie, FWB, Communauté germanophone) fait de la santé un axe prioritaire, avec l'objectif d'un observatoire interrégional de santé et la facilitation des parcours transfrontaliers. La Directive européenne 2011/24/UE encadre les droits des patients aux soins transfrontaliers (remboursement, reconnaissance des prescriptions, points de contact nationaux).

Bien qu'il y ait eu quelques contacts par le passé, il n'y a pour l'instant pas de concertation structurelle instituée entre la Région wallonne et la Communauté germanophone en ce qui concerne les hôpitaux de la Communauté germanophone. Nous attendons en effet de prendre connaissance des décisions fermes en ce qui concerne les modalités de la réforme annoncée du paysage hospitalier.

À ce stade, le rapport d'experts ne développe pas l'impact de la réforme sur la coopération transfrontalière (comme nombre d'autres impacts), il se concentre surtout sur l'architecture interne. Ce sera l'un des éléments qui pourra être mis en exergue dans la phase de concertation. En fonction des décisions prises, il sera nécessaire d'y adapter les modalités de coopération.

Le rapport indique que les hôpitaux sur le territoire de la Communauté germanophone (Eupen, Saint-Vith) n'atteignent pas les seuils proposés pour demeurer un hôpital général, et que des garanties linguistiques/accès doivent être pensées (ex. prise en charge en allemand, p.ex. à Verviers). La Centre Hospitalier Reine Astrid de Malmedy ne répond pas non plus aux critères proposés, et si les propositions du groupe de travail experts devaient être adoptées telles quelles, les hôpitaux germanophones et le CHRAM devraient se transformer en CML et/ou HSI.

L'AViQ n'a pas connaissance des projets et des intentions de la Communauté germanophone, ni des projets des hôpitaux germanophones. On notera toutefois que le Gouvernement de la Communauté germanophone a pris connaissance et a pris acte du rapport au sein de la CIM Santé publique.

Le CHR de Verviers et le CHRAM ont déjà constitué un groupement au sens de la Loi sur les Hôpitaux, et réfléchissent à la coordination des activités sur le territoire. Si l'hôpital de Verviers était amené à

rester le seul HGR de la région, il serait nécessaire de garantir la prise en charge en allemand des patients le souhaitant, de même que l'accessibilité aux urgences dans des délais raisonnables.

Il nous paraît important d'avoir une vision claire de la réforme portée par le fédéral afin de pouvoir établir un planning pour leur territoire pour les 15 prochaines années à minima. Il faudra aux entités le temps nécessaire pour adapter leurs réglementations et processus, ainsi que les plans de construction pour ce qui relève du soutien à l'infrastructure.

Cette réflexion aura nécessairement des conséquences pour la politique régionale et communautaire en matière d'infrastructures hospitalières, qui est à la fois un héritage des politiques menées ces dernières décennies, mais surtout un choix stratégique vers le futur. Elle suppose donc une prise en compte des spécificités wallonnes et du territoire de la Communauté germanophone, une évaluation concertée des projets en cours et de leur compatibilité avec la future organisation du paysage hospitalier, une visibilité suffisante sur le calendrier de mise en œuvre afin d'adapter la programmation, ainsi qu'un respect mutuel des préoccupations de chaque niveau de pouvoir dans l'élaboration finale de la réforme.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [810](#) (2025-2026) nr. 1 23.04.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een gerichte aanpassing en procedurevereenvoudiging voor bestaande gebouwen en restpercelen in woonreservegebieden

Dokument Nr. [808](#) (2025-2026) nr. 1 22.04.2026

Voorstel van resolutie over de verontrustende groei van de Vlaamse schuld en de noodzaak tot een geloofwaardig traject tot schuldafbouw

Dokument Nr. [807](#) (2025-2026) nr. 1 22.04.2026

Verslag van het verzoekschrift over de klachtenprocedures in de jeugdhulpketen

Dokument Nr. [806](#) (2025-2026) nr. 1 22.04.2026

Verslag van het verzoekschrift over de behandeling van burgersignalen door de Vlaamse overheid

Dokument Nr. [805](#) (2025-2026) nr. 1 22.04.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over het voeren van een onderzoek naar de maatschappelijke gevolgen van de versnellende bevolkingsgroei en de veranderende demografie

Dokument Nr. [804](#) (2025-2026) nr. 1 20.04.2026

Voorstel van decreet tot wijziging van de Vlaamse Codex Wonen van 2021, wat betreft de invoering van een uitzondering op de regels over onderbezetting voor personen ouder dan 67

Dokument Nr. [802](#) (2025-2026) nr. 1 20.04.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een toekomstvisie op de kleinschalige kinderopvang in Vlaanderen

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 22 april?

23 april 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over twee ontwerpen van decreet en een voorstel van decreet.

[Financiering van zorg over de grenzen van de deelstaat aangepast](#)

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 oktober 2025. Dat akkoord wijzigt het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap over de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat.

[Vlaams fonds voor producentenverantwoordelijkheid opgericht](#)

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed tot oprichting van een Vlaams fonds voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

[Snellere uitbouw van pijpleidingeninfrastructuur voor koolstofdioxide](#)

Het Vlaams Parlement keurde daarnaast een voorstel van decreet goed dat het decreet van 29 maart 2024 over het vervoer van koolstofdioxide via pijpleidingen in het Vlaamse Gewest wijzigt. Het voorstel van decreet heeft betrekking op het versneld operationaliseren en marktklaar maken van pijpleidingeninfrastructuur.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).

Is elektronische monitoring van minderjarigen een geschikt alternatief voor opname in een gemeenschapsinstelling?

22 april 2026

Elektronisch toezicht van minderjarigen via een enkelband is momenteel beperkt tot maximaal drie maanden, en is één keer verlengbaar door de jeugdrechter met nog eens maximaal drie maanden. Uit de beleidsevaluatie van het pilootproject 'elektronische monitoring bij minderjarigen' blijkt het voor sommige jongeren een geschikt alternatief te zijn voor plaatsing. ... [verder lezen](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [248](#) (2025-2026)

20.04.2026

Projet de décret organisant les études en kinésithérapie

Dokument Nr. [247](#) (2025-2026)

17.04.2026

Proposition de résolution visant à la transparence et la publicité des voyages et missions à l'étranger du gouvernement

Colloque

Conférence Réf-Lex - L'extrême droite à l'assaut de la démocratie

2026-04-22

[Réf-Lex #19]

Le mardi 12 mai à 12h30, lors de la prochaine rencontre Réf-Lex, Benjamin Biard abordera la thématique suivante :

Rarement l'extrême droite n'a semblé aussi forte en Europe. Pourtant, son ascension n'est ni uniforme ni inévitable. La Belgique en offre une démonstration frappante : alors qu'en Flandre, le Vlaams Belang s'impose durablement et structure le jeu politique, ailleurs dans le pays, l'extrême droite partisane demeure fragmentée et marginale. Ce contraste fait de la Belgique un terrain d'observation privilégié, au cœur duquel cette conférence propose de plonger. ... [lire plus](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-281](#)/1-25/26

03.04.2026

Proposition d'ordonnance instituant une représentation transparente et démocratique au sein des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale par l'instauration de la fonction d'observateur représentant l'opposition.

Dokument Nr. Fiche [A-279](#)/1-25/26

12.01.2026

Proposition de résolution relative à une stratégie bruxelloise de l'intelligence artificielle au service de l'intérêt général.

Ombuds Bruxelles remet son rapport annuel 2025 au Parlement bruxellois

24/04/2026

Lors de la séance plénière du vendredi 24 avril 2026 Madame Catherine De Bruecker, la médiatrice bruxelloise, a présenté et remis au Parlement bruxellois le quatrième rapport annuel d'Ombuds Bruxelles. ... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

81. Sitzung vom 16. April 2026

TOP 3: Infrastrukturprojekt 5914 - Gemeinde Büllingen - Kirche Krewinkel - Erneuerung des Ölbrenners der Heizungsanlage - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Kirche Krewinkel – Erneuerung des Ölbrenners der Heizungsanlage“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Kirche Krewinkel – Erneuerung des Ölbrenners der Heizungsanlage“ ist die Gemeinde Büllingen. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 1. April 2026.

Es handelt sich um die notwendige Erneuerung des Ölbrenners der Heizungsanlage in der Kirche Krewinkel, gelegen in 4760 Büllingen, Krewinkel 79.

Laut Erklärung des Bürgermeisters muss der bestehende defekte Ölbrenner der Heizungsanlage, der nach mehreren Ausfällen irreparabel beschädigt ist, dringend ersetzt werden.

Diese Arbeiten sollten schnellstmöglich ausgeführt werden, um die Funktionstüchtigkeit der Heizungsanlage wiederherzustellen und somit die weitere Nutzung der Kirche zu ermöglichen.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Raeren über die drohende Beschädigung der Infrastruktur sowie die Kostenschätzung für die notwendigen Arbeiten sind dem Fachbereich Infrastruktur im Ministerium innerhalb der vorgesehenen Frist von einem Monat nach etwaiger Auftragserteilung übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für die o. e. Arbeiten belaufen sich auf Grundlage des Angebots des Unternehmens Palm & Schwall AG vom 2. März 2026 sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Büllingen vom 1. April 2026 auf 4.235€ (inkl. 21% MwSt.).

Das Gemeindegremium hat in seiner Sitzung vom 9. März 2026 einstimmig beschlossen, dem Unternehmen Palm & Schwall AG den Auftrag zur Erneuerung des Ölbrenners der Heizungsanlage zu erteilen.

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Büllingen am 1. April 2026 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 03 - ZW 63.21

(Lokale Behörden – Zuschüsse an die Gemeinden im Bereich der bezuschussten Arbeiten)

Projektkosten: 4.235€

Maximaler Zuschuss (60%): 2.541€

TOP 4: Erstes Umsetzungsprogramm „Ostbelgien 2030“: Überarbeitung und Vervollständigung des Projektportfolios

1. Beschlussfassung:

Die Regierung heißt das überarbeitete und vervollständigte Projektportfolio gut und beschließt die Umsetzung seiner Projekte im Rahmen des Umsetzungsprogramms „Ostbelgien 2030“.

Jeder Minister wird für seinen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In der Regierungserklärung vom 16. September 2024 stellte die Regierung ihre übergeordneten Ziele für die Legislaturperiode 2024-2029 vor. In einer sich rapide verändernden Welt sei das Ziel, die Zukunftsfähigkeit unserer ländlichen Region dauerhaft abzusichern und gute Lebensperspektiven für alle zu schaffen.

Kompass ist dabei das Leitbild „Ostbelgien leben 2040“ mitsamt seinen neun Leitziele. Es ist das Ergebnis eines breiten Beteiligungsprozesses. Während zweieinhalb Jahren beteiligten sich zahlreiche Bürgerinnen und Bürger, die Gemeinden, Vereinigungen, Organisationen und Institutionen, die Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, ihre politischen Gremien sowie auswärtige Expertinnen und Experten. Jeder Dienst, jede Einrichtung, Behörde oder Organisation kann im Rahmen ihrer jeweiligen Möglichkeiten und Mittel dazu beitragen, die Ziele des Leitbilds zu verwirklichen.

Anfang März 2025 verabschiedete die Regierung ein erstes Umsetzungsprogramm mit elf strategisch wichtigen Projekten zur Entwicklung des Standorts Ostbelgien. Vorausgegangen war ein intensiver Arbeitsprozess, bei dem die von der Verwaltung eingereichten Projektideen fachbereichsübergreifend diskutiert und durch den Direktionsrat priorisiert

wurden. Zentrale Aspekte bei der Priorisierung waren die erwartete Wirkung der Projekte, ihr Beitrag zum Erreichen der Leitziele und ihre Machbarkeit im Hinblick auf die erforderlichen und verfügbaren finanziellen und personellen Ressourcen.

Um dieses erste Umsetzungsprogramm inhaltlich zu vervollständigen, startete die Regierung im Dezember 2025 einen weiteren Projektauftrag. Die eingegangenen Projektideen wurden bei einer Klausurtagung am 31. Januar 2026 von der Regierung diskutiert und im Anschluss ergänzt.

Die daraufhin Anfang März 2026 eingegangenen Projektbeschreibungen wurden in Zusammenarbeit mit den jeweiligen Kabinetten und Fachbereichen vom Projektmanagementoffice (PMO) des Ministeriums geprüft, so weit wie möglich vereinheitlicht und zu einem Projektportfolio zusammengefasst.

Das überarbeitete erste Umsetzungsprogramm „Ostbelgien 2030“ (siehe Anlage 2) zählt 34 Projekte, die sich auf 5 thematische Programme aufteilen und soll dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemeinsam mit einer kurzen Erläuterung des Hintergrunds (siehe Anlage 1) nach der Verabschiedung durch die Regierung am 27. April 2026 übermittelt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der vorliegende Beschluss hat keine unmittelbaren finanziellen Implikationen. Die für die Umsetzung der Projekte des Umsetzungsprogramms erforderlichen finanziellen Mittel sind im jeweiligen Haushaltsprogramm vorgesehen bzw. werden durch alternative Finanzierungen abgedeckt.

TOP 5: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. November 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. November 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen befasst sich mit Einsprüchen von Personalmitgliedern gegen eine Entlassung aufgrund einer Unvereinbarkeit, gegen einen Beurteilungs- bzw. Bewerbungsbericht, gegen eine vorzeitige Entlassung und

gegen eine Disziplinarstrafe. Die einzelnen Fälle sind im Dekret vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen angeführt.

Auf Vorschlag des Fachbereichs Unterrichtspersonal des Ministeriums wird Frau Karin Schins in ihrer Funktion als beigeordnete Sekretärin durch Frau Julia Cremer ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) bat um weitere Anpassungen des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen.

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN:

Artikel 1: Definition der Begriffe „Erlass zu den Ausbildungsbedingungen vom 4. Juni 2009“ und „Anlehre“.

Artikel 2: Die Bestimmungen zu den Standorten werden in den Artikeln 20 und 29 des Erlasses über die Grundausbildung aufgenommen.

Artikel 3: Nach der bereits stattgefundenen Institutionalisierung der Anlehre wird sie als besondere Kursform definiert und ins Stundenkapital des ZAWM mitaufgenommen.

Artikel 4: Die Kurse der angewandten Betriebslehre werden eingestellt und durch ein Tagesformat zur Teilnahme am Betriebsführungskurs des 1. Jahres ersetzt.

Artikel 5: Das IAWM legt nicht den Ort der überbetrieblichen Ausbildung fest. Grundsätzlich legt das IAWM in seinem jährlich durch den Verwaltungsrat verabschiedeten Katalog für überbetriebliche Ausbildungen lediglich die Art, die Dauer und die Kosten der am ZAWM stattfindenden überbetrieblichen Ausbildungen fest.

Artikel 6: Die bisherige Praxis der Zulassung der Lehrlinge von Partnerinstituten wie z.B. IFAPME oder der Chambre de Métiers/Commerce Luxemburg zu den Kursen im ZAWM, wird im Regeltext festgeschrieben.

Artikel 7: Die Prozedur rund um die Zulassung der freien Schüler sowie den Entzug der Zulassung werden präzisiert. Das Schlupfloch, dass bei der Genehmigung des regulären Lehrvertrages der Besuch der Kurse als freier Schüler möglich ist, wird geschlossen. Zudem wird präzisiert, dass für die freien Schüler die gleichen Fristen gelten wie für die regulären Lehrlinge.

Das ZAWM schließt nach Genehmigung der Zulassung mit den freien Schülern einen Vertrag ab, dessen Muster vom IAWM festgelegt wird.

Artikel 8: Hinzunahme der verschiedenen Standortmöglichkeiten und Präzisierung, wann ein Wechsel zwischen verschiedenen Standorten möglich ist.

§3 des Artikels 20 des Erlasses über die Grundausbildung wird ergänzt, da freie Schüler je nach Vorkenntnissen entweder nur zu den A-Kursen oder nur zu den B-Kursen oder zu beiden Kursen zugelassen werden können.

Artikel 9: Absatz 1 des Artikels 21 des Erlasses über die Grundausbildung wird gestrichen, da bereits zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Lehrvertrages die Dauer, beziehungsweise gegebenenfalls die Verkürzung vom IAWM festgelegt wird und keine integrale Freistellung im Nachgang erfolgt. In der Lehre werden zudem keine Dispensen für einzelne Fächer vergeben.

Artikel 10 und 11: Durch die neue Struktur können implizit auch Teilnehmer der integrierten Meisterkurse, wie z.B. die Fremdenführer und Reisebegleiter berücksichtigt werden.

Zwischen den Studierenden mit Meistervolontariatsvertrag und den Studierenden mit Arbeitsvertrag bestand ein Ungleichgewicht im Ableisten von praktischen Stunden im Betrieb. Während Meistervolontäre in schulfreien Zeiten 38 Stunden pro Woche im Betrieb absolvieren, gehen Studierende weiterhin nur 19 Stunden pro Woche im Betrieb. Deswegen muss im Falle des Studierenden mit Arbeitsvertrag vor Beginn des Studiums eine studienfachgebundene Berufserfahrung von mindestens 570 Stunden vorliegen.

Artikel. 12: Der Zugang zum Meisterkurs für Bewerber ohne zertifizierte Grundausbildung wird stärker reguliert, indem der Nachweis einer fünfjährigen Berufserfahrung verlangt wird. Die notwendige Kompetenzfeststellungsprüfung wird gegen eine entsprechende Prüfungsgebühr organisiert.

Artikel 13: Die Zulassung wird erweitert, indem zulässige Teilnehmer lediglich die A-Kurse abgeschlossen haben müssen oder davon befreit wurden (z.B. auf Grundlage ihres Abiturdiplooms oder einer bereits anderen abgeschlossenen Lehre).

Das restriktive Kriterium des absolvierten Kurses der Angewandten Betriebslehre ist gestrichen. Die Kurse der angewandten Betriebslehre werden eingestellt, bzw. durch das Angebot der Teilnahme am Kurs Betriebsführung 1. Jahr als Tageskurs ersetzt.

Artikel 14: Die Zulassungskriterien, Inhaber des Abschlussdiploms der Oberstufe des Sekundarunterrichts, sowie der absolvierten angewandten Betriebslehre werden gestrichen, auch Lehrlinge ohne Abitur soll der frühe Zugang zu den fachlichen Meisterkursen gewährt werden.

Artikel 15: Hinzunahme der verschiedenen Standortmöglichkeiten.

§4 entspricht einer Präzisierung, da die Einschreibung nur für A, nur für B oder für beide erfolgen kann.

Artikel 16: Eine Frist, bis wann eine Freistellung beantragt werden kann, wurde hinzugefügt, sowie der Prozess der Information darüber.

Der Absatz 2 wird gestrichen, denn die Befreiung wird bereits in Erlass der Regierung vom 15. Juni 2023 über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder geregelt.

Artikel. 17: Die Kurse der angewandten Betriebslehre werden eingestellt, bzw. durch das Angebot der Teilnahme am Kurs Betriebsführung 1. Jahr als Tageskurs ersetzt. Aus diesem Grund wird der Artikel gestrichen.

Artikel 18: Ein entsprechender Verweis auf die Zulassungsbedingungen zur Anlehre wird eingefügt.

Artikel 19: Die Zulassung zum Modulunterricht für das erste Ausbildungsjahr wird präzisiert und eine Abgrenzung zur Anlehre eingefügt.

Artikel 20: Die Zulassung zum Modulunterricht für das zweite und dritte Lehrjahr wird präzisiert und eine Abgrenzung zur Anlehre eingefügt.

Artikel 21: Ein Bezug zum Gebührenkatalog des IAWM für überbetriebliche Ausbildungen wird hergestellt.

Artikel 22: Präzisierung der Vorgehensweise dahingehend, dass das ZAWM als Organisator die im Rahmen der Lokalisierung genehmigten Kurse bewirbt.

Artikel 23: Die Frist wurde verlängert, kohärent zur bereits geschenehen Verlängerung der Frist zum Abschluss von Lehrverträgen. Hinzugefügt wurde ebenfalls eine Vorgehensweise für Kurse, die zum Zeitpunkt der Anerkennung noch nicht laufen.

Artikel 24: Das ZAWM informiert den Lehrlingssekretär über unbegründete Fehlstunden, damit entsprechende Sanktionen eingeleitet werden können. Die Sanktionen sind im Erlass der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe (zu viele Abwesenheiten können zu Abmahnung und Entzügen führen) und im Erlass der Regierung vom 30. August 2018 über die Prüfungen und die Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes (zu viele Abwesenheiten können zur Nicht-Zulassung zur Prüfung führen) festgehalten. Die Abwesenheitsregelung wird nicht in jedem Kurs neu zur Kenntnis gebracht, sondern einmal durch die Kenntnisnahme der Schulordnung erläutert. Dies geschieht bei Abschluss des Lehrvertrags, bzw. Unterzeichnung der Vereinbarung mit freien Schülern. Zur Mitteilung der Abwesenheit an den Lehrlingssekretär gibt es ein Verfahren, das gemeinsam mit dem ZAWM erarbeitet wurde. Ein Unterrichtstermin ist ein halber Tag Berufskennntnisse oder Allgemeinennntnisse.

Artikel 25: Die Verantwortlichkeit für den Eintrag im Ausbildungsnachweis wird präzisiert.

Artikel 26: Das nicht Erreichen der Normen erfordert das Zusammenlegen von Klassen.

Artikel 27: Als Ersatz zu den Kursen der Angewandten Betriebslehre werden die Kurse über Betriebsführung des ersten Jahres im Tagesformat organisiert.

Artikel 28: Kosmetische Änderungen

Artikel 29: Die Stundenpläne müssen nicht strukturell, sondern nur auf Nachfrage beim IAWM vorgelegt werden. Aufnahme der Verpflichtung, Kursteilnehmer und die an der Ausbildung beteiligten Parteien über den Stundenplan und etwaige Änderungen zu informieren.

Artikel 30: Präzisierung, dass im Falle einer Nicht-Beachtung der Schulordnung oder einer Nicht-Einhaltung einer dort festgelegten Regelung, die in Artikel 50 des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen definierten Maßnahmen zur Anwendung kommen.

Artikel 31: Bei besonders schweren Vergehen können die Auszubildende definitiv vom Unterricht ausgeschlossen werden.

Artikel 32: Der Tageskurs in Betriebsführung wird als Ersatz für die angewandte Betriebslehre einschließlich einer entsprechenden Eröffnungsnorm

hinzugefügt. Zudem wird die Eröffnungsnorm für den Modulunterricht angepasst und eine Eröffnungsnorm für die Anlehre ergänzt.

Die Eröffnungsnorm von zwei Teilnehmern für die Anlehre wird aus pädagogischen Gründen so tief angesetzt, da ein jahrgangsübergreifender Unterricht nicht möglich beziehungsweise nicht im Sinne des Konzeptes ist.

Artikel 33: Der Tageskurs in Betriebsführung mit entsprechender Teilungsnorm wird hinzugefügt. Beim modularen Ausbildungskurs wird die Teilungsnorm ab der zweiten Teilung verschärft und die Anlehre wird die Teilungsnormen eingefügt. Das IAWM rechnet zukünftig mit mehr leistungsschwache Schüler.

Artikel 34: Für Kurse im Stadium der Ausbildung zum Meister die mindestens drei Jahre nicht am ZAWM organisiert wurden gelten im Rahmen der finanziellen Mittel des IAWM tiefer Eröffnungsnormen.

Artikel 35: §2 und §3 werden gestrichen, da sie nicht mehr zeitgemäß sind. Die Herkunft der Teilnehmer bei grenzüberschreitenden Meisterkursen ist nicht mehr relevant.

Das vorgesehene Inkrafttreten ist der 1. Juli 2026.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Anpassung bzgl. der Anlehre (Artikel 3) bringt keine zusätzliche Belastung des Haushalts mit sich, da sie bereits institutionalisiert wurde.

(Artikel 4, 17 und 27) Das neue Tagesformat zur Teilnahme am Betriebsführungskurs des 1. Jahres, das die angewandte Betriebslehre ersetzt, führt zu einer Reduzierung von 16 Unterrichtsstunden.

Das ZAWM organisiert künftig die Prüfung zur Eignung der Teilnehmer an den Kursen im Stadium der Ausbildung zum Meister gegen eine Teilnehmergebühr (Artikel 12). Kompetenzfeststellungsprüfung wird gegen eine entsprechende Prüfungsgebühr organisiert.

Die Zusammenlegung von Kursen (Artikel 26) führt zu Einsparungen zu Gunsten des Haushalts, jedoch sind Nachfrage oder Abbrüche nicht vorausschaubar.

Das IAWM geht davon aus, dass Artikel 33 zu einer Einsparung führen wird, da die Teilungsnorm nach oben angepasst wird.

In Artikel 34 werden die finanzielle Mittel des IAWM berücksichtigt. Grundsätzlich kostet eine Unterrichtsstunde 115,75€. Ein klassischer Meisterkurs in B hat in der Regel 288h = 33.336€.

Das IAWM gibt an, dass die Bestimmungen der Artikel 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 19,

20, 21, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31, 32 und 35 keine finanzielle Auswirkung haben.

TOP 7: Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung die Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird damit beauftragt, die Abänderungsvorschläge dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

- 1. Einführung von Dienstleistungspersonal im Unterrichtswesen (Artikel 1, 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 2.3, Artikel 3 Nummern 2 und 3, Artikel 3.1, 3.2, 3.3, Artikel 4 Nummern 2 und 3, Artikel 4.1, 4.2, 4.3, 5.1-5.5, 10.1, 10.2, 10.3, 16.1, 16.2, 25.1-25.7, 37.1, 38, 39.2, 39.3, 40.1, 40.2, 40.3, 41.1, 41.2, 47.1, 47.2, 57.7, 57.8, Artikel 58 Nummern 2 und 3, Artikel 58.1, 58.2, Artikel 59 Nummern 2 und 3, Artikel 59.1, 60.1-60.5, 64.1, 64.2, 64.3, Artikel 66 Nummern 2 und 3, Artikel 66.1, 66.2, Artikel 67 Nummern 2 und 3, Artikel 67.1, 67.2, 67.3, 70.1, 70.2, 70.3, 76.1, 76.2, 76.3, 77.1-77.8, Artikel 81 Nummer 1, Artikel 81.1, Artikel 85 Nummer 1, Artikel 87.1-87.4, Artikel 90 Nummern 2 und 4, Artikel 91 Nummern 2 und 4, Artikel 92.1 und 97.1)**

Inkrafttreten: 1. September 2026 mit Ausnahme des Artikels 10.1 zum Bewerbungsauftrag GUW, der am Tag der Verabschiedung des Dekrets in Kraft tritt.

Durch vorliegende Maßnahme werden im Unterrichtswesen das Amt des Busfahrers und des Logistikers geschaffen.

- a) Allgemeine Begründung für die Einführung des Amtes Busfahrer

Derzeit werden die Busfahrer, die für die Beförderung von Förderschülern des Zentrums für Förderpädagogik (ZFP) sowie für andere therapeutische oder logistische Fahrten im Norden und im Süden der Deutschsprachigen Gemeinschaft zuständig sind, vom Dienst mit getrennter Geschäftsführung Service und Logistik beschäftigt und über einen Dienstleistungsvertrag dem ZFP zugewiesen. Über diesen Dienstleistungsvertrag wird ermöglicht, für spezifisch ausgewiesene Tätigkeiten, die mit dem Arbeitsvertrag der Mitarbeiter im Einklang sind, dass der Direktor des ZFPs Arbeitsanweisungen an

die Busfahrer erteilen und die organisatorischen Abläufe eigenständig planen und verwalten kann. Dem ZFP wird ermöglicht, die Dienstpläne einzelner Mitarbeiter festzulegen, Arbeitszeiten zu gestalten und zu kontrollieren sowie die Urlaubsplanung mit den Mitarbeitern gemäß Arbeitsordnung von Service und Logistik vorzunehmen. Andererseits darf das ZFP dem überlassenen Personal andere allgemeine Anweisungen (über den Dienstleistungsvertrag hinaus) erteilen, allerdings nur in einem ganz eng umgrenzten Bereich, und zwar ausschließlich im Rahmen seiner gesetzlichen Pflichten zur Sicherheit und zum Wohlbefinden am Arbeitsplatz (z. B. Brandschutz, Erste Hilfe, Sicherheitsunterweisung, Fluchtwege, Unfallverhütung).

Mit anderen Worten erlaubt die Gesetzgebung unter gewissen Voraussetzungen einen zeitweiligen teilweisen Übertrag verschiedener Aspekte des Weisungsrechts, ohne dass dies als Übertrag des Weisungsrechts als solches (und somit als gesetzeswidrige Arbeitnehmerüberlassung) zu betrachten wäre. Im Gegensatz dazu gelten folgende Aspekte des Weisungsrechts als wesentliche Bestandteile der Autorität des Arbeitgebers und können daher nicht auf einen Dritten, in diesem Fall dem ZFP, übertragen werden: die Einstellung von Arbeitnehmern, der Karriereplan, die Festlegung oder Änderung der Funktion und Aufgaben des Arbeitnehmers, alle Fragen in Bezug auf die Vertragsbeendigung, Disziplinarmaßnahmen usw.

Es hat sich herausgestellt, dass die heutige Handhabung über einen Dienstleistungsvertrag zwar einen rechtlichen Rahmen schafft, die Arbeitnehmerüberlassung umzusetzen, jedoch das geteilte und zeitweilige Weisungsrecht und der enge Rahmen, der durch den Dienstleistungsvertrag vorzusehen ist, zum einen Unsicherheiten, eine zu geringe Flexibilität und ein großes Risiko der Sicherheits- und Vertragsverletzung mit sich bringen.

In Situationen der Vertragsverletzung, bspw. durch das Durchführen von Tätigkeiten, die nicht über den Dienstleistungsvertrag abgedeckt sind, durch eine fehlende oder mangelhafte Einweisung in den Dienst inkl. Informationen zum Arbeitsschutz, durch überschrittene Arbeitszeitregelung usw., ist Service und Logistik objektiv dazu gezwungen, den Dienstleistungsvertrag zu beenden, um weitere rechtswidrige Überlassungen zu verhindern und Haftungsrisiken zu vermeiden (strafrechtlich wegen unerlaubter Arbeitnehmerüberlassung sowie versicherungsrechtlich bei Unfällen oder Schäden im Rahmen der unerlaubten Tätigkeiten).

Aus den o.e. Gründen und Risiken für beide Vertragsparteien sowie für die Busfahrer, ist von einer Fortführung dieser Form der Arbeitgeberüberlassung zukünftig abzusehen und das Weisungsrecht ausschließlich im Gemeinschaftsunterrichtswesen bzw. im ZFP anzusiedeln.

Im Sinne der Gleichbehandlung wird das Amt des Busfahrers ebenfalls für das freie und offiziell subventionierte Unterrichtswesen eingeführt, so dass im Bedarfsfall darauf zurückgegriffen werden kann.

Das Prüfraster zur Verhältnismäßigkeitsprüfung von Berufsreglementierungen gemäß dem Dekret vom 20. Juli 2020 zur Einführung einer Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Verabschiedung oder Abänderung von Berufsreglementierungen in Bezug auf Einführung von Dienstleistungspersonal im Unterrichtswesen (Busfahrer und Logistiker) ist den Abänderungsvorschlägen als Beilage beigelegt.

b) Allgemeine Begründung für die Einführung des Amtes Logistiker

Für die Schulen des Gemeinschaftsunterrichtswesen werden die sogenannten schulnahen Dienstleistungen zentral durch den Dienst mit getrennter Geschäftsführung Service und Logistik umgesetzt. Unter den schulnahen Dienstleistungen werden Tätigkeiten verstanden, die weder der Unterhalts- noch der Reinigungsarbeit zuzuordnen sind und nicht vorgenommen werden an Gebäudeinfrastruktur oder technischer Ausstattung: Logistikfahrten, die zeitweilige Umgestaltung von Räumlichkeiten für Versammlungen oder Veranstaltung, die Annahme von Waren und der schulinterne Transport dieser, der Aufbau von kleinem Mobiliar, das Umstellen von Möbeln usw. Diese schulnahen Tätigkeiten wurden bislang durch das Anfragen eines Dienstleistungsauftrags an Service und Logistik erbracht und mittels eines digitalen Auftragssystems verwaltet, in Zeitkontingente umgerechnet und letztlich Mitarbeitern zugewiesen. Es hat sich herausgestellt, dass dieses Dienstleistungssystem für Service und Logistik und für die Schulen unzureichend flexibel ist und beide Parteien vor große organisatorische Herausforderungen stellt. So ist es oftmals auf Grund von unzureichenden Stundenkontingenten, kurzfristiger Personalverfügbarkeit und nicht ausreichender Vorlaufzeit nicht gelungen, den Bedarfen der Schulen gerecht zu werden. Um die Schulen des Gemeinschaftsunterrichtswesens und den Dienst Service und Logistik handlungsfähiger zu machen, sollen fortan Logistiker, die unter direkter Weisung des Schulleiters stehen, die oben beschriebenen Aufgaben von schulnahen Dienstleistungen wahrnehmen.

Da es sich beim Amt des Busfahrers und des Logistikers um Dienstleistungsfunktionen handelt, wird die bereits bestehende Kategorie des Verwaltungspersonal umbenannt in Verwaltungs- und Dienstleistungspersonal, was zur Folge hat, dass eine Vielzahl von bestehenden Rechtstexten anzupassen sind, um dieser neuen Terminologie Rechnung zu tragen.

Beide Ämter werden als Anwerbungsamt in der Kategorie des Verwaltungs- und Dienstleistungspersonal angesiedelt.

c) Zugang zum Amt des Busfahrers

Zugang zu diesem Amt des Busfahrers erhalten Personen, die über einen der folgenden erforderlichen Befähigungsnachweise verfügen:

- mindestens ein Diplom der Unterstufe des Sekundarunterrichts ergänzt um:
 - einen gültigen Busführerschein der Kategorie D und
 - eine gültige ärztliche Fahrtauglichkeitsbescheinigung für die Gruppe 2 und
 - einen gültigen Berufsbefähigungsnachweis (Kode 95) oder einen Fahrerqualifizierungsnachweis
- ein Gesellenzeugnis ergänzt um:
 - einen gültigen Busführerschein der Kategorie D und
 - eine gültige ärztliche Fahrtauglichkeitsbescheinigung für die Gruppe 2 und
 - einen gültigen Berufsbefähigungsnachweis (Kode 95) oder einen Fahrerqualifizierungsnachweis

Die Busse, die derzeit im ZFP Einsatz finden, setzen die Notwendigkeit eines Führerscheins der Kategorie D voraus, d.h. für einen Bus mit einem zulässigen Gesamtgewicht von über 7,5 Tonnen.

Die Inhaber eines Führerscheins der Klasse D müssen im Führerschein das Datum einer gültigen ärztlichen Tauglichkeitsbescheinigung vorweisen können (Feld 11 auf der Rückseite des Führerscheins). Eine solche Bescheinigung wird nur von einem Arzt, der als Arbeitsmediziner anerkannt ist, ausgestellt. Diese Bescheinigung muss bei der Führerscheinstelle vorgelegt werden und das vom Arzt vermerkte Datum wird in der Folge in einem neu ausgestellten Führerschein eingetragen. Diese Untersuchungen sind unabhängig vom Alter des Führerscheininhabers mindestens alle 5 Jahre durchzuführen. Je nach Gesundheitszustand des Busfahrers kann der Arzt die Gültigkeit befristet auf 1 Jahr, 3 Jahre oder 5 Jahre. Im Führerscheinrecht spricht man hier von einem ärztlichen Attest für die Gruppe 2, d.h.: Fahrzeuge der Führerscheinklassen C + D.

Berufskraftfahrer, die über keine gesetzliche Freistellung verfügen, müssen Inhaber der Berufsbefähigungsnachweises (Kode 95) sein. Die Basisschulung zum Erlangen des Berufsbefähigungsnachweises erfolgt in Belgien über eine anerkannte Fahrschule. Die verpflichtenden Weiterbildungen innerhalb eines Zeitraums von 5 Jahren (das Gültigkeitsdatum ist im Feld 12 auf der Rückseite des Führerscheins ersichtlich) erfolgen durch die anerkannten Weiterbildungszentren. In Belgien sind die Regionen zuständig für die Anwendung des Führerscheingesetzes und die Gesetzgebung der Aus- und Weiterbildung der Berufskraftfahrer. In den 3 Regionen wird das Gültigkeitsdatum im Feld 12 des Führerscheins vermerkt; jedoch kann jeder EU-Mitglieds-

staat vorsehen, dass dieses Datum auf einem sogenannten „Fahrerqualifizierungsnachweis“ eingetragen wird.

Ein Fahrer darf an diesen o.e. verpflichtenden Weiterbildungen in Form von Modulschulungen nur in dem Land teilnehmen, indem er seinen 1. Wohnsitz oder seinen Arbeitsvertrag hat. Für die Busfahrer beinhalten diese drei Module Themenbereiche wie das wirtschaftliche Fahren (Eco-Drive), die gültigen Sozialvorschriften (Lenk- und Ruhezeiten, Gebrauch des Tachos) und zur Auswahl für das dritte Modul entweder Unfallvorbeugung, 1. Hilfe oder Verkehrsrecht.

d) Zugang zum Amt des Logistikers

- mindestens ein Diplom der Unterstufe des Sekundarunterrichts ergänzt um einen Führerschein der Kategorie B;
- ein Gesellenzeugnis ergänzt um einen Führerschein der Kategorie B.

e) Stellenkapital

In Bezug auf das Stellenkapital für das Amt des Busfahrers ist vorgesehen, dass entsprechend dem aktuellen Bedarf 3 Vollzeitstellen im Fördersekundarschulwesen geschaffen werden. Darüber hinaus wird die Möglichkeit geschaffen, Stellen im Amt des Aufsehers-Erziehers ganz oder teilweise in zusätzliche Stellen im Amt des Busfahrers oder des Logistikers umzuwandeln.

Es wird vorgesehen, dass Regelsekundarschulen höchstens eine Stelle im Amt des Aufsehers-Erziehers in eine Stelle im Amt des Logistikers umwandeln können. Es werden keine zusätzlichen Stellen geschaffen.

Es wird ebenfalls vorgesehen, dass die Autonome Hochschule Ostbelgien sowie das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen Stellen im Amt des Logistikers organisieren können, ohne dass das aktuell verfügbare Stellenkapital erhöht wird.

Der Schulträger kann das Stellenkapital im Amt des Busfahrers bei der zeitweiligen Bezeichnung oder Einstellung sowie bei der definitiven Ernennung oder Einstellung auf mehrere Personalmitglieder verteilen.

f) Aufgaben des Busfahrers

Der Busfahrer ist für die Erledigung nachfolgender Aufgaben zuständig:

- Tägliche Schülerbeförderung gemäß Schulöffnungszeiten und Schulkalender;
- Durchführung von wöchentlichen oder außerordentlichen Fahrdiensten im Rahmen schulischer Veranstaltungen, Projekten, Außenterminen oder therapeutischer Maßnahmen;

- Durchführung logistischer Fahrten, insbesondere Transport von Materialien, Dokumenten und Ausstattung zwischen den Standorten der Schule oder externen Partnerinstitutionen;
- Sicherstellung einer ordnungsgemäßen Aufnahme, Betreuung und Begleitung der Schülerinnen und Schüler während der Fahrt, einschließlich Unterstützung beim Ein- und Aussteigen und beim Sichern von Mobilitätshilfen;
- Kontrolle des verkehrs- und betriebssicheren Zustandes des Fahrzeugs, insbesondere vor Fahrtantritt;
- Unterstützung und Beratung der Schulleitung bei der Verwaltung des Fahrzeug-Fuhrparks und bei der Planung der Fahrten;
- Reinigung und Unterhalt der Busse;
- Gewährleistung der technischen Kontrollen sowie Meldung festgestellter technischer Mängel;
- Wahrnehmung von Logistikaufgaben sowie Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung schulischer Veranstaltungen, insbesondere durch Transport und Bereitstellung von Materialien, Geräten oder Mobiliar;
- Teilnahme an jährlichen und periodischen Führerscheinschulungen;
- Teilnahme an periodischen Erste-Hilfe-Kursen;
- Persönliche Fort- und Weiterbildung;
- Umsetzung und Kontrolle der gültigen Sicherheitsrichtlinien;
- Teilnahme an Personalversammlungen und Koordinationsversammlungen;
- Führung eines Fahrtenbuches inklusive der Dokumentation von Fahrten, Transporten sowie besonderen Vorkommnissen, gemäß den internen Vorgaben der Schule oder des Schulträgers.
- Aufgaben, die dazu beitragen, das Schulprojekt zu verwirklichen.

g) Aufgaben des Logistikers

Der Auftrag des Logistikers umfasst vor allem folgende Aufgaben:

- Vorbereitung und Umgestaltung von Unterrichts- und Schulräumen:
 - Bereitstellen, Anordnen und Anpassen von Mobiliar, Unterrichtsmaterialien und technischer Ausstattung;
 - Umgestaltung von Räumen für unterschiedliche Nutzungen;
 - Versetzung von Möbeln;
 - Ausgenommen sind Installations- oder Montagearbeiten an technischen Geräten.
- Transport- und Logistikaufgaben:
 - Durchführung von Hol- und Bringdiensten innerhalb und außerhalb der Schule;
 - Transport, Aufbau und Demontage von Möbeln, didaktischem Material und Ausstattungselementen;

- Kurierfahrten sowie Beschaffung und Verteilung von Materialien;
 - Unterstützung bei der Bereitstellung von Arbeits- und Unterrichtsmaterialien;
 - Beflagungen, Anbringen von Aufklebern;
- Organisatorische Unterstützung bei schulischen Veranstaltungen:
 - Auf- und Abbau von Mobiliar;
 - Transport und Bereitstellung von Ausstattungselementen für Veranstaltungen;
- Warenannahme und Lagerhaltung:
 - Organisation und Durchführung der Warenannahme, einschließlich Kontrolle der Lieferungen auf Vollständigkeit und Unversehrtheit;
 - Fachgerechte Zwischenlagerung und Weiterleitung an zuständige Stellen;
 - Mitwirkung bei der Organisation der Lagerhaltung und Umlagerungen;
- Kontrolle und Meldung von Mängeln:
 - Durchführung einfacher Sichtkontrolle auf offensichtliche Auffälligkeiten wie Ordnung, Sauberkeit, Zugänglichkeit, offensichtliche Schäden oder Gefahrenquellen
 - Meldung festgestellter Schäden oder sicherheitsrelevanter Auffälligkeiten an die zuständigen Stellen ohne eigenständiges technisches Eingreifen und ohne Eingriff in Gebäudestrukturen oder elektrische Anlagen.
- Teilnahme an Personalversammlungen;
- Persönliche Fort- und Weiterbildung;
- Aufgaben, die dazu beitragen, das Schulprojekt zu verwirklichen.

h) Allgemeines für beide Ämter

Die Wochenarbeitszeit beläuft sich in beiden Ämtern bei einer Vollzeitbeschäftigung pro Woche durchschnittlich 38 Stunden zu 60 Minuten. Der Durchschnitt wird innerhalb einer Referenzperiode von vier Monaten ermittelt.

Es ist keine zeitweilige Bezeichnung oder definitive Ernennung eines Personalmitglieds gestattet, das nicht über den erforderlichen Befähigungsnachweis für das Amt des Busfahrers bzw. des Logistikers verfügt.

In punkto Sprachanforderungen wird für beide Ämter eine ausreichende Beherrschung der deutschen Sprache eingefordert.

Eine zeitweilige Bezeichnung oder definitive Ernennung als Busfahrer oder Logistiker endet von Amts wegen ohne Kündigungsfrist, wenn das Personalmitglied die für das ausgeübte Amt festgelegten Bezeichnungs- oder Ernennungsbedingungen nicht mehr erfüllen sollte. Diese Bestimmung findet keine

Anwendung, wenn ein Führerscheinentzug für höchstens 15 Kalendertage erfolgt.

Für beide Ämter gelten in punkto Jahresurlaub jene Bestimmungen, die in der betreffenden Einrichtung bislang auf das Verwaltungspersonal Anwendung.

Die Besoldung und auch der Zugang zu den Urlaubsformen des Unterrichtswesens erfolgt gemäß denselben Bestimmungen, wie sie für das Verwaltungspersonal gelten.

Eine Übergangsregelung im Statut des Gemeinschaftsunterrichtswesens sieht vor, dass der Bewerbungsauftrag für eine zeitweilige Bezeichnung im Amt des Logistikers oder des Busfahrers für das Schuljahr 2025-2026 zwischen dem Tag der Verabschiedung des Dekrets vom ... über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2025 und dem 31. August 2025 erfolgen darf.

2. Anpassung der Zugangsbedingungen zum Amt des Middle Managers (Artikel 4.4 und 59.2)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Bislang können die Stellen im Amt des Middle Managers nur von Personalmitgliedern besetzt werden, die mindestens ein Diplom des Hochschulwesens ersten Grades oder einen Meisterbrief besitzen, die Bezeichnungsbedingungen für ein Amt der Kategorie des Lehrpersonals erfüllen und eine nützliche Berufserfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen. Da jedoch Querschnittsaufgaben wie beispielsweise die Koordination, Implementierung, Umsetzung und Vermittlung von fächerübergreifenden Kompetenzen in den Bereichen der Medienbildung, der politischen Bildung und der Berufswahlorientierung sowie die Begleitung im Bereich Nachteilsausgleich/Notenschutz gewinnbringend von qualifizierten Personalmitgliedern anderer Personalkategorien (z.B. Aufseher-Erzieher, Sozialassistenten, ...) übernommen werden können, wird vorgeschlagen, den Zugang zum Amt des Middle Managers auszuweiten auf Personalmitglieder, die die Bezeichnungsbedingungen für ein Amt der Kategorie des Erziehungshilfs- oder des sozialpsychologischen Personals erfüllen. Die Bedingung, dass das Personalmitglied mindestens über ein Diplom des Hochschulwesens ersten Grades oder über einen Meisterbrief verfügen und eine nützliche Berufserfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen muss, bleibt dabei auch für diese Personalmitglieder gültig.

3. Stellenkapital des Zentrums für Förderpädagogik, des Förderschulwesens und der Internate (Artikel 39.1, 41.3, 41.4 und 41.5)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Das Stundenkapital für das Förderschulwesen, für die Integration von Schülern mit sonderpädagogi-

schem Förderbedarf im Regelschulwesen, für zusätzliche halbe Stellen in Fördergrundschulen, für zusätzliche ganze Stellen in Fördersekundarschulen, für zusätzliche 3,75 Stellen im Amt des Aufseher-Erziehers in Fördersekundarschulen und 2,5 Stellen im Amt des Internatsaufsehers im Internat des Zentrums für Förderpädagogik wird in den Artikeln 5ter, 53ter §7, 53quater §2 und 53sexies §§1 und 2 des Dekretes vom 27. Juni 1990 zur Bestimmung der Weise, wie die Dienstposten für das Personal im Förderschulwesen festgelegt werden, geregelt.

In den Artikeln 5ter und 53quater §2 ist festgelegt, dass dieses Stundenkapital für die Schuljahre 2009-2010 bis einschließlich 2026-2027 gilt; laut Artikel 53ter §7 gilt dieses Stundenkapital für die Schuljahre 2015-2016 bis zum Schuljahr 2026-2027 einschließlich. In Artikel 53sexies §1 und §2 werden die zusätzlichen Stellen für die Schuljahre 2022-2023 bis zum Schuljahr 2026-2027 einschließlich gewährt.

In Erwartung der Verabschiedung eines Dekrets, in dem das Stellenkapital im Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft neugestaltet wird, schlägt die Regierung vor, dieses Stellenkapital bis zum Schuljahr 2028-2029 zu verlängern.

4. Flexibilisierung der Übertragung von nicht beanspruchten Urlaubstagen auf das nächste Kalenderjahr bei Kaleido-Ostbelgien (Artikel 91.1)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Bisher konnten Personalmitglieder bei Kaleido Ostbelgien maximal zehn nicht in Anspruch genommene Urlaubs- oder Überstundentage auf das nächste Kalenderjahr übertragen. Da sich die Übertragung von zehn Tagen in der Praxis als zu knapp erwiesen hat und um zu gewährleisten, dass Kaleido Ostbelgien seine Dienstleistungen auch zum Ende des Kalenderjahres hin während der Schulzeiten effizient aufrechterhalten kann, wird vorgeschlagen, dass der Direktor in begründeten Fällen, die Übertragung von mehr als zehn Tagen genehmigen kann.

5. Abänderung des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1971 (Artikel 19.1 und 19.2)

Inkrafttreten: 1. September 2026

In Artikel 32 Absatz 1 und Artikel 33 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1971 zur Festlegung des Statuts der Primarschullehrer, Lehrer und Inspektoren für katholische, protestantische, israelitische, orthodoxe, islamische und anglikanische Religion in den Lehranstalten der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird auf das Kapitel über die Disziplinarordnung und über die vorsorgliche vorübergehende Amtsenthebung des Königlichen Erlasses zur Festlegung des Statuts der Personalmitglieder des Gemeinschaftsunterrichtswesens. Es wird auf den Artikel 121quaterdecies anstatt auf den

Artikel 121quinquiesdecies des Königlichen Erlasses vom 22. März 1969 Königlicher Erlass verwiesen. Die Regierung schlägt vor diese Verweisfehler zu korrigieren.

6. Anpassung der Besoldung im Falle von Sonderauftrag oder Kabinetttätigkeit eines Personalmitglieds, das ein Auswahl- oder Beförderungamt bei Kaleido bekleidet (Artikel 78.1)

Inkrafttreten: 1. Januar 2026

Im Rahmen einer Dekretanpassung im Jahr 2023 wurde vorgesehen, dass Personalmitglieder in Leitungsfunktionen, denen ein Urlaub wegen eines Auftrags im Interesse des Unterrichtswesens oder ein Urlaub zwecks Amtsausübung in einem ministeriellen Kabinetttätigkeit gewährt wird, während dieser Beurlaubung nicht mehr die an das Leitungsamt geknüpfte Besoldung beziehen, sondern – ähnlich wie im Anwerbungsamt – auf Grundlage ihres Diploms besoldet werden. Diese Regelung wurde u.a. auch im Dienstrecht des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen für das Amt des Direktors, des Koordinators und des Zweigstellenleiters vorgesehen. Allerdings wurde hier fälschlicherweise auf die Baremen des Unterrichtswesens und nicht auf die Baremen, die auf die Personalmitglieder des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen Anwendung finden, verwiesen. Die Regierung schlägt vor, diesen Verweisfehler zu korrigieren.

7. Stellenkapital und Finanzierung für Internate (Artikel 38.1, 38.2, 38.3, 38.4 und 45.1)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Hintergrund der Maßnahme ist die seit Jahren zu beobachtende stark rückläufige Entwicklung der Internatsschülerzahlen in den subventionierten Internaten der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der Bischöflichen Schule und der Maria-Goretti-Sekundarschule. In der Folge erreichen die Internate derzeit getrennt betrachtet nicht mehr die gesetzlich vorgeschriebene Mindestnorm von 30 Internatsschülern, die Voraussetzung für eine Subventionierung ist.

Trotz dieser quantitativen Entwicklung bleibt die gesellschaftliche und pädagogische Bedeutung der Internate hoch. Der Charakter der Internatsschülerschaft hat sich in den letzten Jahren verändert. Heute besuchen vermehrt Schülerinnen und Schüler die Internate, die ausgeprägte Lernschwierigkeiten oder komplexe soziale Hintergründe aufweisen und daher auf eine engmaschige, ganztägige Betreuung angewiesen sind. Die Internate leisten in diesem Kontext einen wesentlichen Beitrag zur sozialen Integration und individuellen Förderung.

Die Regierung schlägt daher vor, die Mindestnorm auf 21 Internatsschüler zu senken.

Die Regierung schlägt ebenfalls vor, die Pauschalsubvention anzupassen. Diese Anpassung trägt der Tatsache Rechnung, dass die mit der Mindestnorm verbundenen Fixkosten eines Internats teils in Relation zur Schülerzahl stehen. Während die Absenkung der Mindestnorm von 30 auf 21 Schüler kleineren Internaten ermöglicht, weiterhin subventioniert zu werden und ihr pädagogisches Angebot aufrechtzuerhalten, gewährleistet die anteilige Kürzung der Pauschalsubvention eine verhältnismäßige Mittelverteilung.

Die Regelung schafft einen angemessenen Ausgleich zwischen der notwendigen Flexibilität zur Sicherung des Internatsangebots in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und einer verantwortungsvollen Haushaltsführung. Internate mit 30 oder mehr Schülern erhalten weiterhin die volle Pauschale, während kleinere Einrichtungen proportional unterstützt werden.

Zugleich setzt die anteilige Subventionierung einen Anreiz für die Internate, ihr Angebot aktiv zu bewerben und den pädagogischen Mehrwert von Internatsunterbringung stärker zu kommunizieren. Da die betroffenen Internate über ausreichende Kapazitäten verfügen, fördert die Regelung Bemühungen zur besseren Auslastung und damit zur Optimierung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses der eingesetzten öffentlichen Mittel.

Ebenfalls schlägt die Regierung vor, dass im Falle einer Zusammenlegung mehrerer Internate zu einer neuen juristischen Einheit die für die Aufrechterhaltung des Internats relevante Schülerzahl sich aus der Gesamtheit der Internatsschüler aller betroffenen Standorte ergibt. Damit kann die Mindestnorm standortübergreifend erreicht werden, auch wenn die Internatsschüler weiterhin an mehreren Gebäuden oder Einrichtungen untergebracht sind.

Zudem wird auf Wunsch der beiden Internate vorgeschlagen, dass für die bezuschussten Personalressourcen eine Berechnung pro Standort erfolgt. Die pauschale Funktionssubvention für ein zusammengelegtes Internat wird jedoch nur einmal gewährt, nicht pro Standort, während für den flexiblen Teil der Funktionssubvention weiterhin die Anzahl eingeschriebener Schülerinnen und Schüler ausschlaggebend ist.

8. Pädagogische Konferenztage (Artikel 49.3 und 49.4)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Rechtsgrundlage zu den pädagogischen Konferenztagen wird so angepasst, dass sie den aktuellen Gegebenheiten entspricht.

Den Schulen bleibt die Möglichkeit erhalten, neben den drei bestehenden pädagogischen Konferenztagen einen zusätzlichen pädagogischen Konferenztage zu einem für die Entwicklung des Unterrichtswesens

in der Deutschsprachigen Gemeinschaft relevanten Thema durchzuführen.

Die Regierung legt weiterhin die Themen sowie die betroffenen Personalkategorien fest und entscheidet von nun an, ob die Teilnahme verpflichtend oder fakultativ ist.

Die Schulen können – wie bei den drei regulären pädagogischen Konferenztagen – den zusätzlichen pädagogischen Konferenztage eigenständig terminieren, müssen jedoch die Verwaltung über Datum und Thema informieren.

Vor diesem Hintergrund schlägt die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor, das Dekret vom 25. Juni 1996 über die Durchführung pädagogischer Konferenztage entsprechend anzupassen.

9. Anpassung der Beträge der Mittel zur Reduzierung der Schulbesuchskosten im Primar- und Sekundarschulwesen (Artikel 65.1)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Reduzierung der Schulbesuchskosten für die Erziehungsberechtigten ist seit vielen Jahren ein wichtiges Ziel. Jedes Kind hat das Recht auf Bildung und Chancengleichheit, doch stellen finanzielle Belastungen für viele Familien eine Herausforderung dar.

Die bisherige Mittelverteilung wies eine Ungleichheit auf: Während Primarschulen für das Schuljahr 2025-2026 134,67 Euro pro Schüler erhielten, wurden Sekundarschulen lediglich mit 105,24 Euro pro Schüler unterstützt. Diese Differenz stand im Widerspruch zu den tatsächlichen Kosten, die im Sekundarschulwesen deutlich höher ausfallen.

Im Sekundarschulwesen entstehen jedoch auch erhebliche zusätzliche Kosten, die über die des Primarschulwesens hinausgehen. Dazu gehören insbesondere:

- Teurere und umfangreichere Lehrmaterialien und Fachbücher
- Kopien, Zeugnisse, Diplome
- Kostenintensivere Studienfahrten und Exkursionen

Um diese Ungleichheit zu beseitigen und die realen Kosten angemessen abzudecken, wird der Betrag für das Sekundarschulwesen auf 135 Euro pro Schüler angehoben und damit dem Primarschulwesen angeglichen. Die Beträge für Kindergarten und Primarschulwesen werden moderat angepasst, um der allgemeinen Kostenentwicklung Rechnung zu tragen.

Um zu verhindern, dass derartige Kosten von den Schulen auf die Erziehungsberechtigten umgelegt werden, bleibt das bestehende Umlageverbot un-

verändert bestehen. Schulen wird es weiterhin untersagt, bestimmte zentrale Kostenposten des Schulalltags in Rechnung zu stellen.

Diese Maßnahme stellt sicher, dass alle Schulstufen entsprechend ihrer tatsächlichen Kostenstruktur unterstützt werden und trägt dazu bei, finanzielle Hürden beim Schulbesuch weiter abzubauen.

10. Anpassung im Hinblick auf den Förderausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Artikel 57.1-57.6)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Der Förderausschuss wird in Anwendung des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen angerufen, wenn

- in der Förderkonferenz kein Einvernehmen erzielt wird, wo ein Schüler mit sonderpädagogischem Förderbedarf beschult werden soll (Regel- oder Förderschüler),
- ein Förderschüler per Abweichungsgenehmigung nach Artikel 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. Juli 1970 über das Förderschulwesen und das integrierte Schulwesen über das einundzwanzigste Lebensjahr ein weiteres Jahr in der Förderschule verweilen soll,
- das Einverständnis zur Feststellung des pädagogischen Förderbedarfs nicht fristgerecht von den Erziehungsberechtigten erteilt wird;
- kein Einvernehmen bei der Beendigung der sonderpädagogischen Förderung erzielt wird;
- gegen Entscheidungen über die Nachteilsausgleichsmaßnahmen oder den Notenschutz und gegen Entscheidungen über die Verlängerung dieser Maßnahmen in Bezug auf Auszubildende mit besonderem Förderbedarf Einspruch erhoben wird;
- gegen die Entscheidung der Hausunterrichtskommission auf Wiedereinschulung seitens der Erziehungsberechtigten Einspruch erhoben wird.

Um die genannten Aufgaben wahrzunehmen, besteht der Förderausschuss aus dekretal festgelegten und per Erlass bestellten Vertretern aus dem Ministerium, des betroffenen Schulträgers und Experten im Bereich Förderpädagogik.

Der Förderausschuss ist nach Artikel 93.59 des o. e. Dekrets vom 31. August 1998 bereits als Einspruchsgremium für die Entscheidungen der Hausunterrichtskommission bzgl. der Wiedereinschulung von Hausunterrichtskindern vorgesehen. Formal ist diese Aufgabe im Dekret aber nicht geregelt, sodass es dem Förderausschuss an einem klaren Auftrag und einer festen Arbeitsweise für diese Fälle mangelt.

Die vorliegende Maßnahme behebt diese Mängel in folgenden Punkten:

- die Aufgabe als Einspruchsgremium in Fragen der Wiedereinschulung durch die Hausunterrichtskommission wird formal festgelegt, indem es unter die Aufgaben des Förderausschusses in Artikel 93.25 aufgenommen wird.
- der Vertreter des Schulträgers entfällt bei Sitzungen, die Einsprüche gegen die Wiedereinschulung durch die Hausunterrichtskommission behandeln, da der Hausunterricht keinem Schulträger zugeordnet ist. In diesen Fällen tagt der Förderausschuss ohne diesen Vertreter.

Ferner ergänzt die Maßnahme bestehende Fristen um Konsequenzen. Das Dekret sah bislang zwar Fristen für das Einreichen von Akten und Einsprüchen vor, das Verstreichen der Frist blieb aber ohne Konsequenz. Im Hinblick auf eine steigende Anzahl von Fällen, mit denen sich der Förderausschuss befassen muss, werden durch die Maßnahme Fristüberschreitungen mit Konsequenzen versehen:

- Bei Fällen im Hinblick auf den Förderort wird die Akte zurückgewiesen und der Schüler verbleibt in der Regelschule, in der er bislang beschult wurde.
- Bei Fällen im Hinblick auf den Nachteilsausgleich und den Notenschutz bleiben die getroffenen Entscheidungen der vorherigen Instanz in Kraft.
- Bei Fällen des Einspruches gegen die Wiedereinschulung gilt die Entscheidung der Hausunterrichtskommission.

Im Hinblick auf steigende Fallzahlen ist auch die Anzahl an Akten an den Förderausschuss gestiegen, die entweder nicht in dessen Zuständigkeit liegen oder deren Fristen nicht eingehalten wurden. Bislang muss der Förderausschuss dennoch zusammentreten, um sich für nicht zuständig zu erklären oder Akten trotz Fristüberschreitung zu bearbeiten. Die vorgeschlagene Maßnahme erlaubt es dem Vorsitzenden oder dessen Stellvertreter, Einsprüche, die die dekretal festgelegten Fristen überschreiten, oder für die der Förderausschuss nicht zuständig ist, zurückzuweisen, ohne den Förderausschuss formal einzuberufen. Der Beschwerdeführer wird schriftlich über diese Entscheidung in Kenntnis gesetzt.

11. Zinslose Darlehen für Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen

Im Rahmen der Aktenbearbeitung fallen regelmäßig neue Fälle an, die eine zusätzliche Regelung bzw. Präzisierung des Regelwerks erfordern.

a) Begrenzung der Förderung eines Auszubildenden- bzw. Studienjahrs auf maximal zwei Jahre (Artikel 109.1)

Inkrafttreten: 1. Juli 2026

Artikel 3 §1 Nummer 3 des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen hält die Bezugsdauer des Darlehens fest. Die Bezugsdauer darf die Regeldauer der Studienzeit oder des Lehrvertrags nicht um mehr als ein Jahr überschreiten.

Um zu vermeiden, dass das Darlehen für dreimal dasselbe Studien- bzw. Ausbildungsjahr gewährt wird, wird eine zusätzliche Bestimmung vorgesehen.

b) Einreichdatum für die Beantragung eines Verlängerungsantrags im Laufe eines Schuljahres (Artikel 109.2)

Inkrafttreten: 1. Januar 2026

In den Fällen, in denen die Studiengänge pro Semester geregelt sind, kommt es vor, dass das Studium Ende März endet und die Zusagen sich auf den Zeitraum September bis März beziehen. Auch werden aktuell an der Autonomen Hochschule zwei Ausbildungen angeboten, die Ende Januar abschließen. Es handelt sich dabei um das Brückenstudium Plus und das Brevet zur Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften. In diesem Fall begrenzt sich die Zusage auf den Zeitraum September bis Januar.

Falls Darlehensnehmer die Abschlussprüfungen im Januar bzw. März nicht erfolgreich abschließen und ihre maximale Bezugszeit noch nicht ausgeschöpft ist, kann eine Förderung zur Verlängerung des Studiums bzw. der Ausbildung gewährt werden. In diesen Fällen wird eine Ausnahme von der jährlichen äußersten Antragsfrist zum 15. November eines Schuljahres vorgesehen.

c) Ablegen der Prüfungen als freier Schüler am IAWM (Artikel 110.1)

Inkrafttreten: 1. Juli 2026

Lehrlinge, die bereits das dritte Lehrjahr gedoppelt haben, erhalten unter gewissen Voraussetzungen mehrfach die Möglichkeit ihre Gesellenprüfung als freier Schüler abzulegen.

Um die definitive Frage des Verzichts auf die Rückzahlung des Darlehens in diesem Fall nicht unendlich in die Länge zu ziehen, wird eine zeitliche Begrenzung zum Erlangen des Gesellenzeugnisses eingefügt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Maßnahmen haben finanzielle Auswirkungen:

1. Einführung Von Dienstleistungspersonal Im Unterrichtswesen

56.800 Euro pro Vollzeitäquivalent mal 3 Stellen = 170.400 Euro

2. Stellenkapital des Zentrums für Förderpädagogik, des Förderschulwesens und der Internate

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen im Vergleich zum laufenden Schuljahr, da es sich um eine Fortführung der bisherigen Maßnahmen handelt.

3. Anpassung der Beträge der Mittel zur Reduzierung der Schulbesuchskosten im Primar- und Sekundarschulwesen

Die finanziellen Auswirkungen dieser Maßnahme belaufen sich auf 141.915,00 Euro.

Stufe	Schüler	Betrag/Schüler NEU	Total NEU	Total ALT	Differenz
Kindergarten (2025-2026)	2851	35,00 €	99.785 €	95.993 €	3.792 €
Primarschule (2025-2026)	5161	135,00 €	696.735 €	695.032 €	1.703 €
Sekundarschule (2025-2026)	4584	135,00 €	618.840 €	482.420 €	136.420 €
TOTAL Schulbesuchskosten			1.415.360 €	1.273.445 €	141.915 €

4. Einreichdatum für die Beantragung eines Verlängerungsantrags im Laufe eines Schuljahres

Pro Monat und Antragsteller belaufen sich die Mehrkosten auf 200 EUR bzw. 350 EUR. Die maximale Bezugsdauer des Darlehens, die die Regeldauer der Studienzeit oder des Lehrvertrags nicht um mehr als ein Jahr überschreitet, gilt weiterhin.

TOP 8: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitskommens zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt über die Einstufung der in belgischen Kinosälen gezeigten Filme

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitskommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt über die Einstufung der in belgischen Kinosälen gezeigten Filme.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitskommens zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt über die Einstufung der in belgischen Kinosälen gezeigten Filme.

Die Regierung beschließt, die flämische Ministerin für Wohlfahrt und Armutsbekämpfung, Kultur und Chancengleichheit, Caroline Gennez, zu beauftragen, in Anwendung von Artikel 4/1 und Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 die Begutachtung des Dekretvorentwurfes zur Billigung des

oben genannten Zusammenarbeitsabkommens, unterzeichnet durch jeden der betroffenen Minister, gemeinsam mit den Vorentwürfen aller beteiligten Behörden in einer 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Beschluss der Regierung EXX/2025/27.11/826 vom 27. November 2025 wird zurückgezogen.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch das Sondergesetz zur Sechsten Staatsreform vom 6. Januar 2014 wurde die Filmkontrolle in die Zuständigkeit der Gemeinschaften und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission überführt.

Derzeit wird die Filmkontrolle durch ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt geregelt. Im Rahmen dieses Zusammenarbeitsabkommens wird das Kijkwijzer/Cinécheck-System angewendet, für das eine jährliche Lizenzgebühr an das Niederländische Institut für die Klassifizierung audiovisueller Medien (NICAM) entrichtet wird (Kijkwijzer).

Die Bewertung dieses Zusammenarbeitsabkommens ergab, dass mehr Einheitlichkeit und mehr Einfluss auf die eigenen politischen Instrumente erforderlich sind. Daher wurde beschlossen, das Einstufungssystem für audiovisuelle Medien der Flämischen Gemeinschaft, GoedGezien ([Home | GoedGezien](#)), auch für Kinos einzuführen und Kijkwijzer/Cinécheck ab 2026 nicht mehr zu verwenden. Dies bietet die Möglichkeit, in ganz Belgien nur ein einziges System für alle audiovisuellen Produktionen zu verwenden, sowohl im Kino als auch in linearen und nichtlinearen Medien. Auf diese Weise nehmen wir unsere Politik wieder selbst in die Hand und sind nicht mehr von einer ausländischen Partei für die Politik in Belgien abhängig.

Aus diesem Grund wurde ein neues Zusammenarbeitsabkommen ausgearbeitet, das Raum für ein anderes System lässt und Lehren aus den Erfahrungen mit dem aktuellen Zusammenarbeitsabkommen zieht. Mit dem Zusammenarbeitsabkommen wird ein System der gemeinsamen Regulierung eingerichtet. Die Gemeinschaften und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission legen die Einstufungsmethodik und die weiteren Vorschriften für deren Anwendung fest. Die Anbieter (Vertreiber und gegebenenfalls auch Produzenten) klassifizieren die Filme, und die Kinobetreiber sind für die korrekte Information der Besucher verantwortlich.

Die Einstufung gilt als Empfehlung. Die Inhaltseinstufung, die ebenfalls deutlich sichtbar und erkennbar kommuniziert werden muss, sorgt dafür, dass der Besucher, ob Jugendlicher, Elternteil, Erzie-

hungsberechtigter usw., neben einer richtungsweisenden Altersgrenze auch Informationen über potenziell ungeeignete Inhalte erhält.

Die Koordinierung des Systems in Belgien, die Überwachung der Klassifizierungen und die Kontakte mit dem Sektor erfolgen über ein Sekretariat für die Einstufung von Filmen. Die Flämische Gemeinschaft, insbesondere das Ministerium für Kultur, Jugend und Medien, wird dieses Sekretariat übernehmen. Die Flämische Gemeinschaft verfügt über die größte Erfahrung im Bereich der Filmkontrolle. Die finanziellen Kosten für das dafür eingesetzte Personal werden auf die verschiedenen beteiligten Behörden aufgeteilt. Eine Lenkungsgruppe, bestehend aus je einem Vertreter jeder zuständigen Behörde, wird für die Überwachung des Abkommens zuständig sein.

Das Zusammenarbeitsabkommen sieht ein zweistufiges Beschwerdeverfahren vor. Um unzulässige Beschwerden und sachliche Fehler zu vermeiden und die Anzahl schwerwiegender Verfahren zu begrenzen, wird das Sekretariat für die Einstufung von Filmen zunächst zwischen dem Beschwerdeführer und dem Beschwerdegegner vermitteln. Das Sekretariat prüft die Qualität und Richtigkeit sowie die Kommunikation der Klassifizierung. Wenn die Vermittlung nicht erfolgreich ist, wird die Beschwerde vom Lenkungsausschuss nach einem auf einer Gendarstellung basierenden Verfahren behandelt.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft wird unter Kapitel XI, Artikel 15 eine angepasste Ausnahmeregelung vorgesehen, da 95% der veröffentlichten Filme entweder deutsche Filme oder in die deutsche Sprache übersetzte Filme sind. Das deutsche Klassifizierungssystem gilt für deutsche oder in die deutsche Sprache übersetzte Filme, während das GoedGezien-Einstufungssystem für alle Filme gilt, die in einer anderen Sprache als Deutsch produziert oder synchronisiert werden und von einem belgischen Händler vertrieben werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission werden die Einstufung von Filmen gemeinsam finanzieren. Artikel 14 des Zusammenarbeitsabkommens legt zwei Verteilungsschlüssel für die Aufteilung der Finanzierung fest: die Einwohnerzahl und die Anzahl der Kinosäle. Die künftigen Beiträge werden auf der Grundlage festgelegter Prozentsätze berechnet. Die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission überweisen ihren Beitrag an die Flämische Gemeinschaft, die für das Sekretariat zuständig ist. Die künftigen Beiträge werden stets auf der Grundlage des genehmigten Haushaltsplans angepasst. Die festgelegten Prozentsätze werden alle drei Jahre gemäß dem Verteilungsschlüssel auf der Grundlage der offiziellen Zahlen, die zum Zeitpunkt des Zahlungsjahres bekannt sind, überprüft.

Anbei die Finanzierungstabelle für die nächsten zwei Jahre:

Beiträge der Gemeinschaften	Prozentsatz	Beitrag 2026	Beitrag 2027
Flämische Gemeinschaft	52,80%	€ 50.073,89	€ 31.680
Französische Gemeinschaft	34,09%	€ 32.329,90	€ 20.454
Gemeinsame Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt	12,46%	€ 11.816,68	€ 7.476
Deutschsprachige Gemeinschaft	0,65%	€ 616,44	€ 390
Total	100,00%	94.836,91€	60.000 €

TOP 9: Tätigkeitsbericht 2020-2024 des Medienrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens sowie Tätigkeitsbericht 2025 des Medienrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens

1. Beschlussfassung:

Die Regierung nimmt den Tätigkeitsbericht 2020-2024 sowie den Tätigkeitsbericht 2025 des Medienrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens zur Kenntnis.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird beauftragt, die Tätigkeitsberichte im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 104 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen gibt der Medienrat jährlich einen Tätigkeitsbericht ab, den er bei der Regierung sowie dem Parlament einreicht.

Dieser Bericht beinhaltet u.a. Informationen über:

- den Stand des Marktes der elektronischen Kommunikation;
- die Entscheidungen des Medienrates;
- die personellen und finanziellen Ressourcen des Medienrates und wie diese Ressourcen zugewiesen werden;
- die zukünftigen Pläne des Medienrates.

Dieser Verpflichtung ist der Medienrat nun mit der Veröffentlichung der Tätigkeitsberichte für die Jahre 2020-2025 nachgekommen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 10: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Mai 2024 zur Bestellung der Mitglieder der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Entsprechend Artikel 52 §1 des Dekrets vom 6. Dezember 2011 zur Förderung der Jugendarbeit wurde aufgrund des Ablaufs der Amtszeit der vorigen Jugendkommission am 1. Juli 2024 eine neue Jugendkommission für den Zeitraum Juli 2024-Juni 2027 eingesetzt.

Wenn das Mandat eines Mitglieds vorzeitig endet, führt gemäß Artikel 52 §2 ein neu bestelltes Mitglied die Mandatszeit zu Ende. Aufgrund personeller Entwicklungen in der KLJ Ostbelgien, dem Jugendrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie auf Seiten der Verwaltung müssen mehrere Mitglieder neu bestellt werden.

Die Kriterien zur Zusammensetzung der Jugendkommission sind erfüllt. Mehr als die Hälfte der Mitglieder müssen Vertreter von geförderten Jugendeinrichtungen sein. Bei diesen Vertretern handelt es sich um:

- Herrn Calvin Keutgen, Ocarina Ostbelgien VoG;
- Frau Nicole Keutgen, Jugendinformation Ostbelgien VoG;
- Frau Marie-Claire Hellmann, Offene Jugendarbeit Eupen VoG;
- Frau Laura Mathie, Katholische Landjugend & Grüner Kreis VoG.

Der Jugendrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft schlägt die Koordinatorin Frau Rachel Counson als ihre Vertreterin in der Jugendkommission vor. Die Dienststelle der Regierung wird durch Frau Lena Pankert vertreten. Frau Celia Marx ergänzt die Jugendkommission aufgrund ihrer Berufserfahrung als Jugendarbeiterin als externes Mitglied.

Mit Ausnahme der Vertreter der Dienststelle der Regierung und des Jugendrates, müssen alle Mitglieder sozialpädagogische Qualifikationen aufweisen. Alle Vertreter der zuvor genannten Jugendeinrichtungen sind im Besitz eines sozialpädagogischen Diploms (Sozialassistent, spezialisierter Erzieher, Anerkennungsnachweis zum/zur ehrenamtlichen Jugendleiter/in, langjährige Berufserfahrung, ...).

Herr Calvin Keutgen wurde in der konstituierenden Sitzung der neuen Jugendkommission vom 1. Oktober 2024 als Präsident der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewählt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Jury und Beurteilungskriterien zur Begutachtung von Kulturprojekten Jugendlicher

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Jury sowie die Beurteilungskriterien zur Begutachtung von Kulturprojekten Jugendlicher und setzt die Jury ein.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 34, Absatz 2 des Dekretes zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 18. November 2013 besteht die Jury zur Begutachtung von Kulturprojekten Jugendlicher aus mindestens drei und maximal sieben Mitgliedern im Alter von 18 bis 30 Jahren. Die Kriterien zur Zusammensetzung der Jury wurden erfüllt. Die Personen wurden am 15. Oktober 2025 vom Jugendrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmt. Die Jury wird für eine erneuerbare Dauer von zwei Jahren vom 1. Januar 2026 bis zum 31. Dezember 2027eingesetzt. Folgende Personen werden von der Regierung in die Jury bestellt:

- Frau Loredana Ernst
- Frau Saskia Langer
- Frau Caroline Leusch
- Frau Anna Lux

Die Jury hat gemäß Artikel 34, Absatz 4 des oben- genannten Dekrets die Beurteilungskriterien zur Begutachtung von Kulturprojekten Jugendlicher festgelegt und sich eine Geschäftsordnung gegeben. Die Beurteilungskriterien sowie die Geschäftsordnung bedürfen der Genehmigung der Regierung. Die Regierung muss die Genehmigung des Erlasses der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Jury zur Begutachtung von Kulturprojekten Jugendlicher der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Antragskriterien beschließen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

In Analogie zum Erlass der Regierung zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der

Deutschsprachigen Gemeinschaft erhalten die Mitglieder der Jury sowohl Anwesenheitsgelder als auch Fahrtentschädigungen.

Die erforderlichen Mittel sind über den OB 40 PR 13 ZW 12.11 vorgesehen

80. Sitzung vom 09. April 2026

TOP 3: Jahresabschlüsse der Dienste mit getrennter Geschäftsführung 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 84 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Jahresabschlüsse 2025 der Dienste mit getrennter Geschäftsführung.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Jahresabschlüsse zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Die Jahresabschlüsse umfassen die in Artikel 38 Absatz 3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente. Nachstehend auszugsweise die zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen des Jahres in Einnahmen und Ausgaben:

• Arbeitsamt

Einnahmen		3.538.704,47
Ausgaben	VE	AE
	3.199.201,35	3.178.044,16
Zu finanzierender Bruttosaldo		360.660,31
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		360.660,31

• Athenäum César Franck

Einnahmen		298.270,61
Ausgaben	VE	AE
	292.810,35	292.810,35
Zu finanzierender Bruttosaldo		5.460,26
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		5.460,26

- **Gemeinschaftszentren**

Einnahmen		7.608.85 8,11
Ausgaben	VE	AE
	16.010.10 7,06	11.949.8 23,77
Zu finanzierender Bruttosaldo		- 4.340.96 5,66
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		- 1.261.01 2,13
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		- 5.601.97 7,79

- **Medienzentrum**

Einnahmen		349.159,99
Ausgaben	VE	AE
	310.524,95	314.885,71
Zu finanzierender Bruttosaldo		34.274,28
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		34.274,28

- **Königliches Athenäum Eupen**

Einnahmen		407.808,16
Ausgaben	VE	AE
	396.721,54	366.592,54
Zu finanzierender Bruttosaldo		41.215,62
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		41.215,62

- **Königliches Athenäum Sankt Vith**

Einnahmen		398.310,72
Ausgaben	VE	AE
	395.101,37	395.101,37
Zu finanzierender Bruttosaldo		3.209,35
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		3.209,35

- **Robert Schuman Institut**

Einnahmen		744.626,91
Ausgaben	VE	AE
	726.319,93	726.319,93
Zu finanzierender Bruttosaldo		18.306,98

Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		25.000,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		43.306,98

- **Service und Logistik**

Einnahmen		2.149.118,58
Ausgaben	VE	AE
	1.923.703,05	1.852.532,35
Zu finanzierender Bruttosaldo		296.586,23
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		296.586,23

- **Zentrum für Förderpädagogik**

Einnahmen		532.417,64
Ausgaben	VE	AE
	530.635,88	530.635,88
Zu finanzierender Bruttosaldo		1.781,76
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		19.831,64
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		21.613,40

- **Dienststelle für selbstbestimmtes Leben**

Einnahmen		27.457.258,91
Ausgaben	VE	AE
	28.329.482,61	28.345.980,55
Zu finanzierender Bruttosaldo		-888.721,64
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		1.287.673,85
Zu finanzierender Nettosaldo		398.952,21

Zusammenfassende Übersicht:

Einnahmen		43.484.534,10
Ausgaben	VE	AE
	52.114.608,09	47.952.726,61
Zu finanzierender Bruttosaldo (*)		-4.468.192,51
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		-1.216.180,49
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		1.287.673,85
Zu finanzierender Nettosaldo (**)		-4.396.699,15

(*) Haushaltsergebnis

(**) Ergebnis laut Norm Hoher Finanzrat

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Erteilung von Vollmacht für die ordentliche Generalversammlung der PROMA AG am 5. Mai 2026
1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt Herrn Dr. Stephan Förster die Vollmacht und alle erforderlichen Befugnisse, die Gemeinschaft auf der ordentlichen Generalversammlung der PROMA AG am 5. Mai 2026 zu vertreten.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Eigentümerin von 25.464 Aktien der PROMA AG. Sie hält somit 85,71 % der Anteile.

Die ordentliche Generalversammlung wird am 5. Mai 2026 am Gesellschaftssitz, um 09:00 Uhr abgehalten mittels folgender Tagesordnung:

1. Ratifizierung des Datums, der Uhrzeit und des Ortes der Generalversammlung
2. Vorlage und Genehmigung des Geschäftsberichtes zum 31.12.2025
3. Vorlage und Genehmigung der Bilanz, der Ergebnisrechnung und der Ergebnisverwendung zum 31.12.2025
4. Vorlage des Berichtes des Kommissar - Revisors
5. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
6. Entlastung des Kommissars – Revisors
7. Verschiedenes

Die Regierung erteilt anhand beiliegender Erklärungen den oben genannten Personen Vollmacht, sie auf der ordentlichen Generalversammlung zu vertreten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 8: Infrastrukturprojekt 5912 - Gemeinde Büllingen - Narzissenschule Rocherath - Erneuerung der Dacheindeckung der Spielhallen - Anerkennung der Dringlichkeit
1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Rocherath – Vierschillingweg 6 – Narzissenschule – Erneuerung der Dacheindeckung der Spielhallen“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Rocherath – Vierschillingweg 6 – Narzissenschule – Erneuerung der Dacheindeckung der Spielhallen“ ist die Gemeinde Büllingen. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 23. März 2026.

Es handelt sich um die notwendige Erneuerung der Dacheindeckung der Spielhallen an der Narzissenschule gelegen Vierschillingweg 6 in 4760 Büllingen (Rocherath).

Der Zustand der Dacheindeckung der Spielhallen an der Narzissenschule Rocherath hat sich erheblich verschlechtert. Lose Schieferelemente sowie beschädigte Bauteile wie z. B. durchgefaltete Haken oder defekte Regenrinnen stellen eine Gefahr für Schüler, Passanten und den umliegenden Raum dar. Es besteht die Möglichkeit, dass sich Teile der Dacheindeckung lösen und auf den Schulhof herabfallen. Somit liegt eine Gefährdung der Öffentlichkeit vor.

Zudem soll künftig eine Photovoltaikanlage auf dem Dach der Spielhallen installiert werden. Die aktuelle tragende Holzkonstruktion des Daches ist jedoch marode und für die Auflast einer solchen Photovoltaikanlage nicht ausgelegt.

Daher sollen die Arbeiten zur Erneuerung der Dacheindeckung der Spielhallen dringend umgesetzt werden, um eine weitere Beschädigung der Gebäudesubstanz durch eindringendes Wasser bzw. die Gefährdung der Öffentlichkeit durch sich lösende und herabfallende Bauteile zu vermeiden, sowie die Montage der geplanten Photovoltaikanlage zeitnah zu ermöglichen.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Büllingen über die Gefährdung der Öffentlichkeit vom 23. März 2026 sowie der Beschluss des Gemeindegremiums vom 23. Februar 2026 über die dringende Vergabe der Lieferaufträge an die Unternehmen HGP GmbH (Los 1: Holz) und FINN-ROOF AG (Los 2: Dacheindeckung) sind dem Fachbereich Infrastruktur im Ministerium innerhalb der vorgesehenen Frist von einem Monat nach Auftragserteilung übermittelt worden.

Die Kosten für die o. e. Materiallieferungen belaufen sich auf Grundlage der Angebote der Unternehmen HGP GmbH (Los 1: Holz) vom 16. März 2026 und FINN-ROOF AG (Los 2: Dacheindeckung) vom 22. Januar 2026 bzw. 3. Februar 2026, sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Büllingen vom 23. März 2026 auf 21.679€ (inkl. 21% MwSt.).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Büllingen am 23. März 2026 einen vollständigen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von

Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 07 - ZW 63.23

(Zuschüsse für die Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im offiziellen subventionierten Unterrichtswesen)

Projektkosten: 21.679€

Voraussichtlicher Zuschuss (80%): 17.344€

TOP 9: Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

- Der Aufbau des vorliegenden Dekretentwurfs erfolgt nach gewohntem Muster: Jedes Kapitel passt einen bestimmten Regeltext an und dies in chronologischer Reihenfolge.
- Um einen besseren und schnelleren Überblick zu erhalten, erfolgt nachstehende Begründung nicht strikt pro Kapitel, sondern pro Themenbereich beziehungsweise pro Maßnahme und beinhaltet gleichzeitig auch den Kommentar zu den einzelnen Artikeln. Die verschiedenen zusammengehörenden Artikel werden aufgezählt.

1. **Anhebung der Gehälter für Meister und Gesellen (Artikel 85 Nummer 3, 4 und 5)**

Inkrafttreten: 1. September 2026

Nachdem Inhaber eines Gesellenzeugnisses oder eines Meisterbriefs, die einer Beschäftigung im öffentlichen Dienst nachgehen, bereits seit einiger Zeit Zugang zu einer Besoldung haben, die dem Abitur bzw. dem Bachelor-Abschluss entspricht, wird vorgeschlagen, die Besoldung für die Inhaber dieser Diplome auch im Unterrichtswesen entsprechend anzupassen, um so die Attraktivität einer Tätigkeit im Unterrichtswesen für Inhaber eines Meisterbriefs oder Gesellenzeugnisses zu steigern.

Konkret wird vorgeschlagen alle Inhaber eines Meisterbriefs künftig ähnlich wie die Inhaber eines Bachelordiploms in die Diplomstufe II+ einzuordnen. Bislang wurde nur dann die Diplomstufe II+ zugewiesen, wenn der Meisterbrief inhaltlich der Fachrichtung des ausgeübten Amtes entsprach und das

Personalmitglied zudem die für das jeweilige Amt erforderliche Berufserfahrung aufweisen konnte. Des Weiteren wird vorgeschlagen, die Inhaber eines Gesellenzeugnisses so wie die Inhaber eines Abiturs zu besolden und sie demzufolge in die Diplomstufe II einzuordnen.

2. **Anpassung der Titelgesetzgebung vor dem Hintergrund der Reform der Lehrerausbildung in der Französischen Gemeinschaft (Artikel 12, 18, 23, 27, 31 und 35)**

Inkrafttreten: 1. September 2026

Da die Französische Gemeinschaft die Lehrerausbildung reformiert hat und demzufolge künftig Diplome mit neuen Bezeichnungen verliehen werden, ist es erforderlich, die im Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft gültige Titelgesetzgebung anzupassen, damit Personen, die ihr Studium in der Französischen Gemeinschaft absolvieren, unter denselben Bedingungen wie bisher Zugang zum Unterrichtswesen, das von der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert wird, erhalten.

Vor diesem Hintergrund wird in der Titelgesetzgebung festgelegt, dass:

- das belgische Diplom mit der Bezeichnung „Master en enseignement section 1“ dem Diplom eines Kindergärtners entspricht;
- das belgische Diplom mit der Bezeichnung „Master en enseignement section 2“ dem Diplom eines Primarschullehrers entspricht;
- das belgische Diplom mit der Bezeichnung „Master en enseignement section 3“ dem Diplom eines Lehrbefähigten für die Unterstufe des Sekundarunterrichts entspricht;
- das belgische Diplom mit der Bezeichnung „Master en enseignement section 4“ dem Diplom eines Lehrbefähigten für die Oberstufe des Sekundarunterrichts entspricht;
- das belgische Diplom mit der Bezeichnung „Master en enseignement section 5“ dem Diplom eines Lehrbefähigten für die Oberstufe des Sekundarunterrichts entspricht.“

3. **Schaffung des Amtes eines Lehrers für allgemeinbildende Kurse im Fördersekundarunterricht (Artikel 1, 6, 7, 8, 13, 61, 62, 68, 69 und 88)**

Inkrafttreten: 1. September 2026, mit Ausnahme des Artikels 6, der am Tag der Verabschiedung in Kraft tritt

- Die Regierung schlägt vor, in der Unterstufe des Fördersekundarunterrichts das Amt des Lehrers für allgemeinbildende Kurse im Fördersekundarunterricht zu schaffen, um den dort beschäftigten Personalmitgliedern eine bessere dienstrechtliche Perspektive zu bieten.

- Im Fördersekundarunterricht werden zur Erteilung der allgemeinbildenden Kurse häufig Primarschullehrer oder Lehrbefähigte für die Unterstufe des Sekundarunterrichts beschäftigt, da diese Personalmitglieder von der Ausbildung her die besten Voraussetzungen mitbringen, um diese Kurse zu erteilen. Da es jedoch bislang kein allgemeines Amt für die Erteilung allgemeinbildender Kurse gibt, müssen diese Personen in unterschiedlichen Ämtern (z.B. Lehrer für allgemeinbildende Kurse (germanische Sprachen), Lehrer für allgemeinbildende Kurse (romanische Sprachen), Lehrer für allgemeinbildende Kurse (Mathematik), ...) beschäftigt werden. Diese Ämtersplittung entspricht nicht der Unterrichtsorganisation einer Fördersekundarschule und ist dienstrechtlich wenig vorteilhaft, da sowohl das Erwirtschaften von Diensttagen als auch der Weg hin zu einer definitiven Ernennung erschwert wird. Des Weiteren erleichtert die Schaffung eines allgemeinen Amtes die administrative Organisation des Unterrichts in der Fördersekundarschule.
- Als erforderliche Titel für das Amt des Lehrers für allgemeinbildende Kurse im Fördersekundarunterricht werden das Diplom des Lehrbefähigten für die Unterstufe des Sekundarunterrichts (alle Studienrichtungen) sowie das Diplom des Primarschullehrers jeweils ergänzt um einen Nachweis über das Bestehen einer Zusatzausbildung in Förderpädagogik definiert.
- Personalmitglieder, die nicht über den für dieses Amt erforderlichen Befähigungsnachweis verfügen, können sich dienstrechtlich regularisieren, indem sie 3 Abweichungen in diesem Amt durchlaufen und eine Lehrbefähigung (CAP+) erwerben. Zudem müssen sie in dem Beurteilungsbericht, der sich auf die dritte Abweichung bezieht, mindestens den Vermerk „ausreichend“ erhalten.
- Eine Übergangsbestimmung sieht vor, dass in diesem neuen Amt eventuelle Abweichungen berücksichtigt werden, die ein Personalmitglied vor dem 1. September 2026 im Amt des Lehrers für allgemeinbildende Kurse in der Unterstufe des Fördersekundarunterrichts durchlaufen hat.
- Eine weitere Übergangsbestimmung legt fest, dass zur Berechnung des administrativen Amtsalters im neuen Amt des Lehrers für allgemeinbildende Kurse im Fördersekundarunterricht ebenfalls Dienstage berücksichtigt werden, die das Personalmitglied vor dem 1. September 2026 in der Unterstufe einer Fördersekundarschule im Amt des Lehrers für allgemeinbildende Kurse erwirtschaftet hat.
- Das Prüfraster zur Verhältnismäßigkeitsprüfung von Berufsreglementierungen gemäß dem Dekret vom 20. Juli 2020 zur Einführung einer Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Verabschiedung oder Abänderung von Berufsreglementierungen in Bezug auf die

Schaffung des Amtes eines Lehrers für allgemeinbildende Kurse im Fördersekundarunterricht ist dem Dekretentwurf als Beilage 1 beigelegt.

4. Anpassung der Titelgesetzgebung für das im Förderschulwesen und in der Integration beschäftigte Lehrpersonal (Artikel 3, 4, 9, 14, 17, 19, 21, 24, 25, 28, 29, 32, 33, 36, 37, 58, 59, 63, 66, 67 und 70)

Inkrafttreten: 1. Januar 2027

Seit dem 1. September 2010 besteht für Personalmitglieder des Förderschulwesens, die in einem Amt der Kategorie des Lehrpersonals tätig sind (inklusive Integrationslehrer), die dienstrechtliche Verpflichtung, einen Nachweis über das Bestehen einer Zusatzausbildung im Bereich der Förder-, Heil- oder Orthopädagogik, der von einer Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellt wurde, oder einen beziehungsweise mehrere Nachweise, die von der Regierung als gleichwertig anerkannt wurden, zu erbringen.

Mit Verabschiedung des Förderdekrets im Jahr 2009 wurde vorgesehen, dass diese Zusatzausbildung mindestens 10 ECTS-Punkte beinhaltet und das Fach Förderdiagnostik sowie Fächer im Bereich der förderpädagogischen und förderdidaktischen Methoden umfasst.

Zum 1. September 2015 wurde im Rahmen der niederschweligen Förderung im Regelschulwesen das Amt des Förderpädagogen eingeführt. Die Titelgesetzgebung sieht für dieses Amt das Absolvieren einer mindestens 15-ECTS Punkte umfassenden Zusatzausbildung im Bereich der Förder-, Heil- oder Orthopädagogik vor. Seit Einführung dieses Amtes bietet die AHS auch nur mehr eine entsprechende Zusatzausbildung im Umfang von 15 ECTS-Punkten an.

Im Sinne einer dienstrechtlichen Harmonisierung und Angleichung der Anforderung im Bereich der hoch- und niederschweligen Förderung wird vorgeschlagen, dass künftig auch das im Förderschulwesen beschäftigte Lehrpersonal (inklusive Integrationslehrer) ähnlich wie die Förderpädagogen im Regelschulwesen einen Nachweis über das Bestehen einer mindestens 15-ECTS-Punkte umfassenden Zusatzausbildung im Bereich der Förder-, Heil- oder Orthopädagogik, der von einer Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellt wurde, oder einen beziehungsweise mehrere Nachweise, die von der Regierung als gleichwertig anerkannt wurden, erbringen muss.

Eine Übergangsbestimmung sieht vor, dass bei Personalmitgliedern, die am 31. Dezember 2026 im Förderschulwesen in einem Amt der Kategorie des Lehrpersonals definitiv ernannt, auf unbestimmte Dauer bezeichnet oder auf unbestimmte Dauer ab Dienstbeginn bezeichnet sind, auch in Zukunft ein Nachweis über das Bestehen einer mindestens 10

ECTS-Punkte umfassenden Zusatzausbildung im Bereich der Förder-, Heil- oder Orthopädagogik ausreichend ist.

Das Prüfraster zur Verhältnismäßigkeitsprüfung von Berufsreglementierungen gemäß dem Dekret vom 20. Juli 2020 zur Einführung einer Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Verabschiedung oder Abänderung von Berufsreglementierungen in Bezug auf die Anpassung der Titelgesetzgebung für das im Förderschulwesen und in der Integration beschäftigte Lehrpersonal ist dem Dekretentwurf als Beilage 2 beigefügt.

5. Anpassung der Bewerbungsfrist an der AHS (Artikel 77)

Inkrafttreten: 1. Januar 2027

Das auf die Personalmitglieder der Autonomen Hochschule Ostbelgien anwendbare Dienstrecht schreibt im Rahmen des Anwerbungsverfahrens vor, dass Bewerber, die für das folgende Schuljahr von ihrem Recht auf eine zeitweilige Bezeichnung auf unbestimmte Dauer Gebrauch machen möchten, ihre Bewerbung vor dem 1. Juni beim Schulträger einreichen müssen. Auf Anfrage des Schulträgers der Autonomen Hochschule wird vorgeschlagen, diese Bewerbungsfrist an die in den übrigen Unterrichtsnetzen gültige Frist vom 30. April anzugleichen.

6. Vorübergehender Ersatz im Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters (Artikel 5 und 60)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Derzeit sieht das Personalstatut vor, dass bei teilzeitiger Abwesenheit des Finanz- und Gebäudeverwalters, das ersetzende Personalmitglied nicht im Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters, sondern im Amt des Aufseher-Erziehers beschäftigt wird. Da dies jedoch besoldungsrechtliche Nachteile für das ersetzende Personalmitglied mit sich zieht und eine Ungleichbehandlung darstellt, da sowohl der Stelleninhaber als auch der Ersatz die mit dem Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters verbundenen Aufgaben verrichten, wird vorgeschlagen, dass bei teilzeitiger Abwesenheit des Stelleninhabers das ersetzende Personalmitglied künftig ebenfalls im Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters eingestellt wird.

7. Kaleido - Ersatz bei Abwesenheit (Artikel 92)

Inkrafttreten: 1. Januar 2024

Zum 1. Januar 2024 wurde die Gesetzgebung im Unterrichtswesen für alle Bildungseinrichtungen dahingehend angepasst, dass Personalmitglieder ersetzt werden dürfen, sobald sie mindestens fünf aufeinanderfolgende Arbeitstage abwesend sind. Im Zuge dieser dekretalen Anpassung wurde versäumt,

das Dienstrecht des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen entsprechend abzuändern. Das vorliegende Kapitel nimmt diese Textkorrektur nun vor.

8. Umwandlung der Laufbahnunterbrechung (Artikel 46)

Inkrafttreten: 1. Januar 2026

Gemäß Erlass der Regierung vom 9. November 1994 bezüglich der Laufbahnunterbrechung im Unterrichtswesen und in den psycho-medizinisch-sozialen Zentren wird eine vollzeitige Laufbahnunterbrechung in eine Disposition aus persönlichen Gründen umgewandelt, wenn das Landesamt für Arbeitsbeschaffung (LfA-Onem) den Anspruch auf Laufbahnunterbrechungszulage ablehnt. Eine teilzeitige Laufbahnunterbrechung wird in diesem Fall in einen Urlaub wegen verringerter Dienstleistungen aus persönlichen Gründen umgewandelt.

Diese Bestimmung wird präzisiert, da das Landesamt für Arbeitsbeschaffung inzwischen die Möglichkeit hat, das Recht auf Laufbahnunterbrechung grundsätzlich zuzusprechen, jedoch die Zulage unter Umständen nicht für den gesamten Zeitraum der Laufbahnunterbrechung gewährt (z.B. im Fall, dass der Antrag verspätet eingereicht wird). Aus diesem Grund wird der Erlass der Regierung vom 9. November 1994 dahingehend korrigiert, dass eine Umwandlung der Laufbahnunterbrechung nur erfolgt, wenn das Landesamt für Arbeitsbeschaffung den Anspruch auf die jeweilige Laufbahnunterbrechung verweigert, nicht aber, wenn die Zulage ggf. nicht während des gesamten Zeitraums ausbezahlt wird.

9. Amt des Sozialarbeiters im Unterrichtswesen (Artikel 2, 10, 15, 16, 41, 47, 48, 49, 64, Artikel 90 Nummer 1, 91 Nummer 1, 96, 103 und 107)

Inkrafttreten: 1. Januar 2027

- Im Unterrichtswesen haben Inhaber eines Graduates oder eines Bachelors als Sozialassistent Zugang zum Amt des Sozialassistenten bei Kaleido Ostbelgien, in den Förderschulen und im Teilzeitunterricht. Aus zwei Gründen wird nun vorgeschlagen, das Amt des Sozialassistenten in „Sozialarbeiter“ umzubenennen und den Zugang auch Inhabern eines Bachelors in sozialer Arbeit zu gewähren. Der „Sozialarbeiter“ ist die offizielle deutsche Bezeichnung des durch das Gesetz vom 12. Juni 1945 geschützten Titels. Neben dem Studium als Sozialassistent in Belgien ist auch das Bachelorstudium in sozialer Arbeit in Deutschland beliebt und seit Kurzem bietet auch die Autonome Hochschule in Ostbelgien einen Bachelor in sozialer Arbeit an, dessen Absolventen den Titel Sozialarbeiter tragen dürfen. Es handelt sich deshalb bei der vorliegenden Anpassung um eine Textkorrektur und eine

Präzisierung der erforderlichen Befähigungsnachweise, sodass die Inhaber der vorgenannten Diplome Zugang zum Amt des Sozialarbeiters erhalten.

- Das Prüfraster zur Verhältnismäßigkeitsprüfung von Berufsreglementierungen gemäß dem Dekret vom 20. Juli 2020 zur Einführung einer Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Verabschiedung oder Abänderung von Berufsreglementierungen in Bezug auf die Anpassung der Titelgesetzgebung für das Amt des Sozialarbeiters im Unterrichtswesen ist dem Dekretentwurf als Beilage 3 beigelegt.

10. Anpassung des Kaleido-Dekrets an die in der Praxis erprobte Tätigkeit und Organisation im Bereich der Präventionsarbeit (Artikel 89, 90 Nummern 2, 3 und 4, 91 Nummern 2 und 3, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 108 und 109)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Kaleido Ostbelgien, das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen, wurde 2014 gegründet und ging aus sieben Vorgängereinrichtungen hervor: dem „Dienst für Kind und Familie“ (DKF) des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft (MDG), drei psycho-medizinisch-sozialen Zentren (PMS), zwei schulärztlichen Gesundheitszentren sowie einem Teilbereich der MDG-Gesundheitsdienste (u. a. Schulzahnpflege).

Die Gründung war weit mehr als eine reine Zusammenlegung dieser Einrichtungen im Sinne einer bloßen Bündelung bestehender Aufgaben. Vielmehr sollte Kaleido eine neue Qualität verkörpern – ein Zentrum, das über die Summe seiner Vorgängereinstitutionen hinausgeht. Während zentrale Aufgaben weitergeführt wurden, bot die neue „Gemeinschaftsstruktur“ die Chance, das Thema gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen ganzheitlicher, multidisziplinär und kohärent zu denken und umzusetzen.

Entsprechend wurden Zielsetzung und Aufgaben von Kaleido in der zugrundeliegenden Gesetzgebung klar definiert – namentlich im Sonderdekret vom 20. Januar 2014 zur Gründung eines Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen sowie im Dekret vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen.

Wie aus Titel 3 „Auftrag und Tätigkeit des Zentrums“ des Dekrets vom 31. März 2014 hervorgeht, handelt es sich bei Kaleido um eine präventiv und nicht therapeutisch ausgerichtete Einrichtung. Dabei umfasst der präventive Auftrag alle Ebenen der Prävention – universell, selektiv, indiziert – in sämtlichen relevanten Lebenswelten von Kindern und Jugendlichen. Diese weitreichende präventionsstrategische Zielsetzung geht über die Aufgaben der früheren Einrichtungen hinaus und stellt einen zentralen Mehrwert der Kaleido-Gründung dar.

Diese erweiterte Zielsetzung konnte selbstverständlich nicht unmittelbar ab dem Gründungsdatum, dem 1. September 2014, umgesetzt werden. Die Integration von

sieben unterschiedlichen Organisationen mit eigenen Kulturen erforderte erhebliche Konsolidierungsarbeit. Erst nach einigen Jahren war es möglich, neue inhaltliche Akzente zu setzen und strategische Schwerpunkte zu entwickeln.

Dies galt insbesondere für den Bereich der universellen Prävention. Darunter fallen Maßnahmen, die sich an breite Bevölkerungsgruppen richten (z. B. alle Schülerinnen und Schüler oder Eltern) und das Ziel verfolgen, Problemstellungen wie Gewalt oder Suchtverhalten präventiv zu verhindern sowie gesundheitsfördernde und schützende Faktoren zu stärken. Beispiele für solche Programme sind Anti-Mobbing-Initiativen, die Eltern-Kind-Bildung und „Papilio“.

Um diesem erweiterten Auftrag gerecht zu werden, fehlten Kaleido personelle Ressourcen. Eine interne Umschichtung hätte bestehende Aufgaben – etwa Hausbesuche nach der Geburt, medizinische Untersuchungen oder Einzelfallberatung bei Schulproblemen – empfindlich beeinträchtigt. Angesichts gesellschaftlicher Entwicklungen wie steigender Anfragen, zunehmender Komplexität, Inklusion und Migration war dies keine tragfähige Lösung.

Deshalb wandte sich Kaleido 2017 an die Regierung mit der Bitte um projektbezogene Zusatzmittel. Dieser Bitte wurde nach sorgfältiger Prüfung entsprochen – in Form von BVA-Stellen (bezuschusste Vertragsarbeitnehmer). Die beiden ersten Programme, „Papilio 3–6“ (Prävention von Verhaltensauffälligkeiten und Suchtverhalten) sowie die „Eltern-Kind-Bildung“, haben sich seither als sehr erfolgreich erwiesen und sind fester Bestandteil der Kaleido-Arbeit. Der Bereich der universellen Prävention wurde schrittweise weiterentwickelt und informell zu einem eigenen Koordinationsbereich zusammengeführt, der bislang unter dem Titel „Entwicklungsorientierte Prävention“ firmierte. Zukünftig soll er die treffendere Bezeichnung „systemische universelle Prävention“ tragen.

Vor diesem Hintergrund wird das Dekret vom 31. März 2014 angepasst. Der informelle Koordinationsbereich wird strukturell, inhaltlich und dienstrechtlich dekretal verankert. Dazu zählt auch die Schaffung eines neuen Amtes mit der Bezeichnung „Präventionsberater“, da die bestehenden Amtsprofile bei Kaleido nicht auf diese Aufgaben zugeschnitten sind. Sowohl die Zugangsdiplome als auch der mit dem Amt verbundene Auftrag werden dekretal festgelegt.

Die Mitarbeiter dieses neuen Koordinationsbereichs werden gemeinsam mit weiteren Kolleginnen und Kollegen, die auf dem gesamten Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft – derzeit aus dem Bereich Schulzahnpflege – tätig sind, zu einer fünf-

ten Servicestelle zusammengefasst: der „ostbelgienweiten Servicestelle“. Anders als die vier regionalen Servicestellen in Eupen, Kelmis, St. Vith und Büllingen deckt sie das gesamte Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft ab. Auch diese neue Servicestelle wird durch eine Servicestellenleitung geführt. Die dafür vorgesehene Teilzeitstelle wird aus dem regulären Stellenkapital entnommen und stellt somit keine zusätzliche Haushaltsbelastung dar.

Zudem werden die zwei bislang projektbezogen eingerichteten Vollzeitstellen im Bereich der universellen Prävention dauerhaft strukturell verankert und ins reguläre Stellenkapital überführt. Diese Maßnahme erfolgt haushaltsneutral. Um den Übergang

reibungslos zu gestalten, werden entsprechende Übergangsregelungen getroffen. Die bestehenden Koordinationsbereiche werden unter den aktuellen Koordinatorinnen neu

aufgeteilt; bestimmte Mitarbeiter werden im Sinne der Kontinuität von Amts wegen in das neue Amt des Präventionsberaters überführt. Grundlage hierfür bildet eine Bescheinigung des Direktors, aus der hervorgeht, dass die betreffenden Personalmitglieder in der Vergangenheit in der Praxis bereits Aufgaben im Bereich der entwicklungsorientierten Prävention bzw. nun systemischen universellen Prävention wahrgenommen haben.

Das Prüfraster zur Verhältnismäßigkeitsprüfung von Berufsreglementierungen gemäß dem Dekret vom 20. Juli 2020 zur Einführung einer Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Verabschiedung oder Abänderung von Berufsreglementierungen in Bezug auf die Schaffung des Amtes des Präventionsberaters bei Kaleido-Ostbelgien ist dem Dekretentwurf als Beilage 4 beigelegt.

11. Anpassung der Bestimmungen zur Entschädigung von Ausbildungsbegleitern im Unterrichtswesen an das neue Modell der berufspraktischen Ausbildung an der AHS (Artikel 82, 83 und 84)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Im Zuge der reformierten Lehrergrundausbildung an der Autonomen Hochschule (AHS) wurde auch die berufspraktische Ausbildung der Studierenden in den Studiengängen Kindergärtner und Primarschullehrer modernisiert. Die Praxisphasen wurden um einen erweitert und werden zum anderen nun in vollständigen Wochen organisiert. Darüber hinaus wurden die Praxisphasen an die Kompetenzbereiche angepasst, auf deren Grundlage das modernisierte und verlängerte Lehrergrundstudium aufgebaut und entwickelt wurde. Dies führt u.a. zu den folgenden Veränderungen:

- alle Praktika beinhalten aktive Unterrichtsgestaltung und Aktivitäten;
- das zweite Praktikum, das im 4. Semester stattfindet, absolvieren die Studierenden im Tandem;
- das vierte Praktikum kann im Ausland absolviert werden;
- das sechste Praktikum umfasst Zeiten der vollständig autonomen Klassenführung, die dem Ausbildungsbegleiter Freiräume z.B. für Weiterbildungen bieten.

Diesen Neuerungen in der Struktur, im Umfang und in der Zielsetzung der berufspraktischen Ausbildung soll nun auch die Vergütung der Ausbildungsbegleiter angepasst werden. Durch den erhöhten Praxisanteil im neuausgerichteten Studium entstehen jedoch erhebliche Mehrkosten für die Entschädigung der Ausbildungsbegleiter, die Vergütung der Laborkosten und die Auszahlung finanzieller Mittel an die Schulen. Bleiben die Bestimmungen unverändert, entstünden Mehrkosten in Höhe von ca. 130.000 Euro für die Entschädigung der Ausbildungsbegleiter und in Höhe von ca. 32.000 Euro für die finanziellen Mittel an die Schulen.

Um diese Mehrkosten vor dem Hintergrund der aktuellen Haushaltslage in einem vertretbaren Rahmen zu halten, ohne die Aufwandsentschädigung für die Ausbildungsbegleiter zu sehr einzuschränken, wird ausgleichend vorgeschlagen, die Vergütung der so genannten Laborkosten, d.h. Aktivitäten zur Verbindung von Theorie und Praxis in Form von Schulbesuchen, Modellstunden oder Aktivitäten in Klassen und Schulen zu streichen. Werden zwei oder mehrere Studierende gleichzeitig betreut, wird die Vergütung aufgrund des Mehraufwands auf 6 Euro pro Unterrichtsstunde erhöht, jedoch nicht verdoppelt. Praktika im Ausland werden nicht vergütet.

Darüber hinaus erhielten bisher nicht nur die Ausbildungsbegleiter eine Entschädigung für die Betreuung eines Studierenden im Praktikum, sondern auch den Schulen wurden pro Praktikanten und vollständiger Unterrichtswoche finanzielle Mittel ausbezahlt. Die Regierung schlägt vor, ausgleichend auch auf diese finanziellen Mittel zu verzichten, um die Mehrkosten für die Ausbildungsbegleitung im Unterrichtswesen in einem angepassten Rahmen zu halten und die Entschädigung der Ausbildungsbegleiter möglichst unberührt zu lassen.

12. Stellenkapitalberechnung im Amt des Fördergrundschulassistenten (Artikel 40)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Das Stellenkapital im Amt des Fördergrundschulassistenten wird geregelt in Artikel 31ter des Dekrets vom 27. Juni 1990 zur Bestimmung der Weise, wie die Dienstposten für das Personal im Förderschulwesen festgelegt werden. Berechnungsgrundlage für die Stellen in diesem Amt sind die Schülerzahlen

vom 30. September des jeweiligen Schuljahres. Ferner sieht der Artikel vor, dass das Stellenkapital für das laufende Schuljahr, d.h. vom 1. September bis 30. Juni, zur Verfügung steht. Dies ist in der Praxis jedoch nicht umsetzbar, da die Schülerzahlen vom 30. September zu Schuljahresbeginn nicht bekannt sind. Es bedarf daher einer Textkorrektur. In der Praxis wird das Stellenkapital bereits vom 1. Oktober bis zum 30. September des darauffolgenden Schuljahres gewährt, da die entsprechende Dekretspassage nicht anwendbar ist. Durch vorliegende Maßnahme soll die diesbezügliche Textkorrektur umgesetzt werden.

13. Festlegung des Stundenkapitals im Teilzeit-Kunstunterricht (Artikel 87)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Das Gesamtstundenkapital der Musikakademie ist derzeit in den Artikeln 68 und 69 des Dekrets vom 23. März 2009 zur Organisation des Teilzeit-Kunstunterrichts geregelt.

Bereits beim Inkrafttreten des Dekrets sah Artikel 69 eine Abweichung vom dekretal festgelegten Berechnungsschlüssel vor. Diese bestand darin, das im Schuljahr vor Inkrafttreten gewährte Stundenkapital der bestehenden Musikakademie zu erhöhen und für vier Jahre einzufrieren. Der im Dekret vorgesehene Berechnungsmechanismus von 0,5 Stunden pro Schüler fand somit nie Anwendung. Diese Vorgehensweise brachte der Musikakademie eine größere Planungssicherheit.

Das Stundenkapital der Musikakademie ist derzeit bis zum Ende des Schuljahres 2025-2026 eingefroren und beträgt 714 Wochenstunden. Nach Anwendung des dekretalen Berechnungsschlüssels von 0,5 Stunden pro Schüler hätte die Musikakademie aufgrund der zum 30. September 2024 eingeschriebenen 1328 Schüler im Schuljahr 2024-2025 Anrecht auf 664 Wochenstunden gehabt.

Angesichts des wachsenden Kursangebots und der steigenden Nachfrage ist eine weitere Einfrierung des Stundenkapitals zwingend erforderlich, damit die Musikakademie das bestehende Angebot aufrechterhalten kann. Die Regierung schlägt daher vor, den Status Quo beizubehalten und das Stundenkapital für weitere fünf Jahre einzufrieren.

14. Flexibilisierung des Stundenkapitals im Sekundarschulwesen (Artikel 38 und 50)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Regierung schlägt vor, den Schulträgern künftig eine flexiblere Verwendung des bestehenden Stunden- und Stellenkapitals zu ermöglichen. So wird den Schulleitungen mehr Gestaltungsspielraum bei der internen Ressourcenverteilung ermöglicht, ohne dass hierfür zusätzliche Mittel bereitgestellt werden müssen.

Konkret sollen Schulleitungen das ihnen erwirtschaftete Stundenkapital für Lehrpersonal in andere Ämter umwandeln können, wenn dies dem festgestellten Bedarf vor Ort entspricht. So kann beispielsweise eine Lehrerstelle in eine Erzieherstelle oder eine Stelle im Sekretariatsbereich umgewandelt werden. Umgekehrt wird zusätzlich die Möglichkeit geschaffen, eine Stelle im Amt des Erzieher-Aufsehers in eine Stelle im Amt des Sekretariatsassistenten umzuwandeln.

Durch diese Maßnahme wird der Schulleiter bzw. die Schulleiterin befähigt, die vorhandenen personellen Ressourcen bedarfsgerecht und eigenverantwortlich einzusetzen, anstatt formale Anträge auf zusätzliche Ressourcen stellen zu müssen. Die Umwandlung bleibt kostenneutral, da sie sich auf das bestehende Stunden- und Stellenkapital beschränkt.

Aktuell sind bereits Umwandlungen möglich, jedoch nicht, wenn es um Lehrpersonal geht. Die vorgeschlagene Maßnahme stellt daher eine ausgewogene Ergänzung bestehender Regelungen dar.

Die Umwandlung unterliegt einer Begrenzung, um zu verhindern, dass das Lehrpersonal in einem Umfang reduziert wird, der dem Auftrag der Schule widerspricht.

15. Flexibilisierung des Stundenkapitals für Religionsunterricht im Grundschul- und Sekundarschulwesen im Hinblick auf Engpässe in der Verfügbarkeit von Lehrpersonen bestimmter Religionsgemeinschaften (Artikel 39 und 65)

Inkrafttreten: 1. September 2026

In den letzten Jahren kam es vermehrt zu Engpässen bei der Verfügbarkeit und Bereitstellung von Lehrpersonen für bestimmte Religionsunterrichte und Unterricht in

nicht konfessioneller Sittenlehre, insbesondere in Schulen mit geringer Nachfrage für gewisse Religionsunterrichte oder bei kurzfristigen Ausfällen. Dies stellt die Schulen vor die Herausforderung, dass das Stundenkapital, das für den jeweiligen Religionsunterricht oder Unterricht in nicht konfessioneller Sittenlehre gewährt wird, nicht genutzt werden kann, aber eine Aufsicht der betroffenen Schüler gewährleistet werden muss. Um sicherzustellen, dass die Schüler trotz dieser personellen Engpässe angemessen betreut werden können, wird eine Möglichkeit geschaffen, das diesbezügliche Stundenkapital vorübergehend flexibel zu nutzen.

Die Regierung schlägt vor, dass das Stundenkapital für Religion im o. e. Fall zeitweilig in einem Anwerbsamt der Kategorie des Lehr- und Erziehungshilfspersonals eingesetzt werden kann. Diese Lösung ermöglicht es, eine geeignete Betreuung der betroffenen Schüler aufrechtzuerhalten, bis der Schulträger eine Lehrperson für den betreffenden

Religionsunterricht oder den Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre bezeichnet bzw. einstellt. Um die befristete Natur dieser Maßnahme zu betonen und keine strukturellen Verschiebungen zu bewirken, soll vorgesehen werden, dass die Bezeichnung bzw. Einstellung nur befristet erfolgt und von Amts wegen endet, sobald der Schulträger auf Vorschlag des für die jeweilige Religion zuständigen Kultusträgers – insofern vorhanden – eine Lehrperson für den betreffenden Religionsunterricht oder den Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre bezeichnet bzw. einstellt, jedoch spätestens am letzten Schultag des betreffenden Schuljahres.

Die vorgeschlagene Regelung stärkt die Planungssicherheit der Schulen, wahrt zugleich die Zuständigkeit der anerkannten Religionsgemeinschaften und erhält den Grundsatz der klaren Trennung zwischen religiösem Unterricht und allgemeiner pädagogischer Unterstützung, ohne die Rechte der Erziehungsberechtigten zu verletzen.

16. AHS - Anpassung des Stellenkapitals für die externe Evaluation (Artikel 78)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die bisherige Aufteilung beruhte auf der höheren Anzahl an Grundschulen im Vergleich zu Sekundarschulen, schränkt jedoch die Besetzungsmöglichkeiten ein. Die Regierung schlägt daher vor, die bisherige dekrete Vorgabe bzw. zwei Vollzeitstellen im Amt des externen Evaluators aus dem Grundschulwesen und eine Vollzeitstelle im Amt des externen Evaluators aus dem Sekundarschulwesen, durch eine flexiblere Regelung zu ersetzen. Künftig soll lediglich vorgesehen werden, dass mindestens eine Stelle durch einen Evaluator aus dem Grundschulwesen und mindestens eine Stelle durch einen Evaluator aus dem Sekundarschulwesen besetzt wird. Dies ermöglicht eine bedarfsorientierte und praxisnahe Personalplanung. Es wird davon ausgegangen, dass unter der Verantwortung eines Evaluators der entsprechenden Schulform auch Evaluatoren der jeweils anderen Schulform tätig werden können.

17. Anpassung der Festlegungsmodalitäten der Funktionsmittel des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen (Artikel 104 und 105)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Laut aktueller Rechtsgrundlage, dem Dekret vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen, hätte das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen (Kaleido Ostbelgien) im Haushaltsjahr 2025 an die Entwicklung des Verbraucherpreisindex angepasste Funktionsmittel in Höhe von 929.887,56 EUR erhalten. Tatsächlich hat Kaleido Ostbelgien im Jahr 2025 jedoch eine Dotation in Höhe von 1.202.000 EUR sowie zusätzlich eine Dotation für Investitionsausgaben in Höhe von

30.000 EUR erhalten. Die aktuell geltende Rechtsgrundlage zur Berechnung der Funktionsmittel für Kaleido Ostbelgien stimmt somit nicht mit den effektiv ausgezahlten Mitteln überein.

Kaleido Ostbelgien ist gemäß Artikel 87 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Einrichtung öffentlichen Interesses (EöI). Gemäß Artikel 90 desselben Dekrets wird die Einnahmendotation einer EöI als Ausgabenermächtigung im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Hauptverwaltung ausgewiesen und vom Parlament genehmigt.

Vor diesem Hintergrund schlägt die Regierung vor, die Funktionsmittel Kaleido Ostbelgiens, soweit möglich, in einer einzigen Dotation zu bündeln. Dies trägt zur Verwaltungsvereinfachung bei und stärkt zugleich die institutionelle Autonomie Kaleido Ostbelgiens, da das Prinzip der freien Verfügung über Dotationen Anwendung findet.

Die neue Formulierung ermöglicht eine flexible Festlegung der Funktionsmittel und erlaubt es, unter besonderen Umständen, etwa zur Unterstützung neuer Projekte oder zum Einwirken auf veränderte Gegebenheiten, die Dotationshöhe anzupassen, ohne dass hierfür eine Anpassung des Dekrets erforderlich ist. Gleichzeitig bleibt die Haushaltskontrolle des Parlaments gewahrt, da die finale Genehmigung der Dotation weiterhin jährlich im Rahmen des Haushaltsdekrets erfolgt.

18. Anpassung der Festlegungsmodalitäten und Korrektur der Berechnungsweise der Funktionsmittel der Autonomen Hochschule (Artikel 71, 79 und 80)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Bei Anwendung des Artikels 7.3 des Dekrets vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer Autonomen Hochschule hätte die Autonome Hochschule Ostbelgien (AHS) im Haushaltsjahr 2025 an die Entwicklung des Verbraucherpreisindex angepasste Funktionsmittel in Höhe von 429.754,46 EUR erhalten. Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

- 187.601,79 EUR Funktionsmittel;
- 188.932,30 EUR für Weiterbildungen;
- 26.610,18 EUR für das Projekt „Grenzgeschichte“;
- 17.075,51 EUR an Mitteln für pädagogische Zwecke.

Tatsächlich hat die AHS im Jahr 2025 aufgrund des Dekrets vom 12. Dezember 2024 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025 jedoch eine Dotation in Höhe von 521.000,00 EUR sowie zusätzlich 17.075,51 EUR an Mitteln für pädagogische Zwecke auf Grundlage des Dekrets vom 16. Dezember 2002 erhalten.

Die aktuell geltende Rechtsgrundlage zur Berechnung der Funktionsmittel für die AHS stimmt somit nicht mit den effektiv ausgezahlten Mitteln überein. Die Anzahl Studierender ist seit Schaffung der AHS im akademischen Jahr 2005-2006 von 160 Studierenden auf 322 Studierende im akademischen Jahr 2024-2025 gestiegen. Dass sich vor diesem Hintergrund Finanzbedarfe ändern, ist selbstredend. Neben der ständig ausgebauten Erstausbildung nimmt die AHS zahlreiche Angebote wahr, wie bspw. die Organisation eines umfangreichen Angebots an Weiter- und Zusatzausbildungen und die Organisation von Schulleistungsuntersuchungen im Rahmen von PISA und VERA. Im Zusammenhang mit PISA, bspw., wurden der AHS in den vergangenen Jahren mehrfach zusätzliche Mittel zur Verfügung gestellt, damit diese Studie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft flächendeckend anstatt mit einer begrenzten Anzahl Schüler im entsprechenden Alter durchgeführt werden konnte.

Die AHS ist gemäß Artikel 87 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Einrichtung öffentlichen Interesses (EöI). Gemäß Artikel 90 desselben Dekrets wird die Einnahmendotation einer EöI als Ausgabenermächtigung im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Hauptverwaltung ausgewiesen und vom Parlament genehmigt.

Vor diesem Hintergrund schlägt die Regierung vor, die Funktionsmittel der AHS, soweit möglich, in einer einzigen Dotation zu bündeln. Dies trägt zur Verwaltungsvereinfachung bei und stärkt zugleich die institutionelle Autonomie der AHS, da das Prinzip der freien Verfügung über Dotationen Anwendung findet. Lediglich die Mittel für pädagogische Zwecke sollen weiterhin separat gewährt werden, da für diese eine eigenständige Rechtsgrundlage gilt und anhand der Anzahl Studierenden berechnet werden.

Die neue Formulierung ermöglicht eine flexible Festlegung der Funktionsmittel und erlaubt es, unter besonderen Umständen, etwa zur Unterstützung neuer Projekte, Weiterbildungen, Zusatz- oder Erstausbildungen, Erhöhungen vorzunehmen, ohne dass hierfür eine Anpassung des Dekrets erforderlich ist. Gleichzeitig bleibt die Haushaltskontrolle des Parlaments gewahrt, da die finale Genehmigung der Dotation weiterhin jährlich im Rahmen des Haushaltsdekrets erfolgt.

19. AHS - Anrecht auf Gehalt (Artikel 81)

Inkrafttreten: 1. Juli 2005

- Die Abänderung nimmt eine Textkorrektur im AHS-Dekret vor. Anrecht auf Gehalt haben nach dem bisherigen Wortlaut nur Personalmitglieder, die u.a. Inhaber eines erforderlichen oder gegebenenfalls ausreichenden Befähigungsnachweises sind. Dies schließt allerdings Personalmitglieder aus, die über Abweichung an der AHS beschäftigt

sind oder waren, obwohl das Dekret seit Inkrafttreten in Artikel 5.15 ausdrücklich die Möglichkeit der Beschäftigung auf Abweichung vorsieht und seit jeher Personalmitglieder an der Hochschule auf Abweichung beschäftigt werden. Ferner entsprechen einige der in dem betreffenden Artikel formulierten Bedingungen den Bezeichnungsbedingungen, z.B. die bürgerlichen und politischen Rechte besitzen, sodass mit vorliegender Textkorrektur der Artikel vereinfacht wird.

- Im Sinne der Rechtssicherheit für alle Beschäftigten der Autonomen Hochschule und ihr Recht auf Gehalt seit Gründung der Einrichtung wird vorgeschlagen, die Textkorrektur rückwirkend in Kraft treten zu lassen, und zwar zum 1. Juli 2005, dem Tag, an dem auch das Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule in Kraft getreten ist.

20. Aufnahme des Meisterbriefes als Zulassungsbedingung für die Studiengänge der AHS (Artikel 72, 73, 74 und 75)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Mit diesen auf Wunsch der Autonomen Hochschule Ostbelgien vorgeschlagenen Anpassungen erhalten Personen, die über einen Meisterbrief verfügen, die Möglichkeit, Zugang zu den Bachelorstudiengängen an der autonomen Hochschule zu erhalten. Der Meisterbrief steht für eine berufliche Qualifikation, die weit über eine rein praktische Ausbildung hinausgeht. Meister übernehmen Verantwortung für betriebliche Abläufe, bilden aus, kalkulieren wirtschaftlich und entwickeln kreative Lösungen für komplexe Probleme. Diese Kompetenzen entsprechen in ihrer Tiefe und Breite durchaus denjenigen, die Voraussetzung für den erfolgreichen Abschluss eines Bachelor-Studiums sind. Diese Maßnahme würdigt nicht nur die fachliche, methodische und personale Kompetenz dieser Fachkräfte, sondern sendet auch ein starkes gesellschaftliches Signal: Akademische und berufliche Bildung sind gleichwertige Wege zu beruflichem Erfolg und gesellschaftlicher Teilhabe. Zudem kann eine solche Regelung dem Fachkräftemangel entgegenwirken, indem sie Durchlässigkeit fördert, lebenslanges Lernen unterstützt und qualifizierten Berufspraktikern den Weg zur akademischen Weiterqualifizierung öffnet.

Die weiteren Zulassungsbedingungen, beispielsweise das Bestehen des Aufnahmeverfahrens für einen Studienplatz im Studienbereich Lehramt, der Nachweis über die ausreichende Beherrschung der französischen Sprache im Studienbereich Soziale Arbeit, der Nachweis eines Auszugs aus dem Strafregister ohne Eintrag (Lehramt, Krankenpflege, Soziale Arbeit) oder das Aufweisen eines Ausbildungs- oder Arbeitsvertrags im jeweiligen Studienfach in den Studienbereichen Buchhaltung, Bank, Versicherung und Public and Business Administration bleiben erhalten.

21. Schaffung der Möglichkeit des Abschlusses eines Meistervolontariats ohne Abschluss der Oberstufe des Sekundarunterrichts (Artikel 42)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Maßnahme „Aufnahme des Meisterbriefes als Zulassungsbedingung für die Studiengänge der AHS“ und die Artikel 72 bis 75 zielen darauf ab, Personen, die über einen Meisterbrief verfügen, die Möglichkeit zu geben, Zugang zu den Bachelorstudiengängen an der autonomen Hochschule zu erhalten.

In seinem Gutachten vom 25. November 2025 weist das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen darauf hin, dass diese Bestimmungen zu Inkohärenzen in den Zugangsbedingungen zu den Bachelorstudiengängen an der autonomen Hochschule für Meistervolontäre führen.

Der Staatsrat weist in seinem Gutachten darauf hin, dass der Verfasser des Vorentwurfs in der Lage sein muss, unter Berücksichtigung des in den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung verankerten Grundsatzes der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung einen möglichen Behandlungsunterschied zwischen Studierenden beim Zugang zum Bachelorstudium zu rechtfertigen.

Infolge des Gutachtens des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen und des Gutachtens des Staatsrates schlägt die Regierung vor, dem Gutachten des IAWM zu folgen und die Möglichkeit zu schaffen, ein Meistervolontariat ohne Abschluss der Oberstufe des Sekundarunterrichts abschließen zu können, insofern der Meistervolontär nicht mehr der Schulpflicht gemäß Artikel 1 §1 Absatz 1 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht unterliegt.

22. AHS - Anpassung der Abwesenheitsregelung für Schüler und Studierende (Artikel 76)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Laut Artikel 3.17 des Dekretes vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule regelt die Schulordnung der autonomen Hochschule die Modalitäten des regelmäßigen Schulbesuchs und der Kontrolle der Anwesenheiten. Jedoch enthält Artikel 3.12 desselben Dekrets einige diesbezügliche Bestimmungen. Hierbei ist anzumerken, dass diese Modalitäten sich für Schüler der Vorbereitungsabteilung und des ergänzenden berufsbildenden Sekundarunterrichts und für Studierende der Bachelorstudiengänge unterscheiden.

Laut Artikel 3.12 Absatz 2 des Dekrets vom 27. Juni 2005 sind reguläre Schüler bzw. Studenten ver-

pflichtet, an allen Ausbildungsaktivitäten teilzunehmen, mit Ausnahme der Aktivitäten, für die sie eine Unterrichtsbefreiung erhalten haben. Diese Verpflichtung findet auf Bachelor-Studierende in der Praxis keine Anwendung, da Studierende gemäß den Angaben der Schulordnung zu einem definierten Anteil abwesend sein können.

Artikel 3.12 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Juni 2005 beinhaltet die Begründungspflicht von Abwesenheiten der Schüler. Diese Verpflichtung findet auf Bachelor-Studierende in der Praxis keine Anwendung, da Studierende gemäß den Angaben der Kursbeschreibungen zu einem definierten Anteil unbegründet abwesend sein können. Folglich muss nicht jede Abwesenheit begründet werden und der Fachbereichsleiter nicht über die Annehmbarkeit der Begründung entscheiden. Die Schulordnung legt fest, welche Begründungen für Abwesenheiten annehmbar sind.

Artikel 3.12 Absatz 4 des Dekrets vom 27. Juni 2005 hält die Anzahl halbe Tage, die Schüler bzw. Studenten unbegründet abwesend sein dürfen, fest. Wird diese Anzahl Tage überschritten, wird der Schüler bzw. Student vom regulären zum freien Schüler bzw. Student. Die dekretal festgelegte Anzahl von 60 halben Tagen bzw. 20 halben Tagen im Praktikum für Studierende stimmt jedoch nicht mehr mit der Realität überein, da Studierende gemäß den Angaben der Kursbeschreibungen mehr als 60 Halbtage unbegründet abwesend sein können. Bei Laboratorien und in den Praktika bzw. der klinisch-praktischen Unterweisung hingegen gilt eine Anwesenheitspflicht von 100%. Abwesenheiten mit ärztlichem Attest sind begründete Abwesenheiten und werden nicht von der zu erfüllenden Anwesenheitsquote abgezogen. In diesem Zusammenhang wird in den Bachelorstudiengängen nicht von „Tagen“ oder „Halbtagen“ gesprochen, da diese Formulierung in Verbindung mit den in den Kursbeschreibungen definierten An- und Abwesenheitsregelungen nicht sinnvoll ist.

Aufgrund der abweichenden An- bzw. Abwesenheitsregelungen von Schülern und Studierenden und der Tatsache, dass gemäß Artikel 3.17 die Schulordnung ohnehin

diesbezügliche Bestimmungen enthalten muss, schlägt die Regierung vor, die Abwesenheitsregelung für die Unterrichtsteilnahme und die Praktika künftig ausschließlich in der Schulordnung zu definieren.

23. Gleichstellung von ausländischen Abschlüssen in der mittelständischen Ausbildung (Artikel 11 Nummer 1, 43, 44, 45 und 85 Nummer 6)

Inkrafttreten: 1. September 2026

In der Deutschsprachigen Gemeinschaft existiert keine allgemeine Rechtsgrundlage, die es ermög-

licht, ausländische Abschlüsse in der mittelständischen Ausbildung mit einem in der Deutschsprachigen Gemeinschaft verliehenen Gesellenzeugnis oder Meisterbrief gleichzustellen.

Die Regierung schlägt vor, eine solche Rechtsgrundlage zu schaffen und die Zuständigkeit, ausländische Abschlüsse in der mittelständischen Ausbildung zu überprüfen und mit ostbelgischen Abschlüssen gleichzustellen, beim IAWM selbst anzusiedeln. Das IAWM verfügt über qualifiziertes Personal, das über das erforderliche Fachwissen verfügt, um ausländische Abschlüsse mit einem Gesellenzeugnis oder einem Meisterbrief gleichzustellen.

24. Anpassung des monatlichen Betrags der DuO-Ausbildungsförderung (Artikel 110 und 111)

Inkrafttreten: 1. Juli 2026

Vor dem Hintergrund der aktuellen Finanzsituation und der damit einhergehenden Sparzwänge wird für neue Antragsteller der monatliche Betrag der „Du und Ostbelgien“ (DuO) - Ausbildungsförderung von 350 auf 200 Euro reduziert. Personen, denen bereits im Schuljahr 2025-2026 ein Darlehen gewährt wurde, erhalten für die Fortführung ihrer bereits begonnenen Ausbildung oder ihres bereits begonnenen Studiums weiterhin einen monatlichen Betrag in Höhe von 350 Euro, wenn sie die dekretal festgelegten Bedingungen weiterhin erfüllen. Sollten sie zu einer anderen Ausbildung oder einem anderen Studium wechseln und die Bedingungen für die Ausbildungsförderung weiterhin erfüllen, erhalten sie jedoch lediglich 200 Euro monatlich. So wird eine Gleichbehandlung aller Personen, die eine neue Ausbildung oder ein neues Studium beginnen, gewährleistet, und zeitgleich sichergestellt, dass die Personen, die bereits in den Schuljahren 2023-2026 DuO bezogen haben, die Ausbildung oder das Studium unter gleichbleibenden Bedingungen in Bezug auf die Ausbildungsförderung abschließen können.

25. Präzisierungen zur Einspruchskammer Schüler (Artikel 52 und 53)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Der Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation des Ministeriums organisiert in Ausführung des Dekrets vom 18. April 1994 bezüglich der Einsetzung des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht sowie der Durchführung der Prüfungen vor diesem Ausschuss die Prüfungen des schulexternen Prüfungsausschusses für den Sekundarunterricht. Eingeschriebene

Kandidaten können das Abschlusszeugnis der Unter- oder der Oberstufe des Sekundarunterrichts durch den erfolgreichen Abschluss der Prüfungen erhalten. Über die Vergabe der Abschlusszeugnisse befindet der Prüfungsausschuss, der sich aus den Prüfern und einem per Erlass bestellten Mitarbeiter des Ministeriums als Vorsitzenden zusammensetzt.

Entscheidet der Prüfungsausschuss, einem Kandidaten das Abschlusszeugnis nicht zu verleihen, hat der Kandidat gemäß Artikel 39 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen das Recht, Einspruch gegen diese Entscheidung einzulegen. Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses darf den Einspruch annehmen, ablehnen oder erneut dem Prüfungsausschuss vorlegen. Bei einer negativen Entscheidung kann sich der Kandidat an die Einspruchskammer Schüler wenden.

Der Fachbereich Pädagogik des Ministeriums organisiert in Ausführung von Artikel 20 des Dekrets vom 26. April 1999 über das Regelgrundschulwesen den Prüfungsausschuss zur schulexternen Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule. Über die Vergabe des Abschlusszeugnisses befindet der Prüfungsausschuss, der sich aus mindestens vier Mitgliedern des Direktions- und Lehrpersonals der Grundschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die sich im aktiven Dienst oder im Ruhestand befinden, einem Mitarbeiter des Fachbereichs Pädagogik des Ministeriums sowie einem Vorsitzenden aus dem Fachbereich Pädagogik zusammensetzt. Auch für Einsprüche gegen die Nichtvergabe dieses Abschlusszeugnisses ist die Einspruchskammer Schüler zuständig.

Bei Einsprüchen gegen Entscheidungen der Grund- und Sekundarschulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft nimmt ein Vertreter des betroffenen Schulträgers an der Sitzung der Einspruchskammer Schüler teil. Für den Prüfungsausschuss besteht kein klassischer Schulträger in Form der drei Unterrichtsnetze. Durch die vorgeschlagene Dekretanpassung wird präzisiert, dass für die Prüfungsausschüsse die Regierung die Rolle des Schulträgers einnimmt, sodass diese einen Vertreter für die jeweilige Sitzung der Einspruchskammer Schüler bestimmen kann.

Hinsichtlich der Einspruchsform sieht das Dekret vor, dass Einsprüche bei der Einspruchskammer postalisch per Einschreiben eingereicht werden. Die vorgeschlagene Dekretanpassung ermöglicht das Einreichen des Einspruches bei der Einspruchskammer gegen Aushändigung einer Empfangsbestätigung beim Empfang des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Abschließend wird in Artikel 39 §4 des Dekrets präzisiert, dass der Schulträger beziehungsweise sein Bevollmächtigter die Akte wieder aufnehmen kann, wenn die Einspruchskammer einen Schulverweis annulliert hat. Stellt die Einspruchskammer einen Verfahrensfehler seitens der Schule fest, ändert das nichts an der Disziplinarakte des Schülers. Der Schulträger beziehungsweise sein Bevollmächtigter kann das Verfahren zum mehrtägigen Abschluss oder Schulverweis, das in Artikel 45 desselben Dekrets geregelt wird, erneut einleiten. Zudem wird präzisiert, dass gegen diesen erneuten Verweis kein

weiterer Einspruch bei der Einspruchskammer möglich ist. Den betroffenen Personen steht in diesem Fall eine Beschwerde bei der Ombudsperson oder eine Klage beim Staatsrat offen.

26. Anpassung des rechtlichen Rahmens für Hausaufgaben (Artikel 51, 54, 55, 56 und 57)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Diskussion um die Abschaffung von Hausaufgaben vereint komplexe Themen wie Bildungsgerechtigkeit, Chancengleichheit und die Belastung von Schülerinnen und Schülern. Dennoch sprechen zahlreiche fundierte Argumente dafür, Hausaufgaben beizubehalten – unter der Voraussetzung, dass sie sinnvoll, differenziert und angemessen gestaltet werden. Hausaufgaben bieten Lernenden die Möglichkeit, Gelerntes zu festigen, eigenständig zu arbeiten und wichtige Kompetenzen zu entwickeln. Sie fördern die langfristige Verankerung von Wissen und unterstützen somit den Lernfortschritt.

Anstatt Hausaufgaben vollständig abzuschaffen oder ausschließlich in den Unterricht zu verlagern, sollte der Fokus darauf liegen, Hausaufgaben gezielt weiterzuentwickeln und als integralen Bestandteil des schulischen Alltags zu nutzen. Zur Förderung von Bildungsgerechtigkeit können beispielsweise schulinterne Konzepte sowie ergänzende Betreuungsangebote beitragen, die von den Schulen auf freiwilliger Basis ausgearbeitet und organisiert werden können.

Das Dekret vom 26. Juni 2023 über Maßnahmen im Unterrichtswesen, in der Ausbildung, in der Erwachsenenbildung und zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung 2023 hat zeitliche Begrenzungen für Hausaufgaben in der Primarschule festgelegt und betont die Bedeutung schulinterner Absprachen in der Sekundarschule. Diese Maßnahmen verhindern Überforderung und schaffen klare Rahmenbedingungen.

Ein häufig genannter Kritikpunkt an Hausaufgaben war bisher die mangelnde Anpassung an die individuellen Bedürfnisse der Lernenden. Daher sollen Hausaufgaben regelmäßig, dosiert und differenziert gestaltet werden. Dies bedeutet, Umfang und Anforderungen an den Kompetenzstand und das Lerntempo der Schülerinnen und Schüler anzupassen. So wird Überforderung vermieden, während gezielte Lernanreize geschaffen werden.

Darüber hinaus bieten Hausaufgaben eine wertvolle Gelegenheit, essenzielle Arbeitstechniken wie Zeitmanagement, Selbstorganisation und eigenständiges Lernen zu trainieren. Diese Kompetenzen sind nicht nur für den schulischen Erfolg entscheidend, sondern bereiten auch auf die spätere berufliche Laufbahn vor. Besonders wirkungsvoll sind Hausaufgaben, wenn sie darauf abzielen, diese Fähigkeiten zu fördern – anstatt sich allein auf die Vorbereitung für Tests zu beschränken.

Angesichts dieser Argumente ist es sinnvoll, den Begriff Hausaufgaben zu verwenden und dekreteral zu verankern. Während Schulaufgaben den Fokus ausschließlich auf betreute Lernzeiten innerhalb der Schule legen, ermöglichen Hausaufgaben eine flexiblere und individuellere Auseinandersetzung mit dem Gelernten oder den zu erwerbenden Kompetenzen auch außerhalb der Unterrichtszeit. Sie bieten Schülerinnen und Schülern die Gelegenheit, Verantwortung für ihren eigenen Lernprozess zu übernehmen und das Gelernte in einem selbst gewählten Tempo zu vertiefen. Zudem stärkt die Rückkehr zu „Hausaufgaben“ die Verbindung zwischen Schule und Elternhaus, da sie Eltern/Erziehungsberechtigten Einblicke in das Unterrichtsgeschehen ermöglicht und sie am Lernprozess ihrer Kinder teilhaben lässt.

27. Anpassung der Titelgesetzgebung in Bezug auf gleichgestellte Studiennachweise (Artikel 11 Nummer 2 und Artikel 20, 22, 26, 30, 85 Nummer 7 und 91 Nummer 4)

Inkrafttreten: 1. September 2024

Die im Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft gültige Titelgesetzgebung sieht keine explizite Regelung in Bezug auf im Ausland verliehene Studiennachweise vor, die nicht in den Anwendungsbereich der Richtlinie 2005/36/EG fallen. Die Titelgesetzgebung regelt nicht, ob ein im Ausland verliehener Studiennachweis zwingend von der Deutschsprachigen Gemeinschaft gleichgestellt werden muss oder ob Gleichstellungen, die in der Französischen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellt worden sind, ebenfalls von der Deutschsprachigen Gemeinschaft akzeptiert werden. Im Sinne der Verwaltungsvereinfachung und im Interesse der Personalmitglieder, nicht erneut ein Gleichstellungsverfahren durchlaufen zu müssen, schlägt die Regierung vor, dass im Ausland verliehenen Studiennachweise als erforderliche bzw. als für ausreichend erachtete Befähigungsnachweise gelten sollen, wenn ihnen eine Gleichstellung beigelegt ist, die in der Deutschsprachigen, Französischen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellt worden ist.

Die vorgeschlagene Maßnahme gilt unbeschadet der Regelung in Bezug auf die Konformitätsbescheinigungen und Anerkennungen, die Studiennachweisen, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union verliehen wurden, aufgrund der Richtlinie 2005/36/EG beigelegt werden. Die Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen legt Vorschriften fest, nach denen ein Mitgliedstaat, der den Zugang zu einem reglementierten Beruf oder dessen Ausübung in seinem Hoheitsgebiet an den Besitz bestimmter Berufsqualifikationen knüpft, für den Zugang zu diesem Beruf und dessen Ausübung die in einem oder mehreren anderen Mitgliedstaaten er-

worbenen Berufsqualifikationen anerkennt, die ihren Inhaber berechtigen, dort denselben Beruf auszuüben.

Die vorgeschlagene Maßnahme soll rückwirkend zum 1. September 2024 in Kraft treten, damit Personalmitglieder, die bereits in Besitz einer Gleichstellung einer anderen Gemeinschaft sind, nicht erneut gezwungen sind, ein Gleichstellungsverfahren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu durchlaufen und keinerlei Gehaltseinbußen in Kauf nehmen müssen.

28. Anpassung der Besoldungsregelung (Artikel 85 Nummer 1 und 2 und Artikel 86)

Inkrafttreten: 1. September 2027

Bislang werden alle Personalmitglieder, die Inhaber eines von einer anerkannten Universität oder Hochschule ausgestellten Masterdiploms sind, in die Diplomstufe I eingeordnet. Masterdiplome können sich im Umfang jedoch stark voneinander unterscheiden. So gibt es Masterstudiengänge von 60, 90 oder 120 ECTS.

Vor diesem Hintergrund wird vorgeschlagen, dass künftig nur mehr Inhaber eines mindestens 90 ECTS umfassenden Masterdiploms in die Diplomstufe I eingeordnet werden. Diese Anpassung erscheint zudem angebracht, um Ungleichbehandlungen im Zuge der Reform der Lehramtsausbildung zu vermeiden. In der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde zum 1. September 2025 das Studium für Kindergärtner und Primarschullehrer auf 4 Jahre angehoben. Da nach Abschluss des Studiums ein Bachelordiplom (240 ECTS) verliehen wird, werden künftige Absolventen des 4-jährigen Studiums somit in die Diplomstufe II+ eingeordnet. In der Französischen Gemeinschaft wurde die Ausbildung für Kindergärtner, Primarschullehrer und Regenten ebenfalls auf 4 Jahre angehoben. Allerdings wird dort nach Abschluss des Studiums, dass sich aus 3 Jahren Bachelorstudium (180 ECTS) und 1 Jahr Masterstudium (60 ECTS) zusammensetzt, ein Masterdiplom verliehen. Die hierüber angeführte Anpassung der Besoldungsregelung gewährleistet, dass in besoldungsrechtlicher Hinsicht kein Unterschied zwischen Lehramtsabsolventen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Lehramtsabsolventen in der Französischen Gemeinschaft gemacht wird.

Eine Übergangsregelung sieht vor, dass Inhaber eines weniger als 90 ECTS umfassenden Masterdiploms, die vor Inkrafttreten der neuen Regelung bereits im Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft tätig waren und auf Grund Ihres Diploms in die Diplomstufe I eingeordnet wurden, auch in Zukunft in die Diplomstufe I eingeordnet werden. Sie erleiden somit keinen Gehaltsverlust infolge der Neuordnung.

Da die ersten Absolventen mit Masterdiplom frühstens ab September 2027 auf dem Arbeitsmarkt ver-

fügbare sind, besteht die Notwendigkeit diese Regelung zu ergreifen erst zu diesem Zeitpunkt. Daher schlägt die Regierung vor, das Inkrafttreten dieser Maßnahme auf den 1. September 2027 festzulegen anstatt auf den 1. September 2026, so wie es im Vorentwurf vorgeschlagen wurde.

29. Schaffung der Möglichkeit, die Subventionen für Unterrichtseinrichtungen im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel mit einem Koeffizienten versehen zu können

Infolge des Staatsratsgutachten wird die Maßnahme ersatzlos gestrichen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Maßnahme des Entwurfs hat finanzielle Auswirkungen:

Folgende Maßnahmen des Vorentwurfs haben finanzielle Auswirkungen:

1. Anhebung der Gehälter für Meister und Gesellen

Diese Maßnahme zieht finanzielle Mehrkosten von rund 70.000 Euro pro Jahr mit sich.

2. Vorübergehender Ersatz im Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters

Diese Maßnahme zieht Mehrkosten mit sich, da der Ersatz bei teilzeitiger Abwesenheit des Finanz- und Gebäudeverwalters im Amt des Finanz- und Gebäudeverwalters und nicht mehr im Amt des Aufseher-Erziehers erfolgt. Der Finanz- und Gebäudeverwalter bezieht ein höheres Barema als der Aufseher-Erzieher. Darüber hinaus ist in diesem Auswahlamt die Anerkennung von Diensten, die bei anderen Arbeitgebern erbracht wurden, breiter geregelt als im Amt des Aufseher-Erziehers.

Eine genaue Simulation der Mehrkosten ist nicht möglich, da nicht absehbar ist, wie viele Finanz- und Gebäudeverwalter künftig teilzeitig arbeiten werden.

Wenn die Regelung im Schuljahr 2024-2025 Anwendung gefunden hätte, so hätte dies bei 3 Personalmitgliedern zu höheren Gehaltskosten im Umfang von insgesamt 16.000 Euro auf Jahresbasis geführt.

3. Anpassung des Kaleido-Dekrets an die in der Praxis erprobte Tätigkeit und Organisation im Bereich der Präventionsarbeit

Infolge der Erhöhung des Stellenkapitals entstehen keine Kosten zu Lasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Vergleich zur Situation im Schuljahr 2025-2026, da die Stellen, die dekretal zusätzlich geschaffen werden, aktuell bereits in Form von SBZ-Stundenkapital gewährt werden. Mehrkosten entstehen im Falle der Einsetzung eines

zusätzlichen Zweigstellenleiters durch die anfallende Prämie in Höhe von 400 Euro brutto nicht indexiert, die der vollzeitig beschäftigte Zweigstellenleiter für seine Führungsaufgabe zusätzlich zu seinem Gehalt bezieht. Die Mehrkosten belaufen sich in diesem Fall pro Jahr auf 12.600 Euro (Betrag indexiert inkl. Arbeitgeberlasten).

4. Anpassung der Bestimmungen zur Entschädigung von Ausbildungsbegleitern im Unterrichtswesen an das neue Modell der berufspraktischen Ausbildung an der AHS

Die Mehrkosten für die Neugestaltung der berufspraktischen Ausbildung im Lehrerstudium belaufen sich auf überschlägig 146.000 Euro für die Entschädigung der Ausbildungsbegleiter gestaffelt auf vier Jahre ab dem Haushaltsjahr 2026 und im Anschluss rekurrent.

Durch die Streichung der Vergütung der Laboratorien und der Auszahlung finanzieller Mittel an die Schulen entstehen in diesen Bereichen keine Mehrkosten und Einsparungen in Höhe von überschlägig 31.000 Euro rekurrent.

5. Festlegung des Stundenkapitals im Teilzeit-Kunstunterricht

Die Verlängerung der Einfrierung des Stundenkapitals hat im Vergleich zur aktuellen Situation keine finanziellen Auswirkungen zur Folge, da sich an der zur Verfügung gestellten Stundenanzahl nichts ändert.

6. Anpassung der Festlegungsmodalitäten und Korrektur der Berechnungsweise der Funktionsmittel der Autonomen Hochschule

Die Maßnahme ist im Vergleich zur Haushaltssituation 2025 mit keinen Mehrkosten zulasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft verbunden. Im Vergleich zur dekretalen Situation bestehen Mehrkosten in Höhe von 521.000 - 429.754,46 = 91.245,54 Euro.

7. Anpassung des monatlichen Betrags der DuO-Ausbildungsförderung

Die Maßnahme ist mit Einsparungen zugunsten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft verbunden.

Nach den Schätzungen der Verwaltung kommen aufgrund der festgelegten DuO-Ausbildungsliste für das Schuljahr 2025-2026 maximal 670 Personen für die Beantragung einer DuO-Ausbildungsförderung in Frage. Die geschätzten maximalen finanziellen Auswirkungen für diese 670 potenziellen Darlehensnehmer betragen nach aktuellem Regelwerk 2.814.000 Euro für das Schuljahr 2025-2026 (670 Darlehensnehmer x 12 Monate x 350 Euro).

426 Antragsteller haben eine Zusage für das Schuljahr 2024-2025 erhalten, wovon 103 Darlehensnehmer zum Schuljahresende theoretisch ihre Ausbildung abgeschlossen haben sollten. Es bleiben folglich 323 Antragsteller übrig, die bereits im Schuljahr 2025-2026 DuO bezogen haben und somit nach Änderung des Regelwerks weiterhin 350 Euro im Monat erhalten sollen. Die für diese Darlehensnehmer entstehenden Ausgaben belaufen sich auf 1.356.600 Euro (323 Antragsteller x 12 Monate x 350 Euro).

Hinzu kommen neue Antragsteller, die auf maximal 347 Personen geschätzt werden (670 potenzielle Darlehensnehmer – 323 bereits ein Darlehen beziehende Personen). Die für diese Darlehensnehmer entstehenden Ausgaben würden sich bei Anpassung des Regelwerks auf 832.800 Euro (347 Darlehensnehmer x 12 Monate x 200 Euro) belaufen. Würden auch die neuen Antragssteller 350 Euro monatlich erhalten, beliefte sich dieser Betrag auf 1.457.400 Euro. Das maximale Einsparpotential liegt somit bei 624.600 Euro.

Für das Schuljahr 2025-2026 würden sich die geschätzten Maximalkosten für die DuO-Ausbildungsförderung bei angepasstem Regelwerk folglich auf 2.189.400 Euro (1.356.600 Euro + 832.800 Euro) belaufen. Diese Schätzung berücksichtigt nicht, dass

Darlehensnehmer im letzten Studien- oder Ausbildungsjahr lediglich Anrecht auf 10 Monate DuO-Ausbildungsförderung haben.

8. Anpassung der Titelgesetzgebung in Bezug auf gleichgestellte Studiennachweise

Die mit dem rückwirkenden Inkrafttreten verbundenen Kosten belaufen sich auf ca. 8.700 Euro.

9. Anpassung der Besoldungsregelung

Diese Maßnahme zieht Einsparungen mit sich, da künftige Neueinsteiger, die Inhaber eines Masterdiploms sind, das nach erfolgreichem Abschluss eines weniger als 90 ECTS-Punkte umfassenden Studiums verliehen wurde, nicht mehr wie bisher in die Diplomstufe I, sondern in die Diplomstufe II+ eingeordnet werden.

Es ist allerdings nicht möglich, diese Einsparungen exakt zu beziffern, da sich nicht abschätzen lässt, wie viele Neueinsteiger unter diese Regelung fallen werden.

Aktuell liegt bei einem Dienstalster von 0 Jahren die Differenz zwischen dem Barema der Diplomstufe I und der Diplomstufe II+ auf Jahresbasis bei 13.108,55 € pro VZÄ. Geht man davon aus, dass – insbesondere vor dem Hintergrund der Reform der Lehramtsausbildung in der Französischen Gemeinschaft – pro Jahr 20 Neueinsteiger mit Masterdiplom

nicht mehr in die Diplomstufe I, sondern in die Diplomstufe II+ eingeordnet werden, werden Mehrausgaben in Höhe von 262.171 € vermieden.

TOP 10: Arbeitsordnung für die Personalmitglieder des DGG Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung die Arbeitsordnung der Personalmitglieder des DGG Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In Ausführung des Gesetzes vom 8. April 1965 zur Einführung der Arbeitsordnung wird eine Arbeitsordnung für die Personalmitglieder des DGG Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Aufgrund von organisatorischen Veränderungen innerhalb des Dienstes, präzisierten Verfahren und anderen Neuerungen das Personal betreffend, war die Notwendigkeit gegeben, die derzeit gültige Arbeitsordnung des DGG Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen vom 15. Dezember 2023 zu aktualisieren. Die Arbeitsordnung bietet sowohl dem Arbeitgeber und seinen stellvertretenden Führungskräften als auch den Mitarbeitern der verschiedenen Dienste des DGGSL Rechtssicherheit und ist demnach ein fundamentales Arbeitsinstrument.

Nach Vorlage und nach Verhandlungen der Arbeitsordnung im Sektorenausschuss XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. November 2025 wurden folgende Anpassungen vorgenommen:

- Im Sinne des Bürokratieabbaus wird bei der Einstellung von neuen Mitarbeitern davon abgesehen, systematisch eine Nationalitätsbescheinigung und eine Abschrift der Geburtsurkunde einzufordern.
- Änderungen im Dienstplan werden zwischen Arbeitnehmer und direktem Vorgesetzten schriftlich festgehalten und es wird angestrebt, den Bedarfen des Arbeitnehmers Rechnung zu tragen, wenn dieser einer anderen Tätigkeit als Arbeitnehmer nachgeht.
- Entfernt sich der Mitarbeiter neben den Pausen- und Essenszeiten oder Dienstfahrten während der Arbeitszeit vom Betriebsgelände, muss vorher das Einverständnis des direkten Vorgesetzten eingeholt werden. Die Pausenzeiten werden festgelegt.
- Die Nutzung von privaten und dienstlichen Telefonen für private Zwecke ist auf ein Minimum zu beschränken. Die Arbeitnehmer, die über ein Diensttelefon verfügen, sollen während der Arbeitszeiten ihre Erreichbarkeit gewährleisten.
- Das verpflichtende Stempeln der Arbeitszeit über das digitale Zeiterfassungssystem des DGGSL wird präzisiert. Ein fehlender Stempelvorgang gilt grundsätzlich als Nachweis eines unentschuldigten Fernbleibens vom Arbeitsplatz und kann entsprechend geahndet werden, sofern keine vorherige oder unverzügliche Abmeldung beim direkten Vorgesetzten erfolgt ist. Der Nachweis einer tatsächlichen Anwesenheit obliegt dem Arbeitnehmer.
- Die Ansprechpartner für eine telefonische Abmeldung, bspw. im Krankheitsfall, werden aktualisiert. Zudem sind für die Mitarbeiter zwei Vorgesetzte bzw. Ansprechpartner präzisiert, um die Erreichbarkeit für eine Abmeldung zu erhöhen. Zur Gewährleistung der Organisation des Dienstes und zur Sicherstellung der Reaktionsfähigkeit des Vorgesetzten ist ein Anruf erforderlich.
- Aufgrund der abgeänderten Krankmeldevorgahren, die digitale Meldewege vorsieht, sowie aufgrund der nicht besetzten Stelle des Kontrollarztes, wurden die Modalitäten inkl. Anlage zum Abmeldevorgahren bei Krankheit aktualisiert.
- Die für einen während der Arbeitszeit erfolgten Einsatz für Feuerwehr- oder Sanitätsdienste der HLZ DG (Hilfeleistungszone der Deutschsprachigen Gemeinschaft) benötigte Zeit wird mit Arbeitszeit gleichgestellt und entsprechend vergütet.
- Die Regelungen zum Anrecht auf gesetzliche und vertragliche Feiertage werden präzisiert und transparent erläutert.
- Die Prozedur zur Beantragung und Genehmigung von Urlauben wird verbindlich in der Arbeitsordnung festgelegt inkl. der Einführung von Fristen im Sinne einer problemlosen Organisation des Dienstes.
- Für die Gewährung eines Sonderurlaubs wird schwerer Sachschaden am Besitz des Personalmitglieds, wie bspw. Schäden an der Wohnung oder am Haus durch Feuer oder Naturkatastrophen, in die Liste der Gründe aufgenommen.
- Die Gelegenheitsurlaube bei Eheschließung werden den Regeln des Unterrichtswesens angeglichen und erhöht.
- Der Zugang zur klassischen Laufbahnunterbrechung sowie zu den thematischen Laufbahnunterbrechungen wird in die Arbeitsordnung aufgenommen.
- Im Zuge der Arbeitszeiterfassung mit einhergehenden Über- und Minusstunden wird in der Arbeitsordnung festgehalten, dass andere Aufgaben im Dienst, die mit den beruflichen und physischen Fähigkeiten des Arbeitnehmers vereinbar sind, wahrgenommen werden können. Dies ergibt sich bspw.,

wenn nicht ausreichend Arbeit für die Haupttätigkeit des Mitarbeiters organisiert werden kann.

- Die Schließung der Zentralküche während der Kalenderwoche des 21. Juli wird in der Arbeitsordnung festgehalten.
- Die Möglichkeit zur Telearbeit wird über die Arbeitsordnung eingeführt.
- Das Tragen von Schmuck in der Küche wird aus Gründen der Lebensmittelsicherheit und Hygiene gemäß Empfehlungen der AFSCA (Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire) untersagt. Ein glatter Ehering darf allerdings getragen werden, sofern keine hygienischen oder sicherheitsrelevanten Bedenken bestehen.
- Für die Festlegung der Löhne wird ein neues Barema (587) in die Arbeitsordnung aufgenommen, auf das fortan zugegriffen werden kann.
- Der Lohnzettel wird elektronisch zur Verfügung gestellt. Im Problemfall kann sich der Arbeitnehmer bei der Verwaltung von Service und Logistik oder bei der Personalverwaltung im Fachbereich Unterrichtspersonal melden.
- Missverständliche Formulierungen werden aufgehoben, so dass der Unterschied zwischen befristeten Verträgen und Ersatzverträgen deutlich ist.
- Die Disziplinarverfahren werden präzisiert. Die verschiedenen Strafen stellen keine verpflichtende Eskalationsabfolge dar und der Arbeitgeber ist unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit berechtigt, die nach seiner Einschätzung angemessene Disziplinarmaßnahme frei zu wählen, ohne zuvor zwingend eine mildere Maßnahme angewendet zu haben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine

TOP 11: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret zur Förderung des Tourismus vom 23. Januar 2017 legt in Artikel 11 die Betriebsbedingungen für touristische Unterkünfte fest. Der Erlass vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekretes legt die Prozedur zur Registrierung fest sowie die Mindestanforderungen, die Unterkünfte in den unterschiedlichen Kategorien erfüllen müssen.

Die Überarbeitung des Erlasses ist erforderlich aus folgenden Gründen:

- a) Die EU-Verordnung 2024/1028 über die Erhebung und den Austausch von Daten im Zusammenhang mit Dienstleistungen der kurzfristigen Vermietung von Unterkünften vom 11.04.2024 sieht für die befugten Behörden vor, dass ab Mai '26 die Registrierung einer touristischen Unterkunft digital möglich und dass die Ausstellung einer Registrierungsnummer automatisch erfolgen muss (Artikel 1).
- b) Für Registrierung und Einstufung von Hotel-Betrieben liegt ein neuer Kriterienkatalog 2025-2030 der *Hotelstars Union* vor. Auf die Anwendung dieser Kriterien haben sich alle belgischen Teilstaaten geeinigt. In der Anlage wird der gesamte Kriterienkatalog 2025 bis 2030 verabschiedet. Im vorliegenden Änderungserlass werden die Änderungen bei den Mindestkriterien aufgelistet. Mindestkriterien sind alle die Kriterien, die im Hotelstars-Katalog mit einem „M“ bzw. als Mindestkriterium für einen Stern festgelegt sind. Ein Hotel-Betrieb in der Deutschsprachigen Gemeinschaft muss diese Kriterien erfüllen, wenn er als Hotel registriert und auf dem Tourismusmarkt angeboten wird (Artikel 2).
- c) In der Unterkunfts-kategorie „saisonal“ können Unterkünfte nun ganzjährig angeboten werden, wenn diese beheizt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Eine Verabschiedung des vorliegenden Vorentwurfes hat keine finanziellen Auswirkungen auf den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 12: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit, wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit legt die Zusammensetzung des durch das Dekret vom 27. Februar 2023 geschaffenen Beirats für Gesundheit fest.

Das derzeit nicht benannte Mandat des effektiven Vertreters des leitenden Verwaltungspersonal der Klinik Sankt Josef soll durch Frau Lola Van Rampelbergh wahrgenommen werden.

Das Verwaltungsorgan der Klinik St. Josef hat in seiner Sitzung vom 11. Februar 2026, Frau Lola Van Rampelbergh, neue Generaldirektorin, mit der Wirkung vom 23. Februar 2026 als Ersatz von Herr Gaëtan Dumoulin, ausgeschiedener Generaldirektor, ersetzt und als effektives Mitglied für den Beirat für Gesundheit vorgeschlagen.

Zudem legt Herr Barry Baumsteiger die Funktion des Sekretärs des Beirates für Gesundheit nieder, da er andere Aufgaben im Fachbereich wahrnehmen wird und wird ersetzt durch Frau Karin Cormann.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 13: Geschätztes Budget zur Deckung der Rückforderungen des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) im Rahmen der Langzeitrehabilitation im Ausland für den Zeitraum 1. April 2026 bis 31. Dezember 2026 - Mittelbindung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Mittelbindung des geschätzten Budgets zur Deckung der Rückforderungen des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) im Rahmen der Langzeitrehabilitation im Ausland.

Die Regierung gewährt dem Landesinstitut für Invaliden- und Krankenversicherung (LIKIV/INAMI), Avenue Galilée 5/01 in 1210 Brüssel auf Vorlage von belegten Rückforderungen einen Betrag in Höhe von 870.687,60 EUR für den Zeitraum vom 1. April 2026 bis zum 31. Dezember 2026 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen der 6. Staatsreform wurde die Zuständigkeit der Langzeitrehabilitation vom Föderalstaat an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen.

Ab dem 1. Januar 2020 findet der Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019 zur übergangsweisen Regelung des Verfahrens zur Erlangung einer Vorabgenehmigung oder Zustimmung zwecks Kostenübernahme oder Kostenbeteiligung für eine Langzeitrehabilitation im Ausland Anwendung.

In diesem Kontext obliegt es dem Fachbereich Gesundheit und Senioren, die Anträge auf Genehmigung einer Langzeitrehabilitationsmaßnahme (ca. 130/Jahr) von der Anfrage des jeweiligen Antragstellers bis hin zur Begleichung der Kosten des ausländischen Leistungsträgers, welche durch das LIKIV eingefordert werden, zu verwalten.

Im Rahmen der Verwaltungsvereinfachung und im Hinblick darauf, dass insbesondere die Generierung der einzelnen Finanzakten im Buchhaltungssystem SAP mit einem hohen Zeitaufwand verbunden ist, wird in Absprache mit dem Rechnungshof eine Vereinfachung der Prozedur herbeigeführt.

Derzeitiges Verfahren – endet zum 31. März 2026:

- Der Bürger reicht einen Antrag auf Genehmigung einer Langzeitrehabilitation im Ausland ein.
- Der Fachbereich Gesundheit und Senioren prüft, ob der Antrag vollständig ist. Ist dies nicht der Fall, wird eine Aufforderung zur Nachreichung von Unterlagen versandt.
- Bei Anträgen, die nicht eindeutig definiert sind, wird ein Gutachten eingeholt.
- Nach Aktenprüfung erstellt die Verwaltung einen Bescheid mit entweder einer positiven Entscheidung oder einer Ablehnung.
- Im Falle einer Ablehnung wird ein formeller Bescheid verfasst und ein Einschreiben versandt.
- Im Falle einer Genehmigung wird ein Vorgang in SAP angelegt. Eine spezielle Erweiterung in SAP ermöglicht die Erfassung der Daten und die Festlegung der Mittel über SAP in anonymisierter Form, was Angaben zum Antragsteller betrifft. Das System generiert automatisch die für die Akte notwendigen Dokumente (Beschluss, S2, positive Entscheidung, Beschluss, Vermerk, Schreiben an die Einrichtung),
- Die Dokumente werden anschließend an die betroffene Person bzw. die Reha-Einrichtung versandt.

Neues Verfahren - beginnt zum 1. April 2026:

Schritt 6 ist besonders aufwändig, da SAP sehr langsam ist und das Laden der Dokumente viel Zeit in Anspruch nimmt.

Im Hinblick darauf, den Zeitaufwand für Schritt 6 zu minimieren, wird fortan eine jährliche Pauschalsumme für alle Rehabilitationsgenehmigungen festgelegt, die dem LIKIV über SAP zugewiesen wird und dem Gesamtbetrag des Haushaltspostens entspricht.

Es handelt sich dabei um eine Schätzung des Gesamtvolumens zur Deckung der Rückforderungen, die das Landesinstitut für Invaliden- und Krankenversicherung (LIKIV) im Rahmen der Langzeitrehabilitation im Ausland aufgrund von Vorabgenehmigungen oder Zustimmungen zwecks Kostenübernahme oder Kostenbeteiligung für eine Langzeitrehabilitation im Ausland geltend macht.

Eine detaillierte Aufstellung der Ausgaben, die aufgrund der genehmigten Langzeittherapien entstanden sind, wird durch den Fachbereich zu Beginn des folgenden Jahres mittels Vorlage einer Excel-Datei belegt. Diese Datei wird vorliegender Finanzakte zu gegebenem Zeitpunkt in SAP angefügt.

Das angepasste Vorgehen würde demnach wie folgt aussehen:

Ausgehend von der jährlichen Festlegung:

- Der Bürger reicht einen Antrag auf Genehmigung einer Langzeitrehabilitation im Ausland ein.
- Der Fachbereich Gesundheit und Senioren prüft, ob der Antrag vollständig ist. Ist dies nicht der Fall, wird eine Aufforderung zur Nachreichung von Unterlagen versandt.
- Bei Anträgen, die nicht eindeutig definiert sind, wird ein Gutachten eingeholt.
- Nach Aktenprüfung erstellt die Verwaltung einen Bescheid mit entweder einer positiven Entscheidung oder einer Ablehnung.
- Im Falle einer Ablehnung wird ein formeller Bescheid verfasst und ein Einschreiben versandt.
- Im Falle einer Zustimmung würden nur die für den Vorgang erforderlichen Dokumente erstellt (Beschluss, S2, positive Entscheidung, Erlass, Vermerk, Schreiben an die Einrichtung). Es würde kein expliziter SAP-Vorgang angelegt.
- Die Dokumente werden anschließend an die betroffene Person bzw. die Reha-Einrichtung versandt.

Mittelbindung für das Jahr 2026:

Der festzulegende Betrag von 870.687,60 EUR entspricht dem Saldo, das zwischen den bereits festgelegten Akten seit dem 1. Januar 2026 und dem 31. März 2026 entstanden ist (1.020.000, - EUR – 149.312,40 EUR) und soll die Kosten, die während der Monate April bis Dezember 2026 im Rahmen der Langzeitrehabilitation entstehen, abdecken.

Die neue Vorgehensweise wurde mit der Finanzinspektion, dem Fachbereich Finanzen und Haushalt sowie dem Rechnungshof konzertiert. Nachfolgende Bemerkungen wurden bei der Neugestaltung des Ablaufs berücksichtigt:

- Die Verwendung der Mittel muss in jedem einzelnen Fall ordnungsgemäß begründet

werden. Dazu wird u.a. das Verwaltungsgutachten pro Akte weiterhin erstellt. Die Nachverfolgung kann, außerhalb von SAP erfolgen und steht den zuständigen Instanzen auf Anfrage zur Kontrolle zur Verfügung. Die Einzelzuschüsse werden dazu in einer Excel-Datei dokumentiert.

- Darüber hinaus unterliegt die Dokumentation den für Buchhaltungsunterlagen geltenden Aufbewahrungsvorschriften.
- Die Unterlagen zu einem bestimmten Geschäftsjahr (N) müssen für den Haushaltsabschluss (15. Februar N+1) budgetär verbucht werden.
- Danach wird die MB auf HH-Jahr N+1 übertragen und die AE des HH-Jahres N können nicht mehr belastet werden.
- Vorläufige Mittelbindungen stellen im Haushaltsrecht weiterhin eine Ausnahme dar;
- Die Genehmigung vorläufiger Mittelbindungen unterliegt weiterhin dem Grundsatz der Mittelbindung. Wird ein unzureichender Saldo festgestellt, muss eine neue Mittelbindung vorgenommen werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Haushaltsjahr: 2026

Finanzstelle: 50.16

Finanzposition: 42.21

Zuschuss: 870.687,60 €

TOP 14: Erlass der Regierung zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten vom 23. März 1970

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten vom 23. März 1970.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Artikel 10 Nummer 3 und Artikel 10 bis regelt der o.e. Ministerielle Erlass die Norm zur Festlegung der Anzahl Gruppenleiter. So beträgt die Betreuungsnorm 1 Vorarbeiter für 10 PMU's und ab einer neuen Gruppe von 6 Arbeitern kann ein weiterer Vorarbeiter bezuschusst werden.

Hiermit wird die Anzahl bezuschusster Vorarbeiter auf den Stand vom ersten Quartal 2025 fixiert, was der DSL ermöglicht, mit den verfügbaren Mitteln zu haushalten.

Dadurch wird auch den Beschützenden Werkstätten ermöglicht, in wirtschaftlich schwierigeren Zeiten, die durch Kurzarbeit gekennzeichnet sind und sich sehr wahrscheinlich mittelfristig nicht verbessern, das von ihnen ausgebildete Gruppenleiterpersonal finanzieren zu können.

Der Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben hat in seiner Sitzung vom 23. Januar 2026 die Note diskutiert und sein positives Gutachten im Umlaufverfahren vom 5. Februar 2026 abgegeben.

Im Anschluss an die zweite Lesung wurde der Vorwurf dem Staatsrat zur Begutachtung vorgelegt. Dieser hat sein positives Gutachten Nr. 79.049/16 am 26. März 2026 abgegeben und hatte keinerlei Bemerkungen zu den vorgelegten Bestimmungen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Im Haushalt 2026 sind die Mittel vorhanden, um die Zuschüsse für die Vorarbeiter in den drei Beschützenden Werkstätten der Deutschsprachigen Gemeinschaft zum Stand vom 1. Quartal 2025 auszahlen zu können.

TOP 16: Dekretentwurf zur ersten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026 sowie Infrastrukturplan

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Dekretentwurf zur ersten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026 sowie den Infrastrukturplan.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Siehe Haushaltsdokumente.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Gemäß der Haushaltsplanung wie im Haushalt abgebildet.



Mitteilung vom 28.04.2026

Lutte contre les nuisances : forte augmentation des sanctions administratives communales au cours des cinq dernières années

Près de 98 % des communes belges infligent aujourd'hui des sanctions administratives communales (amendes SAC). Ainsi, entre 2020 et 2025, plus de 5,18 millions d'amendes ont été infligées pour des infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour des violations de signaux routiers. Le nouveau rapport quinquennal du SPF Intérieur sur l'application de la loi SAC offre un état des lieux actualisé de l'utilisation de cet instrument important au service de la qualité de vie locale.

Réforme du paysage hospitalier belge : outil de simulation

À la demande de la Conférence interministérielle (CIM) Santé publique, un groupe d'experts a publié, à la fin de 2025, un avis sur la réforme du paysage hospitalier belge.

Mitteilung vom 27.04.2026

Résultats de l'adjudication OLO du 27 avril 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 2.995 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 2.85% 22/10/2034 (OLO 100)
ISIN Code : BE0000360694 - 22/10/2034
Montant accepté (EUR milliards) : 0.949
Rend. moyen pondéré: 3.375%
Bid-to-cover ratio : 1.41

OLO 3.10% 22/06/2035 (OLO 103)
ISIN Code : BE0000363722 - 22/06/2035
Montant accepté (EUR milliards) : 1.146
Rend. moyen pondéré: 3.468%
Bid-to-cover ratio : 1.38

OLO 4.35% 22/06/2056 (OLO 107)
ISIN Code : BE0000367764 - 22/06/2056
Montant accepté (EUR milliards) : 0.900
Rend. moyen pondéré: 4.394%
Bid-to-cover ratio : 1.68

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/OLO ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Auctions

Mitteilung vom 26.04.2026

Adjudication OLO du 27 avril 2026 : montant à adjuger

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 27 avril 2026, est de EUR 2.6/3 milliards

3 lignes d'OLO seront adjugées :

1. OLO 2.85% 22/10/2034 ISIN BE0000360694 (OLO 100)
2. OLO 3.10% 22/06/2035 ISIN BE0000363722 (OLO 103)
3. OLO 4.35% 22/06/2056 ISIN BE0000367764 (OLO 107)

Mitteilung vom 24.04.2026

Avantages extra-légaux : deux voitures de société sur trois sont désormais vertes

Les titre-repas restent incontestablement l'avantage extralégal le plus populaire auprès des employeurs belges. L'usage privé d'une voiture de société reste stable mais la rapidité avec laquelle le verdissement progresse au sein du parc automobile est frappante : deux voitures sur trois sont électriques ou hybrides. C'est ce qui ressort des deux études publiées aujourd'hui par l'Office national de sécurité sociale (ONSS) sur son site.

Conseil des ministres du 24 avril 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 24 avril 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Réforme de la section Besoins de financement des pouvoirs publics du Conseil supérieur des Finances

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal ayant pour objectif principal de réformer et renforcer le secrétariat de la Section permanente Besoins de financement des pouvoirs publics du Conseil supérieur des Finances.

Marché public pour la Police fédérale

Sur proposition du ministre de la sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public de fournitures pour la Police fédérale, pour l'acquisition de pièces détachées, d'huiles, de lubrifiants et de consommables pour automobile.

Mise à jour de la loi organique des services de renseignement et de sécurité

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à implémenter diverses modifications techniques et juridiques et à mettre à jour la loi organique des services de renseignement et de sécurité au regard de l'émergence de nouvelles menaces et nouvelles technologies.

Modification de dispositions relatives aux examens linguistiques militaires

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux examens linguistiques militaires.

Mise en place d'une allocation d'éloignement forfaitaire pour certains membres du personnel des Forces armées

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise la mise en place d'une allocation d'éloignement forfaitaire pour certains membres du personnel des Forces armées.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics en faveur de la Défense.

Marché public pour la fourniture de cartes pour carburants et chargement à des bornes électriques

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public concernant la fourniture des cartes pour prélèvement de carburants à des pompes et chargement à des bornes électriques.

Travaux de première installation dans la Tour des Finances et à Eurostation

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord de principe sur la faisabilité juridique et financière de l'application de l'article 38/2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 relatif à la passation des marchés publics, concernant l'extension des marchés de travaux existants dans les bâtiments Tour des Finances et Eurostation, en cours d'exécution, à la lumière des récentes mesures d'économies prises par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la Régie des bâtiments.

Allongement et flexibilisation du congé pour aidants proches

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant l'allongement et la flexibilisation du congé pour aidants proches.

Dispositions diverses en matière de santé

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenboruycke, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi portant des dispositions diverses en matière de santé.

Administratieve vereenvoudiging in het UBO-register

De ministerraad keurt op voorstel van minister van Financiën Jan Jambon een ontwerp van koninklijk besluit goed dat als doel heeft een administratieve vereenvoudiging te realiseren op het vlak van het UBO-register.

Contribution des titulaires de licence aux frais de la Commission des jeux de hasard pour 2026

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-Lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi confirmant l'arrêté royal du 11 mars 2026 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence pour l'année civile 2026.

Avenants au contrat de performance d'Infra-bel et au contrat de service public de la SNCB

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal approuvant le premier avenant au contrat de performance 2023-2032 d'Infra-bel et le premier avenant au contrat de service public 2023-2032 de la SNCB.

Modifications relatives aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services - Deuxième lecture

Sur proposition de la ministre des Classes moyennes Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi qui, dans le cadre de l'accord de gouvernement, adapte la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en vue de moderniser un cadre législatif qui n'est plus adapté aux évolutions du commerce de détail ni aux attentes des consommateurs de ces 20 dernières années.

Réforme de la cotisation annuelle à charge des sociétés

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a ap-

prouvé un avant-projet de loi adaptant la cotisation annuelle à charge des sociétés afin de mettre en œuvre l'engagement pris dans l'accord de gouvernement 2025-2029.

Intervention de Finexpo dans trois demandes de crédit à l'exportation

Sur proposition du ministre chargé du Commerce extérieur Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur trois demandes de crédit à l'exportation.

Mitteilung vom 23.04.2026

Impact environnemental des soins de santé : il est temps d'agir !

Au-delà de leur précieuse contribution à la société, les soins de santé sont aussi un secteur d'activité économique majeur, avec l'inévitable impact environnemental qui en découle en termes d'émissions de gaz à effet de serre, d'utilisation de ressources ou de production de déchets. Alors que la thématique est plus que jamais d'actualité, personne ne sait finalement très bien si le système de soins de santé belge est un peu, beaucoup ou pas du tout soutenable d'un point de vue environnemental. Pour combler cette lacune, le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) a identifié une série d'indicateurs prometteurs pour évaluer sept facettes de la soutenabilité environnementale du secteur. Ce cadre théorique a servi de base à une première évaluation encore très préliminaire, la disponibilité de données de haute qualité et de points de comparaison étant actuellement limitée. Bilan ? Sur seize indicateurs évalués, huit sont dans le rouge, un seul dans le vert et sept ne sont pas notés faute d'un point de référence adéquat. Ces résultats sont à prendre avec une extrême prudence, mais il est évident que les efforts pour réduire les émissions et l'empreinte environnementale des soins de santé doivent être intensifiés.

Mitteilung vom 22.04.2026

Le Médiateur fédéral souligne l'importance pour les autorités de répondre aux attentes légitimes des citoyens.

Aujourd'hui (mercredi 22 avril 2026), le Médiateur fédéral présente son Rapport annuel 2025 à la Chambre des représentants. Pour les médiateurs fédéraux Jérôme Aass et David Baele, « une administration fiable » constitue le fil conducteur de ce rapport. Les plaintes des citoyens et des entreprises, ainsi que les signalements de lanceurs d'alerte, constituent des signaux qui offrent l'opportunité de renforcer la fiabilité des autorités. « Les citoyens et les entreprises doivent pouvoir compter sur les autorités. Quiconque introduit une demande, paie des impôts, a besoin d'une allocation, demande un visa, etc., s'attend à de la clarté, de la prévisibilité et un traitement correct et consciencieux dans un délai raisonnable », soulignent les médiateurs.



Belgische Nationalbank

Les ménages belges détiennent plus de parts de fonds d'investissement au quatrième trimestre 2025.

27 avr 2026 - 11:00

- Au cours du quatrième trimestre 2025, les ménages belges ont nettement augmenté leur détention de parts de fonds d'investissement (+8,5 milliards d'euros dont +2,8 milliards pour les fonds belges) pour atteindre un total de 331,8 milliards (dont 152,4 milliards pour les fonds belges).
- À la fin du quatrième trimestre 2025, le montant total des parts émises par les fonds d'investissement belges s'élevait à 286,7 milliards d'euros soit une hausse de 13,3 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent.

... [lire plus](#)

Méfiez-vous des publicités sur les réseaux sociaux contenant des deepfakes du gouverneur Pierre Wunsch

24 avr 2026 - 13:00

La BNB est actuellement la cible de nombreuses pratiques frauduleuses. Articles falsifiés et publicités mensongères circulent ainsi sur les réseaux sociaux au sujet de la BNB et de son gouverneur, Pierre Wunsch, de même que de faux profils. Ces publicités, qui contiennent des images truquées créées à l'aide de l'IA, renvoient plus précisément vers des plateformes frauduleuses d'investissement et de cryptomonnaies. ... [lire plus](#)

Déjà faible, la confiance des chefs d'entreprise recule légèrement en avril

24 avr 2026 - 15:00

- Le baromètre de conjoncture ne parvient pas à sortir de l'impasse et, après avoir enregistré une quasi-stabilisation en mars, il s'est encore légèrement contracté.
- Le climat des affaires s'est dégradé dans toutes les branches d'activité, hormis dans l'industrie manufacturière, qui a enregistré une amélioration pour le deuxième mois consécutif.
- Le taux d'utilisation des capacités de production a régressé dans l'industrie manufacturière.

En avril, la confiance des chefs d'entreprise dans les services aux entreprises a continué de s'éroder, accusant un déclin plus marqué encore qu'au cours des quatre mois précédents. Tous les indicateurs se sont détériorés. ... [lire plus](#)

Comptes non financiers des secteurs institutionnels – Quatrième trimestre de 2025

23 avr 2026 - 11:00

- Le taux d'épargne des ménages s'affiche en hausse au quatrième trimestre de 2025. Sur l'ensemble de l'année 2025, il reste stable par rapport à l'année précédente, soit 12,8 %.

- Le taux d'investissement des sociétés non financières poursuit sa hausse. Sur l'ensemble de l'année 2025, il s'établit à 27,4 %, contre 27,0 % en 2024.

- Le déficit des administrations publiques continue à se creuser. Il atteint 5,2 % du PIB pour l'année 2025.

... [lire plus](#)

Nouveau repli de la confiance des consommateurs en avril

22 avr 2026 - 11:00

- La confiance des consommateurs est tombée à son niveau le plus bas depuis avril 2025.
- Les craintes relatives au chômage s'intensifient. Les ménages se montrent par ailleurs plus négatifs quant à leur capacité d'épargne et à leur situation financière globale.
- La conjoncture économique générale continue d'être considérée avec pessimisme.

La confiance des consommateurs a reculé pour le troisième mois consécutif. Au niveau macroéconomique, les inquiétudes relatives au chômage sont en hausse. L'évaluation de la situation économique générale s'améliore par rapport au mois dernier, même si la tendance reste au pessimisme.

... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 24 april 2026

- Implementatie van het decreet van 30 maart 2007 betreffende de Brownfieldconvenanten Goedkeuring Addendum aan brownfieldconvenant 120. Mechelen – Raghenio III
- Implementatie van het decreet van 30 maart 2007 betreffende de Brownfieldconvenanten Goedkeuring Addendum 1 aan Brownfieldconvenant 190. Drongen – site Bostoan
- Implementatie van het decreet van 30 maart 2007 betreffende de Brownfieldconvenanten
- Implementatie van het decreet van 30 maart 2007 betreffende de Brownfieldconvenanten
- Implementatie van het decreet van 30 maart 2007 betreffende de Brownfieldconvenanten
- Beroep tegen het besluit van de gemeenteraad van de stad Antwerpen van 30 september 2024 betreffende de wijziging van het gemeentelijk rooilijnplan 'LINKEROEVER – OPENEN VAN STRATEN OP DE GRONDEN VAN IMALSO' zoals goedgekeurd bij Koninklijk Besluit op 2 juli 1937 naar aanleiding van de omgevingsvergunningaanvraag OMV_2023133255. Scheldeboorden Noord (2024_GR_00525)

- Aanduiding van een nieuwe vertegenwoordiger in de "EGTS West-Vlaanderen – Flandre Dunkerque Côte d'Opale (Euroflandria)"
- Vlaams Beleidsplan Cybersecurity: subsidie Onderzoeksprogramma Cybersecurity en het Flankerend Beleid Cybersecurity
- Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (FWO): subsidiëring programma bilaterale onderzoekssamenwerking
- Vlaamse Hogescholenraad: subsidie project 'Van Kennis Naar Impact'
- Wijzigingen regelgeving werking beslissingscomité Fonds voor Innoveren en Ondernemen en steunregelgeving TETRA, Strategische Transformatiesteun en Ecologiesteun
- Ondernemerschapsbevordering
- Vlaams Handhavingsplatform (VHP)
- Digitaal Veilig Vlaanderen: wijziging Bestuursdecreet ikv Vlaams digitaal veiligheidsbeleid en oprichting Vlaams Centrum voor Digitale Veiligheid
- Digitaal Veilig Vlaanderen: Vlaamse beleidsstrategie digitale veiligheid
- Digitaal Veilig Vlaanderen: werking Vlaams Centrum voor Digitale Veiligheid
- Interuniversitair Micro-Elektronica Centrum vzw (IMEC vzw): vervanging regeringsafgevaardigden en voordracht vertegenwoordiger
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021: toewijzingsregels sociale huurwoningen
- Samenwerkingsakkoord CBAM
- Lokale diensteneconomie-ondernemingen: subsidie uitvoering VIA4, VIA5 en VIA6
- Wijziging Vlaams personeelsstatuut (VPS): flexibilisering mantelzorgverlof
- Billijke omgang met vergissingen van burgers
- Wijziging Vlaams Personeelsstatuut (VPS): beschikbaar houden operationele loodsen voor uitzonderlijke transporten Oosterweelverbinding en toelage technische bekwaamheid verkeersleiders centrale Zelzate
- Samenwerkingsovereenkomst Agentschap Integratie en Inburgering (AgII)
- Wijziging besluit vaststelling erkennings-, uitvoerings- en subsidiëeringsvoorwaarden LEADER-gebieden: technische wijzigingen en verduidelijkingen
- Klokkenluiders
- Schuldovername vrijwillige samenvoeging gemeenten
- Voorontwerp van decreet over beloningstransparantie en maatregelen voor een gelijke beloning
- Wijziging steun erkende dierenasielen
- Talentcenters
- Vlaamse toetsen
- Wijziging organisatiebesluit toegangsexamens arts, tandarts en dierenarts: interne beroepsprocedure en vergoedingen externe leden interne beroepsinstantie
- Addendum Monitoring en projecties bij convenant Expertisecentrum Onderzoek en Ontwikkelingsmonitoring (ECOOM)
- Regels spelling en spraakkunst
- Wijziging Jeugddelinquentiedecreet
- Wijziging oprichtingsdecreet Adviescommissie voor Voorzieningen van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en (Kandidaat-)pleegzorgers
- Harmonisatie werking, presentiegelden en vergoedingen adviesorganen: wijzigingsbesluit
- Restitutiedecreet naziroofkunst
- Subsidie Stichting Kankerregister
- Subsidies uitvoering VIA-3, VIA-4, VIA-5 en VIA-6
- Budget uitvoering VIA6
- CAW bisenveloppe 2026
- Vlaams Patiëntenplatform: werkingssubsidie 2026
- Onlinehulpverlening geestelijke gezondheidszorg (GGZ)
- Voorontwerp van decreet over de verwerking en deling van de geboorte- en sterftegegevens
- Subsidie academische werkplaats deïnstitucionalisering "Ruimte voor handicap"
- Aanpassingen Decreet Algemene Bepalingen Milieubeleid (DABM) en Decreet duurzaam beheer materiaalkringlopen en afvalstoffen: omzetting Europese regelgeving en versterking asbestaafbouwbeleid
- Stopzetting subsidie opmaak gemeentelijk RUP's en Register Onbebouwde Percelen (ROP): wijzigingsbesluit
- Verlenging van de beslissingstermijn voor definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Herkenrodebossen en Wijerbos'
- Wijziging diverse besluiten sectorale regelgeving landbouw
- Verlenging van de beslissingstermijn voor definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Mondingsgebied Grote Nete'
- Wijziging Interregionaal Samenwerkingsakkoord preventie en beheer verpakkingafval: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Overdracht personeelsleden Departement Omgeving naar Agentschap Natuur en Bos
- Vervoer met langere en zwaardere slepen (LZV's/eco-combi's): wijzigingsbesluit verlenging tweede proefproject

- Vaststelling van de algemene erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden voor de georganiseerde sportsector
- Uitbereiding technische controles langs de weg (wegkantcontroles) van bedrijfsvoertuigen met lichte vrachtwagens, categorie N1: wijzigingsbesluit
- Algemene vergadering van de Beheersmaatschappij Antwerpen Mobiel (BAM NV van publiek recht): benoeming onafhankelijke bestuurders
- Licentie televisieomroepnetwerk en bijbehorende zendvergunningen
- Digitaal frequentieplan televisieomroepnetwerken
- FM Frequentieplan
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het decreet van 29 maart 2024 over het vervoer van koolstofdioxide via pijpleidingen in het Vlaamse Gewest, wat het versneld operationaliseren en marktklaar maken van pijpleidingeninfrastructuur betreft, aangenomen door het Vlaams Parlement op 22 april 2026
- Oprichting Vlaams fonds voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil
- Financiering zorg bij gebruik zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat: ontwerp instemmingsdecreet gewijzigde samenwerkingsakkoord
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 24.04.2026

Licences d'armes et de défense : le Gouvernement wallon modernise son cadre réglementaire

Le Gouvernement wallon a adopté un avant-projet de décret visant à moderniser les règles encadrant les mouvements de produits liés à la défense et aux armes civiles afin de rendre le système d'autorisations plus efficace, de simplifier les procédures et de mieux les adapter aux réalités du secteur, dans le strict respect des principes éthiques, des engagements internationaux et d'un contrôle démocratique renforcé. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 92 vom 24. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
9. April 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit**, S. [23235](#).

N. 94 vom 28. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Lokale Behörden, S. [23648](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 91 vom 23. April 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
17. Dezember 2024 - **Königlicher Erlass zur Aufnahme der Einnahmeregeln in den Königlichen Erlass zur Ausführung des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen und zur Bestimmung der Funktionsweise des Mehrwertsteuerrückstellungskontos** - Deutsche Übersetzung, S. [22946](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie
6. Oktober 2025 - **Königlicher Erlass zur Abänderung bestimmter Teile der Bücher 1 und 2, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 8. September 2019 zur Festlegung von Buch 1 über elektrische Niederspannungs- und Kleinspannungsanlagen, von Buch 2 über elektrische Hochspannungsanlagen und von Buch 3 über Anlagen für die Übertragung und Verteilung elektrischer Energie** - Deutsche Übersetzung, S. [22952](#).

N. 92 vom 24. April 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
9. April 2024 - **Gesetz zur Festlegung der Grundsätze für die Auslosung natürlicher Personen für die gemischten Kommissionen und die Bürgerpanels, die auf Initiative des Senats organisiert werden** - Deutsche Übersetzung, S. [23161](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
14. April 2024 - **Gesetz zur Abänderung des allgemeinen Gesetzes vom 18. Juli 1977 über**

Zölle und Akzisen hinsichtlich der Sanktionen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen - Deutsche Übersetzung, S. [23164](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
7. Mai 2024 - **Gesetz zur Stärkung der föderalen Politik im Bereich Behinderung** - Deutsche Übersetzung, S. [23169](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
16. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes und zur Abänderung des Gesetzes vom 6. Dezember 2005 über die Verteilung eines Teils der föderalen Einnahmen in Sachen Verkehrssicherheit im Hinblick auf die Anwendbarmachung der Modalitäten für die Fusion oder Entfusionierung von Polizeizonen auch auf Eingemeindepolizeizonen und im Hinblick auf die Aktualisierung der Übergangsregeln** - Deutsche Übersetzung, S. [23170](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
25. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung von Buch XV des Wirtschaftsgesetzbuches und des Gesetzes vom 27. März 2023 über den Schutz des Berufs und des Titels des Landmesser-Gutachters und zur Schaffung einer Kammer der Landmesser-Gutachter** - Deutsche Übersetzung, S. [23172](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
28. Juli 2025 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes und des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Transport gasförmiger und anderer Produkte durch Leitungen im Hinblick auf die telefonische und elektronische Erreichbarkeit von Energieversorgern** - Deutsche Übersetzung, S. [23173](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
12. Mai 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. August 2002 zur Festlegung der Regelung und der Arbeitsweise, die auf die auf belgischem Staatsgebiet gelegenen und vom Ausländeramt verwalteten Orte anwendbar sind, an denen ein Ausländer in Anwendung der in Artikel 74/8 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern erwähnten Bestimmungen inhaftiert, zur Verfügung der Regierung gestellt oder festgehalten wird, und des Königlichen Erlasses vom 14. Mai 2009 zur Festlegung der Regelung und der Nutzungsregeln, die auf die Unterbringungsorte im Sinne von Artikel 74/8 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern anwendbar sind** - Deutsche Übersetzung, S. [23179](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

18. Mai 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2002 zur Schaffung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres** - Deutsche Übersetzung, S. [23181](#).

N. 93 vom 27. April 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

12. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern und des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern in Bezug auf die proaktive Rückkehrpolitik** - Deutsche Übersetzung, S. [23381](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

16. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 25. Dezember 2016 über die Verarbeitung von Passagierdaten** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [23388](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

25. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern** - Deutsche Übersetzung, S. [23390](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt

3. Juni 2024 - **Königlicher Erlass über Einwegkunststoffartikel** - Deutsche Übersetzung, S. [23418](#).

Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte

20. Juli 2023 - **Königlicher Erlass über die Anwendung eines Eigenkontrollsystems in der Öffentlichkeit zugänglichen Apotheken** - Deutsche Übersetzung, S. [23421](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003073]

9. APRIL 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Februar 2023 zur Schaffung eines Beirats für Gesundheit, Artikel 3 § 3 Absatz 1;
 Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit;
 In Erwägung des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Auf Vorschlag des Ministers für Gesundheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 Absatz 1 Nummer 2, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 16. Mai 2024, vom 13. März 2025 und vom 26. Februar 2026, wird die Angabe „N.N.“ durch die Wortfolge „Frau Lola Van Rampelbergh“ ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 11. Dezember 2025, wird die Wortfolge „Herr Barry Baumsteiger, Sachbearbeiter“ durch die Wortfolge „Frau Karin Cormann, Fachbereichsleiterin“ ersetzt.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 4 - Der für Gesundheit zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 9. April 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit

L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001927]

Lokale Behörden

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 8. Juli 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. Juli 2024 zur Billigung der Rechnungslegung 2023 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 13. August 2024 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Amel vom 2. Juli 2024 zur Abänderung des Besoldungsstatuts des Gemeindepersonals

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 14. November 2024 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Dezember 2024 zur Billigung der vierten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 6. Februar 2025 zur Billigung des Haushalts 2025 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 3. Juli 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 6. Oktober 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Amel

Amel – Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Dezember 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Amel

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 5. November 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Büllingen

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 6. Januar 2025 zur Billigung des Haushalts 2025 der Gemeinde Büllingen

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 28. Mai 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Büllingen

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. Juni 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Büllingen

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Dezember 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Büllingen

Büllingen – Erlass des Ministerpräsidenten vom 4. Dezember 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Büllingen vom 28. Oktober 2025 zum Beitritt der Gemeinde Büllingen zur Interkommunalen „iMio“

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. Juli 2024 zur Billigung der Rechnungslegung 2023 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. November 2024 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 22. Januar 2025 zur Billigung des Haushalts 2025 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 29. April 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 13. Juni 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 23. Juli 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Burg-Reuland

Burg-Reuland– Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Dezember 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Burg-Reuland

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. August 2024 zur Billigung der Rechnungslegung 2023 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 30. August 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Februar 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Februar 2025 zur Billigung des Haushalts 2025 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 14. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. Juli 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Dezember 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Bütgenbach

Bütgenbach - Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Dezember 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Bütgenbach

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 14. November 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Stadt Eupen

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Januar 2025 zur Billigung des Haushaltplans 2025 der Stadt Eupen

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. März 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zur Anpassung des Stellenplans betreffend den Verwaltungsbereich

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. März 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zu Anpassungen der Sonderbedingungen zu Anwerbung, Laufbahnentwicklung und Beförderung

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 3. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zu Anpassungen des Verwaltungsstatuts

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 3. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zu Anpassungen des Besoldungsstatuts

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 7. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zu Anpassungen der Anlagen zum Besoldungsstatut

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 7. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 24. Februar 2025 zu Anpassungen der Urlaubsbestimmungen

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Mai 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Stadt Eupen

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. Juni 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Stadt Eupen

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juni 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 16. Juni 2025 zu Anpassungen des Stellenplans

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juni 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 16. Juni 2025 zu Anpassungen des Verwaltungsstatuts

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 27. Juni 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 16. Juni 2025 zu Anpassungen der Sonderbedingungen zur Anwerbung, Laufbahnentwicklung und Beförderung

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 27. Juni 2025 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von Eupen vom 16. Juni 2025 zu Anpassungen der Prüfungsmodalitäten

Eupen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 18. November 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Stadt Eupen

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 24. Juli 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. November 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. Januar 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 21. Januar 2025 zur Billigung des Haushaltplans 2025 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 18. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Kelmis vom 26. Februar 2025 zur Anpassung der Satzung der AGR Galmei

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Juni 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 18. August 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Kelmis

Kelmis - Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. Dezember 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Kelmis vom 29. Oktober 2025 zur Änderung der Jahresendprämie zugunsten der Einführung einer Fahrradpolitik

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 24. Juli 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Lontzen

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. November 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Lontzen

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 21. Januar 2025 zur Billigung des Haushaltplans 2025 der Gemeinde Lontzen

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. April 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Lontzen vom 27. Januar 2025 zum Besoldungsstatut – Schaffung von zusätzlichen Dienstgraden (D9 und D10) für das Gemeindepersonal

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 23. Juni 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Lontzen

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Lontzen

Lontzen - Erlass des Ministerpräsidenten vom 13. Oktober 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Lontzen vom 8. September 2025 zum Beitritt der Gemeinde Lontzen in der Interkommunalen iMio srl

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 24. Juli 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. August 2024 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Raeren vom 18. Juni 2024 zur Anpassung des Besoldungsstatuts

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 21. November 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 20. Januar 2025 zur Billigung des Haushaltplans 2025 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 11. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Dezember 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Gemeinde Raeren

Raeren - Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. Dezember 2025 zur Billigung des Beschlusses des Gemeinderates von Raeren vom 5. November 2025 zur Anpassung der Urlaubsbestimmungen, der Anlagen des Besoldungsstatuts – Zulagen sowie des Verwaltungsstatutes

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 6. August 2024 zur Billigung des Beschlusses des Stadtrates von St. Vith vom 26. Juni 2024 zur Abänderung des Verwaltungsstatuts des Gemeindepersonals

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. November 2024 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2024 der Stadt Sankt Vith

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. Januar 2025 zur Billigung des Haushaltplans 2025 der Stadt Sankt Vith

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 13. Juni 2025 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2025 der Stadt Sankt Vith

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 1. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Stadt Sankt Vith

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 8. Oktober 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Stadt Sankt Vith

St. Vith - Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Dezember 2025 zur Billigung der dritten Haushaltsanpassung 2025 der Stadt Sankt Vith

Kirchenfabriken

Erlass des Ministerpräsidenten vom 30. August 2024 zur Genehmigung eines Verkaufs einer Immobilie durch die Kirchenfabrik Sankt Wendelinus Wallerode

Erlass des Ministerpräsidenten vom 24. Oktober 2024 zur Billigung der Rechnungslegung der Orthodoxen Kirchenfabrik St. Nino für das Rechnungsjahr 2023

Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Mai 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik St. Stephanus Burg-Reuland vom 22. Januar 2024

Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Juni 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik St. Hubertus – St. Anna Lontzen vom 18. März 2025

Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Juni 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik Mariä Heimsuchung Herbesthal der Gemeinde Lontzen vom 6. März 2025

Erlass des Ministerpräsidenten vom 2. Juni 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik Sankt Antonius Mürringen und Sankt Joseph Hünningen der Gemeinde Büllingen vom 31. März 2025

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juni 2025 zur Billigung des Haushaltsplans für das Rechnungsjahr 2025 der Orthodoxen Kirchengemeinde der Deutschsprachigen Gemeinschaft Ostbelgiens - Heilige Apostelgleiche Nino

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juni 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik Sankt Martinus Aldringen der Gemeinde Burg-Reuland vom 25. März 2025

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juni 2025 zur Billigung der Haushaltsänderung für das Rechnungsjahr 2025 der evangelischen Kirchengemeinde Eupen-Neu Moresnet

Erlass des Ministerpräsidenten vom 1. Juli 2025 zur Genehmigung eines Erbpachtvertrags zwischen der Kirchenfabrik Sankt Stephanus Walhorn und der Gemeinde Lontzen

Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. September 2025 zur Billigung der Rechnungslegung für das Rechnungsjahr 2024 der Orthodoxen Kirchengemeinde der Deutschsprachigen Gemeinschaft Ostbelgiens - Heilige Apostelgleiche Nino

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. Juli 2025 zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses 1746/EX/X/B/1 vom 25. Juni 2025 und zur Billigung des Haushaltsplans für das Rechnungsjahr 2025 der Orthodoxen Kirchengemeinde der Deutschsprachigen Gemeinschaft Ostbelgiens - Heilige Apostelgleiche Nino

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. August 2025 zur Verweigerung der Billigung der Rechnungslegungen für die Jahre 2022 und 2023 des Evangelischen Zentrums Leib Christi

Erlass des Ministerpräsidenten vom 25. August 2025 zur Billigung der Rechnungslegung für das Rechnungsjahr 2024 der evangelischen Kirchengemeinde Eupen-Neu Moresnet

Erlass des Ministerpräsidenten vom 19. September 2025 zur Genehmigung des Verkaufs durch die Kirchenfabrik St. Stephanus der Gemeinde Burg-Reuland des Pfarrhauses Reuland gelegen Klosterkasse 6 in 4790 Burg-Reuland

Erlass des Ministerpräsidenten vom 23. September 2025 zur Billigung der Geschäftsordnung der Kirchenfabrik Sankt Eligius Büllingen vom 28. März 2025

Erlass des Ministerpräsidenten vom 21. November 2025 zur Billigung des Haushalts für das Rechnungsjahr 2026 der evangelischen Kirchengemeinde Eupen-Neu-Moresnet

Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Dezember 2025 zur Billigung des Haushaltsplans für das Rechnungsjahr 2026 der Orthodoxen Kirchengemeinde der Deutschsprachigen Gemeinschaft Ostbelgiens - Heilige Apostelgleiche Nino

Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Dezember 2025 zur Verweigerung der Billigung des Haushalts für das Rechnungsjahr 2024 des Evangelischen Zentrums Leib Christi

Erlass des Ministerpräsidenten vom 12. Dezember 2025 zur Verweigerung der Billigung der ersten korrigierten Rechnungslegungen für die Jahre 2022 und 2023 des Evangelischen Zentrums Leib Christi

Polizeizonen

Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2024 zur Billigung der Rechnungslegung 2023 der Polizeizone „Weser-Göhl“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 16. August 2024 zur Billigung der Rechnungslegung 2023 der Polizeizone „Eifel“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 17. Oktober 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Polizeizone Eifel

Erlass des Ministerpräsidenten vom 7. November 2024 zur Billigung der ersten Haushaltsanpassung 2024 der Polizeizone Weser-Göhl

Erlass des Ministerpräsidenten vom 7. Februar 2025 zur Billigung des Haushaltes 2024 der Polizeizone „Eifel“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 17. Februar 2025 zur Billigung des Haushaltes 2025 der Polizeizone „Weser-Göhl“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Polizeizone „Eifel“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 10. Juli 2025 zur Billigung der Rechnungslegung 2024 der Polizeizone „Weser-Göhl“

Erlass des Ministerpräsidenten vom 9. Dezember 2025 zur Billigung der zweiten Haushaltsanpassung 2025 der Polizeizone Eifel

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamsegering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be